

LE MARCHÉ DU RIZ D'INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Décembre 1936 à 14 heures

par

Y. PEGOURIER

MEMBRES DU JURY :

Président : M. MAUNIER, Professeur
Suffragants : MM. NOGARO, Professeur
BAUDIN, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE

17, Rue de Constantinople - 8^e Arr.

1936

LE MARCHÉ DU RIZ D'INDOCHINE

* 39866.

LE MARCHÉ DU RIZ D'INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Décembre 1936 à 14 heures

par

Y. PEGOURIER

MEMBRES DU JURY :

Président : M. MAUNIER, Professeur

Suffragants : MM. NOGARO, Professeur
BAUDIN, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE

17, Rue de Constantinople - 8^e Arr.

1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Que le riz dans l'économie indochinoise soit tout ou quasiment tout il est devenu très banal de le constater. On a coutume de rapporter que Michelet disait de l'Angleterre à ses élèves : « C'est une île, Messieurs, vous en savez maintenant autant que moi ». On pourrait dire de l'Indochine : « C'est un grenier à riz », et beaucoup de choses découlent alors normalement de prémisses qui peuvent paraître simplistes. On devine par là même que le problème du riz, depuis sa production, à partir de la rizière inondée, jusqu'à son acheminement vers les portes du pays par où il sera exporté, doit constituer l'essentiel des préoccupations tant de l'habitant que du colonisateur. Développer les surfaces cultivées, produire une céréale de bonne qualité, en vendre les plus grandes quantités possibles à des voisins affamés, telle était autrefois la synthèse de la politique économique de l'Indochine. Peut-être aujourd'hui se soucie-t-on davantage, en accord avec un esprit de civilisation et d'humanité qui seul peut justifier la colonisation, de savoir si ce riz fruit des labeurs de millions d'indigènes, leur est donné en quantité suffisante pour éviter des misères souvent choquantes en même temps que des troubles politiques et sociaux. Il faudrait en somme pour étudier à fond tous les problèmes que soulève le riz d'Indochine pénétrer dans la structure agricole, commerciale, industrielle et sociale du pays. C'est là une œuvre immense que le cadre res-

treint d'une thèse ne permet pas d'aborder, d'autant que des esprits avertis ont depuis longtemps, traité ce sujet, avec toute la compétence nécessaire.

Nous allons voir rapidement sous forme d'exposé un peu sommaire l'essentiel des questions d'ordre commercial posé par le riz. Dans une première partie nous verrons que la place occupée par le riz dans les colonies d'Indochine est si considérable que la maladie dont se relève à peine la colonie a été essentiellement causée par une crise rizicole aigüe. Cette crise a mis la colonie à deux doigts de sa ruine et il a fallu toute l'énergie d'un gouvernement sage, épaulé par des bonnes volontés actives, pour repartir de plus belle vers la lutte pour les débouchés et la prospérité du pays. Puis, tout naturellement, nous serons amenés à entrer un peu plus dans les détails de l'organisation commerciale actuelle, en indiquant dans la mesure du possible ses imperfections, en même temps que les mesures préconisées pour faire du marché français du riz un des plus grands, sinon le plus grand, de l'Extrême-Orient.

Une de ces mesures qui mérite une étude plus approfondie réside dans le problème de l'extension des débouchés. Il est très bien de produire, mais les événements récents nous ont montré qu'une production folle et sans contrôle fut un des agents les plus actifs du marasme universel. Il est très bien de produire, mais il faut pouvoir vendre et nous verrons de plus en plus cette chose curieuse, que l'Indochine géographiquement le grenier de l'Asie extrême se voit boucher par ses anciens clients et doit trouver sur le marché métropolitain les débouchés nécessaires pour ses excédents. Ce sont là les premiers symptômes d'une économie fermée en train de s'établir,

favorisée par la politique économique et douanière de la métropole. Cette façon de concevoir les choses paraît à certains points de vue s'imposer, mais il est cependant désirable que les autres marchés ne soient pas systématiquement négligés, aussi doivent-ils être recherchés tant en Asie que dans les autres parties du monde.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

LE RIZ DANS L'ECONOMIE INDOCHINOISE

CHAPITRE PREMIER

Quelques Précisions

Prenons une carte de l'Indochine. Au Nord et au Sud voici les deux fameux greniers à riz du Tonkin et de Cochinchine, qui produisent le plus clair de la récolte. Ailleurs, rizières de moindre importance, certes, mais que l'on trouve partout aux endroits où la culture est possible. On serait tenté, devant cet état de choses, de penser que l'Indochine, comme quelques autres pays avoisinants, n'a été faite que pour le riz. L'indigène n'est que son esclave. Tout ceci explique suffisamment la sollicitude avec laquelle le riz a été traité même bien avant l'arrivée des Français, ceux-ci n'ayant fait que perfectionner l'œuvre des premiers maîtres du pays.

Dans toutes les plaines irrigables où se concentre la population, nous trouvons les rizières du type habituel, champs inondés où sont repiqués les jeunes plants. Au

Tonkin et en Annam, où la saison sèche est relativement peu sévère, beaucoup de rizières portent chaque année deux moissons, d'ailleurs assez pauvres. Dans les pays de l'ouest et du sud où le régime des moussons fait alterner une saison d'été humide, une saison d'été sèche en opposition bien tranchée, il n'est fait annuellement qu'une récolte en hiver, dont la richesse dépend de l'abondance des pluies au cours de l'été précédent. Elle est toujours assez grande dans le delta du Mékong pour fournir à l'exportation son plus gros contingent.

LE MARCHÉ MONDIAL DU RIZ

Consommation totale en 1928 : 150 millions de tonnes.

Chine	47 millions
Inde	33 millions
Japon	8 millions
Autres pays	62 millions

Pays exportateurs :

En Extrême-Orient :

Birmanie	3 millions	200.000 tonnes
Siam	1 million	300.000 tonnes
Indochine	1 million	400.000 tonnes
Soit	5 millions	900.000 tonnes

Autres pays exportateurs :

Italie	175.000 tonnes
Etats-Unis	130.000 tonnes
Espagne	50.000 tonnes
Egypte	40.000 tonnes
Divers	20.000 tonnes
Soit	415.000 tonnes

Pays importateurs :

En Extrême-Orient :

Chine et Hong-Kong	1 million	305.000 tonnes
Indes	1 million	076.000 tonnes
Straits		862.000 tonnes
Indes Néerlandaises		411.000 tonnes
Japon		256.000 tonnes

Soit 3 millions 910.000 tonnes

Soit : 66 %.

En Europe : 19 %.

En Amérique : 15 %.

EN INDOCHINE

La production sauf un temps d'arrêt au moment où les effets de la crise se sont faits sentir a considérablement augmenté depuis l'arrivée des Français dans la colonie. C'est ce qui ressort du tableau suivant (en Cochinchine) :

1875-80	40.000 tonnes	1911-15	2.840.000 tonnes
1901-05	1.880.000 tonnes	1921-25	3.120.000 tonnes
		1926-30	3.360.000 tonnes

La production a donc quadruplé en 50 ans et la superficie cultivée est passée de 520.000 hectares à 2.235.000 hectares (en Cochinchine).

Cependant l'accroissement de la production a été beaucoup plus rapide de 1875 à 1900 que de 1900 à 1930, période pendant laquelle un effort plus important cepen-

dant a été réalisé du point de vue du crédit et de l'équipement économique.

CHIFFRES MOYENS DES EXPORTATIONS DE RIZ (en milliers de tonnes).

1880	294.263 T.	1926	1.597.311 T.
1890	566.729	1927	1.665.354
1900	915.627	1928	1.797.682
1910	1.269.516	1929	1.471.643
1920	1.188.828	1930	1.121.593
1921	1.720.417	1931	959.504
1922	1.439.995	1932	1.214.000
1923	1.339.503	1933	1.221.000
1924	1.230.506	1934	1.528.552
1925	1.519.860	1935	1.765.585

D'où :

1° Progression remarquable des échanges depuis 50 ans. Toutefois il est bon de noter que la progression du mouvement commercial en valeur tient davantage à la hausse du cours du riz qu'à l'augmentation du volume des échanges.

2° Ici encore on constate que le volume des échanges a été beaucoup plus considérable pendant la période antérieure à 1904-08 que dans la période suivante, pendant laquelle la production se ralentit pour diminuer considérablement au cours des années de crise et reprendre au cours des années 1934 et 1935.

CHAPITRE II

La Crise Economique et le Marché du Riz

A. — LES CAUSES DE LA CRISE

En somme jusqu'à la crise, la production d'exportation était en progression continue. Le marché était sain et bien soutenu. Malheureusement, et du fait de l'entière solidarité économique qui relie les peuples entre eux, l'économie indochinoise, si elle connut un moment d'exceptionnelle prospérité, a aussi très durement souffert du marasme général.

LES FACTEURS D'ORDRE GÉNÉRAL

Il serait assez vain de prétendre dans une semblable étude, dégager les causes génératrices du fléau qui s'abattit sur l'Indochine. Il suffit de constater que les facteurs, en gros, furent les mêmes en Extrême-Orient que partout ailleurs. On pourrait en bien des pages commenter les différentes causes qui, de près ou de loin, ont contribué à la naissance de cette crise. Sous l'impulsion du flot montant d'une demande toujours accrue à des taux toujours supérieurs, l'économie indochinoise n'a fait suivre le mouvement déclenché on ne sait où ni exactement comment. L'abondance de l'argent, jointe à un remarquable esprit d'imprévision, amena bientôt une

spéculation effreinée encouragée encore par la facilité du crédit. Le prix du riz monta dans de fortes proportions ainsi que le prix des rizières. On s'endetta pour entrer aussi dans la danse et finalement tout l'édifice, qui n'était qu'un colosse aux pieds d'argile, s'écroula lors des dernières secousses du séisme universel. Ajoutons que des facteurs d'ordre psychologique eurent aussi leurs lourdes parts de responsabilité et qu'une morale des plus élastiques s'instaura, qui consistait à ne tenir que le minimum d'engagements possibles. Sans insister davantage sur toutes ces causes d'ordre général, il ne faut pas oublier non plus que l'Indochine subit des effets inhérents à son climat économique particulier.

FACTEURS PARTICULIERS A L'EXTRÊME-ORIENT

Ce fut d'abord la chute profonde du riz et du paddy qui survint assez vite, un an après la chute des cours du blé en 1929.

Nous retrouverons cette question plus tard.

Ensuite ce fut la dévalorisation de l'argent. L'argent, en effet, fut longtemps la seule monnaie appréciée dans beaucoup de pays d'Asie, surtout aux Indes et en Chine. Or, une décision de la Conférence de Genève en 1927 proposait aux grandes puissances, pour mieux stabiliser les prix, une démonétisation du métal blanc sur leur territoire et dans leurs possessions. C'est ainsi que se passèrent les choses aux Indes et en Indochine notamment. De ce fait, l'argent encore plus que l'or, n'étant que d'une rareté relative tenant à sa fonction monétaire, s'est trouvé du jour au lendemain jeté sur le marché en quantité considérable, ce qui a amené sa dépréciation rapide. Aussi

l'once d'argent (30 grammes) qui valait en 1920 42 deniers, tombait à 26 d. 7 en 1929, 21 d. 8 le premier janvier 1930 et 14 d. 5 en décembre de la même année. Il faut dire, d'ailleurs, que le seul désir d'une stabilité des prix en Extrême-Orient, n'était pas à la base de cet accord international. Il bénéficiait singulièrement aux Etats-Unis qui, du fait de leur réserve d'or surabondante, voyaient en cette mesure, un moyen facile de consolider en Chine leur prépondérance économique. Leur désir était évidemment de vendre aux Chinois, alors en pleine disette, tous ces stocks de blé qui pesaient déjà dangereusement sur les cours et qui devaient bientôt en amener l'effondrement.

Les répercussions furent immenses en Extrême-Orient où circulait une énorme quantité d'argent. De ce fait le pouvoir d'achat des nombreuses populations de l'Empire du Milieu se trouva singulièrement réduit. Elles durent ou bien ne pas acheter, ou du moins restreindre leurs achats dans des proportions considérables. Ce qui est vrai pour la Chine l'est d'autant pour les autres pays qui se trouvaient dans une situation analogue : l'Inde, la Birmanie et l'Indochine, où le resserrement des affaires consécutives à ces accords entraîna une forte chute des cours et des exportations. Cette dévalorisation de l'argent atteignit donc très lourdement dans son crédit le plus gros client jusqu'alors de l'Indochine, la Chine. Cette malheureuse contrée était en même temps, affligée d'incessantes luttes intérieures qui se faisaient à grand renfort de réquisitions et de pillage, toutes choses qui n'étaient pas faites pour augmenter le « pouvoir d'achat des masses ». Il y eut une baisse importante de la consommation chinoise, et, par contre-coup, des exportations de riz de

Saïgon. La Chine, en effet, nous aurons occasion de revenir sur ce point, se trouve économiquement parlant dans une situation singulière. Il peut paraître assez curieux, que, dotée comme elle l'est d'immenses richesses naturelles, elle ait besoin de demander au dehors, le surplus de riz nécessaire à sa subsistance. Cette anomalie tient à l'état cahotique du pays, à son inorganisation, et surtout à l'absence de voies de communication. C'est ainsi que les provinces côtières, très peuplées, trouvent leur bénéfice à acheter en Indochine le riz qui leur est nécessaire plutôt que de le recevoir des provinces de l'intérieur. Un jour ou l'autre cependant, il faut bien penser que si la paix arrive à se maintenir, une liaison plus parfaite s'établira entre les différentes parties de la Chine qui se fermera, en conséquence, au riz indochinois.

L'Inde, gros client du riz d'Indochine, se trouva aussi sévèrement atteinte par la dévalorisation de l'argent; concurremment il se produisit une mévente du coton et du sucre qui contribua à diminuer encore le pouvoir d'achat de ce pays.

De même pour les Indes Néerlandaises qui subirent à la fois une triple crise, celle du sucre, du caoutchouc et du thé. La mévente de ces produits amena un déplacement de la main-d'œuvre qui retourna à la rizière. Beaucoup de capitaux firent de même, qui trouvaient là un investissement plus sûr. Parallèlement, il y avait une sous-consommation de l'indigène qui voyait lui aussi diminuer ses ressources. Donc d'un côté augmentation de la production du riz, de l'autre sous-consommation ; ceci amena automatiquement en 1930 une importation de riz moindre de 60.000 tonnes sur 1929.

Au Japon, une politique protectionniste s'instaura en

vue de liquider, au meilleur compte, les stocks de riz qui pesaient sur le marché. Le gouvernement japonais fit bénéficier de primes à l'exportation certains de ses vieux stocks dédaignés sur le marché local qui furent vendus à vil prix sur le marché chinois. De plus, la nécessité d'équilibrer au mieux une balance commerciale en mauvaise posture, décida le Japon à contingenter ses importations, ce qui amena une baisse d'achat de riz en Indochine de l'ordre de 150.000 tonnes en 1929-30.

Un peu partout, donc, dans tous ces pays qui constituent pour l'Indochine autant de débouchés naturels, on assista à une baisse des importations qui a, dans la crise, une lourde part de responsabilité. La chute de l'argent qui réduisit environ de 40 % le pouvoir d'achat de la Chine, fit du riz une denrée chère, par rapport au blé et au maïs. Du fait de l'abondance du blé encore à l'heure actuelle en Australie et aux États-Unis, le progrès de sa culture dans toute la Chine du Nord et le Japon, la consommation locale par l'Inde anglaise du blé qu'elle exportait autrefois, le blé est devenu pour le riz un concurrent des plus dangereux. De ce chef, le succès dans la bataille sera pour celui qui, à qualité égale, aura le prix de revient le plus bas, d'où la nécessité de faire bénéficier la culture du riz d'améliorations apportées depuis longtemps déjà à la culture du blé.

A ce propos, on peut signaler que le marché du riz n'a pas manifesté tout de suite une grande sensibilité aux effets de la crise qui ne s'est abattue sur lui que relativement tard. Jusqu'en 1930 il semble que le riz souffre moins que le blé, lequel en 1929 connut un effondrement sans précédent. Mais, après cette date, le riz à son tour est affecté et baisse dans une proportion de l'ordre de

51 %, plus grande en moyenne, que la baisse subie par les autres marchandises. Il semblerait d'après ces données que la culture du riz soit l'une des moins favorisées du monde.

LES CAUSES SPÉCIFIQUEMENT INDOCHINOISES

Tout ceci a contribué à provoquer un marasme intense des affaires dont on peut retrouver l'origine aux environs de 1925. Les causes extérieures se sont précipitées et multipliées sans pour cela que producteurs et exportateurs indochinois puissent être rendus innocents de toute responsabilité dans la catastrophe qui s'abattit sur eux.

1° DU COTÉ DES GRANDES FIRMES.

On remarquait déjà, depuis que les affaires semblaient plus aisées un absentéisme des chefs d'entreprise. Le séjour plus fréquent qu'autrefois dans la métropole, une certaine velléité de diriger de loin ce qui exige, bien au contraire, une présence continuelle et attentive, produisirent les plus fâcheux résultats. La direction des entreprises ainsi négligées, fut laissée à des subalternes, qui, soit par incapacité, soit par inexpérience, firent assez vite périliter les meilleures maisons. Néanmoins, comme en cette période, seule comptait la rente élevée des capitaux investis, la plupart du temps par des prêteurs métropolitains, il fallut à tout prix et le plus longtemps possible sauver la face. On aboutit dès lors à des procédés commerciaux les plus répréhensibles. Seul le bilan avait une importance et l'on n'hésitait guère à le truquer quand le besoin s'en faisait sentir. Quand le danger fut imminent, il était déjà trop tard et telle ou telle entreprise considérée à bon droit comme sérieuse, se vit assez souvent

acculée à la faillite. En outre, vers 1926, la spéculation à la baisse du franc devint intense. Beaucoup de capitaux furent ainsi employés et jetés dans des marchés à terme assez hasardeux. Ces opérations, à la baisse d'abord, à la hausse ensuite furent énergiquement rayées, grâce à la politique avisée de la Banque de France. Le désir de fuir devant la monnaie se traduisit en fait par la constitution de stocks considérables de paddy. Ces stocks contribuèrent à alourdir le marché du riz et à en empêcher l'assainissement rapide. De plus les approvisionnements massifs coïncidèrent avec une période de mévente extérieure, alors que le marché métropolitain, qui, par suite, deviendra un appoint important pour l'exportation, n'était point encore ouvert, en grand, au riz d'Indochine.

Dans ces conditions la liquidation s'avérait des plus difficiles. Les uns, en effet pour ne pas trop peser sur des cours déjà en baisse ne pouvaient se décider à vendre sans provoquer un effondrement des prix qui leur aurait été d'autant plus préjudiciable, que vivant le plus souvent de crédit, ils auraient été dans l'impossibilité absolue de rembourser les banques et auraient fait faillite. Mais cette attente, en retardant continuellement l'issue fatale, n'était point faite pour assainir le marché ; d'autres, au contraire, talonnés par leurs créanciers, d'autant plus exigeants eux-mêmes, qu'ils voyaient tous les jours fondre leur chance de se voir rembourser, durent procéder à des ventes massives, lesquelles précipitèrent l'effondrement des cours. Tout cela ne donnait pas l'impression d'un marché très sain et n'incitait guère les capitalistes métropolitains à fournir aux entreprises l'argent frais qui aurait pu amener une liquidation plus progressive et vider lentement l'abcès,

On assista alors à une sorte de course aux clients, on voulait vendre à tout prix et par tous les moyens. Mais ces décisions essentiellement individuelles et dictées par l'intérêt du moment, ne pouvaient aboutir qu'à une aggravation de la situation que l'on se proposait d'améliorer. À aucun moment producteurs et exportateurs ne réalisèrent l'entente qu'il eût été hautement désirable de voir s'accomplir. Cette absence de solidarité se traduisit par des prix totalement différents qui se précipitèrent bientôt dans le sens de la baisse. Le consommateur éventuel n'avait plus qu'à attendre que ces intérêts égoïstes se déchirassent entre eux et qu'il pût recueillir leurs dépouilles aux conditions les plus satisfaisantes pour lui. On a caractérisé justement du vocable de « politique du boutiquier mercanti » cette absence totale d'esprit de solidarité et d'organisation en vue du bien commun. C'est à qui, pour conserver un client, non content de lui faire des prix les plus bas, ne lui consentait des délais de paiement de plus en plus longs avec le leurre de se faire payer un jour. Beaucoup de débiteurs, malheureusement, escomptant la ruine prochaine d'entreprises aux abois, ne se pressaient guère de s'acquitter. Ils attendaient patiemment les événements inexorables qui les libéreraient peut-être en totalité de leurs dettes. La plupart du temps, du fait d'urgence avec laquelle on voulait se libérer de ces stocks, on exigeait de l'acheteur des garanties illusoires ; ceci permit à une pléiade d'intermédiaires, surtout chinois, de s'enrichir à bon compte et de prendre, sitôt après, le bateau pour leur pays. Ces pratiques malhonnêtes devinrent de plus en plus fréquentes même dans les milieux européens. Il semble néanmoins que les Chinois ont eu, plus que ces derniers, le triste monopole de ces agissements

frauduleux. Là encore, il eut fallu une entente pour exiger de ces intermédiaires célestes ou tout au moins de la colonie chinoise elle-même, de sérieuses garanties de paiement.

Il en était de même en ce qui concerne le commerce d'exportation. On vit là aussi une concurrence acharnée au détriment le plus souvent de la qualité de la marchandise livrée. Des bandes de Chinois fortement organisées se livraient impunément à un jeu signalé maintes fois et dont le résultat le plus certain était de consommer la ruine des exportateurs imprudents (1).

Vers 1929 la situation s'aggrave encore. Les abus de crédit et la spéculation intense qui sévissait sur le marché finirent par inquiéter les banques qui se décidèrent à réduire le plus possible l'inflation du crédit. D'autre part, les exportateurs se virent couper définitivement les avances de longues durées dont ils bénéficiaient jusqu'alors. Ces mesures brutales, si nécessaires fussent-elles, entraînèrent vers 1930 un effondrement encore plus considérable des cours du riz. Ces exportateurs furent d'ailleurs accusés bien des fois de « faire » artificiellement les cours du riz et de réaliser de ce chef des bénéfices scandaleux. Contre ces deux accusations les intéressés ont très vivement réagi « ce pouvoir sur les cours, disent-ils laisserait supposer qu'il existe entre exportateurs une entente soit pour faire monter les prix, soit pour les faire baisser, or cette entente n'existe pas : au contraire la concurrence entre eux est très vive, chacun s'ingéniant à enlever l'affaire qui se présente, laquelle revient en définitive au plus rapide, au plus avisé, au plus hardi. Nous disons

(1) Conf. TOUZET : *l'Indochine et la crise universelle*, p. 91.

plus hardi, car c'est se faire du métier d'exportateur une idée bien simpliste que de supposer qu'il suffit d'acheter du riz au vendeur chinois pour le revendre sur le champ avec un gros bénéfice. L'exportateur de Saïgon prend des positions qui tournent bien ou qui tournent mal ; s'il ne le faisait pas ce sont ses concurrents de Bangkok ou de Birmanie qui vendraient à sa place, et quand après avoir couru différents risques il gagne brut 0 piastre 03 par picul de riz qu'il vend, il est content de lui.

Comment peut-on supposer d'ailleurs qu'il fixe les cours du marché de Saïgon quand on considère :

1° que la part prise par Hong-Kong dans les exportations de Cochinchine s'est élevée à 34 % en 1931, 38 % en 1932, 40 % en 1933, des sorties totales de Saïgon et que cette part est passée intégralement par les mains des exportateurs chinois.

2° que les cours de Saïgon sont solidaires de ceux de Bangkok et Rangoon.

3° que le riz céréale mondial voit ses cours conditionnés par d'autres céréales comme le blé et le maïs ».

En ce qui concerne les prétendus bénéfices scandaleux « si les bénéfices, disent-ils, que nous faisons étaiement si importants, n'y aurait-il pas à Saïgon plus d'exportateurs que l'on en compte à l'heure actuelle ? car contrairement à ce que l'on suppose habituellement, il n'y a ni monopole ni consortium d'exportateurs, de plus il n'est pas nécessaire de disposer de gros capitaux pour se livrer à un commerce comme le nôtre. La marchandise achetée n'est payée au vendeur qu'à la livraison et dès qu'elle est chargée à bord du navire transporteur la banque règle l'expéditeur contre remise des documents qu'il négocie

auprès d'elle. Enfin si nous réalisions des profits tels que ceux que l'on nous attribue ne présenterions-nous pas des bilans prestigieux... Tout ceci ne semble-t-il pas indiquer que les exportateurs de riz de Saïgon font un métier difficile qui comporte beaucoup d'aléas et qui exige impérativement un certain goût du risque, ce qu'ignorent sans doute nos censeurs, qui, volontiers, dissertent sur des sujets qu'ils méconnaissent exagérément ».

2° DU COTÉ DES INDIGÈNES.

Parmi les indigènes il semble que la compréhension de la situation fut beaucoup moins nette. Au lieu de chercher comme le firent beaucoup de gros exportateurs à se débarrasser des stocks de riz qui les encombraient, ils s'attendaient à voir très vite la fin de l'orage et préféraient garder leur riz. A vrai dire le résultat pour le marché était sensiblement identique. Les uns en se débarrassant à bas prix de leurs stocks précipitaient la baisse des cours ; les autres, en les gardant jusqu'à des temps meilleurs, arrivaient au même résultat par la simple menace d'une vente brusque et massive. Cependant la première conception semblait plus compréhensible des circonstances et plus propre à dégager rapidement l'avenir, tout en accumulant, il est vrai, ruine et misère. D'autre part l'effet le plus clair de cette politique indigène fut une baisse de l'exportation du riz, dont profitèrent Birmanie et Siam. On eut de la sorte à reporter pour la campagne suivante près de 250.000 tonnes de riz. Aussi en 1931, enregistra-t-on des ventes presque nulles. Le désastre eut sans doute été encore plus grand si la Chine s'était vue affligée, en temps utile des inondations du Yang-Tsé qui vinrent fort

à propos stimuler les exportations indochinoises. Ceci montre bien le caractère de précarité que peut présenter pour les exportateurs le marché chinois. Une forte partie des commandes tient, en effet, à la périodicité de fléaux naturels sur lesquels on serait à bon droit tenté de compter dans les prévisions annuelles d'exportation.

B. — LES CONSEQUENCES DE LA CRISE

SES AVANTAGES

De tout malheur il y a une leçon de sagesse à dégager.

La crise violente que traversa l'Indochine eut un effet indéniable d'assainissement, beaucoup d'entreprises de faible envergure disparurent, démontrant par là leur inutilité. En dehors même de cette sélection naturelle, la tourmente mit fin à toute cette politique de spéculation et d'argent facile qui portait en elle une partie de la lourde responsabilité d'événements passés. Le crédit se restreignit à ses effets normaux, on exigea des emprunteurs des garanties plus sûres qu'une simple parole, dont beaucoup avaient appris à faire fi le plus honnêtement du monde. Balayée aussi cette multiplicité de petits intermédiaires chinois qui furent assez justement comparés à des rats quittant le bateau en péril. Beaucoup d'entre eux, ruinés, regagnèrent leur pays, le demeurant consacra par là même son utilité, sa stabilité à défaut d'honnêteté scrupuleuse. La place devint, dès lors, plus nette et le crédit ne fut plus distribué à l'aveuglette à des personnages quasiment interchangeables qui savaient disparaître au moment le plus propice. Faute de ressources suffisantes, la spéculation s'arrêta. Peut-être cet arrêt fut-il exagéré et

déséquilibra-t-il en partie la place de Saigon, mal outillée en ce qui concerne le terme, essentiellement régulateur des prix et nécessaire à un grand marché.

LES RAVAGES CAUSÉS PAR LA CRISE

Mais ces avantages si indiscutables soient-ils ne doivent pas faire oublier le désastre causé à l'économie indochinoise. Son principal effet fut l'effondrement des prix du riz. Ceux des cultivateurs, les petits, c'est-à-dire la plus grande majorité, qui n'avaient pas les ressources suffisantes pour stocker leurs récoltes, durent les vendre à perte. La situation de ces petits propriétaires était du reste des plus précaire, car ils avaient hypothéqué leurs domaines au maximum pour trouver du crédit, de la sorte l'endettement de la terre était devenu insupportable. On a calculé qu'en moyenne, le tiers du revenu de la rizière devait être employé au paiement des intérêts de dettes de l'ordre de 10 à 15 piastres à l'Hectare. De la sorte on ne peut liquider le gage foncier qu'avec une perte considérable et beaucoup ne purent vendre qu'au dixième et même au vingtième de la valeur moyenne normale. Tout ceci provoqua chez les Tâ-dien une sorte de lassitude causée par la chute progressive des cours « la rentrée de la dernière récolte s'effectua très péniblement, faute d'argent pour financer les travaux de la récolte. Dans ces travaux, la plupart des riziculteurs ont vu s'épuiser leurs dernières ressources et ils ne savaient comment ils financeraient la prochaine campagne. Beaucoup durent vendre tous leurs biens, pressés par les exigences des créanciers, souvent dans une aussi mauvaise posture ; d'où une chute profonde des prix de la terre qui finit par se vendre à vil prix

alors qu'elle avait été, en bien des cas, achetée fort cher ». Ce sont là, tout au moins, les conclusions pessimistes de la commission du riz en 1933 qui déclare en outre que : « si aucun remède efficace n'est apporté à cet état de choses, nous allons vers une chute rapide de la production agricole et par suite, vers le risque de voir s'effondrer l'édifice budgétaire et économique du pays ayant pour base la monoculture et le commerce d'exportation du riz ». A vrai dire, s'il y avait beaucoup d'exactitude dans ce sombre tableau, il faut ajouter que ces conclusions tendaient aussi, à faire admettre la déstabilisation de la piastre pour venir à bout des difficultés de l'heure.

Tout fut donc atteint plus ou moins gravement : crédit, commerce et production, cela fut plus sensible au Tonkin, pays plus pauvre que la Cochinchine, à l'énorme densité de population. On a pu constater dans cette province que la valeur du riz et des dérivés exportés de 21.215.000 piastres en 1929 n'était plus que de 7 millions en 1930 et de 2.400.000 en 1931. C'est au Tonkin aussi que fut le plus sensible l'énorme dévaluation de la terre qui causa, par contre-coup, la chute vertigineuse des salaires agricoles et un chômage impressionnant. Ces secousses successives apportées à l'économie Indochinoise en déséquilibrèrent vite la balance commerciale et firent diminuer les capitaux circulants. En somme tout l'appareil économique de la péninsule se trouvait frappé de paralysie : ceci ressort nettement des chiffres suivants indiquant les quantités de riz exporté au cours des dernières années.

1928	1.197.000 T.	1931	959.000 T.
1929	1.472.000	1932	1.284.000
1930	1.122.000	1933	1.221.000

Le fléchissement en quantités exportées n'a peut-être pas été si considérable. Mais il faut se garder de tirer de ces chiffres des conclusions trop rapides. Le tableau des cours du riz, à la même époque est beaucoup plus significatif.

Riz Saïgon N° 1 25 % de brisure. Prix au quintal :

en avril 1930	13	piastres	10
en septembre	10	»	60
en novembre	8	»	72
en mars 1931	7	»	10
en juillet 1931	6	»	10
en juillet 1932	5	»	62
en novembre 1932	4	»	19
en avril 1933	3	»	82
en novembre 1933	3	»	20

Soit une chute de l'ordre de 72 %.

Encore faut-il noter que les cours de 10 à 11 piastres furent dûs à une récolte anormalement déficitaire.

La rupture de la balance commerciale amena un resserrement de la circulation monétaire qui contribua pour sa part au déséquilibre des transactions :

(circulation en piastres)

1 ^{er} janvier 1930	146	millions
1 ^{er} mai 1930	170	»
1 ^{er} décembre 1930	117	»
1 ^{er} juillet 1931	109	»

Les exportations qui constituaient en 1914 une somme d'environ 450 millions de francs (de germinal) étaient tombés en 1931 à 225 millions de ces francs et à 204 en

1932. Parallèlement, les importations de l'ordre de 450 millions en 1914 passaient à 250 en 1931 et à 194 en 1932 : ce sont sensiblement les chiffres de la période 1898-1903. Les superficies cultivées, qui étaient de 2.198.000 hectares en 1930-31, n'étaient plus que de 2 millions en 1932 et 1.850 en 1933 soit 370.000 Ha en moins. Il est juste d'ajouter que les terres les moins rentables furent abandonnées les premières, tant par suite des difficultés naturelles de mise en valeur, que par le manque de fonds de roulement nécessaire à leur exploitation. Les terres riches, si elles se vendirent à des prix notablement inférieurs, ne restèrent jamais en friche. Quant au rendement, ce déséquilibre soudain n'était pas fait pour lui donner l'impulsion désirable. Au contraire, l'absence de capitaux conduisit à un mauvais équipement de la rizière et les effets s'en firent vite sentir. Les quantités à l'hectare et les qualités récoltées de la sorte sur une terre qui, faute de capitaux et de main-d'œuvre avait été souvent mal préparée, se révélèrent en régression constante. Notre exportation en souffrit au grand bénéfice des concurrents de Rangoon et du Siam.

C. — LES MESURES D'ASSAINISSEMENT

D'une situation aussi grave puisqu'elle atteignait l'économie indochinoise en ses centres vitaux, il était nécessaire de sortir le plus vite possible. L'importance du riz marchandise est telle, ainsi qu'il a été souvent exposé qu'il constitue une sorte d'étalon des valeurs sur le marché intérieur et joue ainsi le rôle d'une véritable monnaie. Or, le cours du riz était tombé très bas, en conséquence beau-

coup de marchandises, surtout celles qui présentaient un rapport plus direct avec la culture du riz subirent les mêmes fluctuations. C'est ainsi que les buffles de labour dont la paire valait en période normale 160 piastres ne valut plus que 60 piastres. Ceci continuait à augmenter l'insolvabilité des petits cultivateurs qui avaient acheté leur cheptel au plus haut prix. Mais le mal eut été un peu restreint si l'étalon baissant, toutes les charges de la terre avaient subi le même sort. Il n'en fut pas ainsi. D'une part, les charges foncières restaient les mêmes et allaient grossissant d'intérêts non payés, d'autre part, la situation du budget local et général qui tirait des taxes à l'exportation le plus clair de ses revenus, n'était guère brillante. Aussi les impôts, s'ils n'augmentaient pas restaient les mêmes. L'impôt sur le riz, léger à supporter lorsque la vente laissait au producteur un bénéfice substantiel, devenait progressivement plus lourd à mesure que les cours s'affaiblissaient.

Il fallait donc à tout prix sortir de cette impasse. Mais si tous étaient d'accord sur cette impérieuse nécessité, les divergences commençaient quant aux moyens à employer. Les uns animés du désir de faire « une politique du pire » proposèrent des solutions radicales fort dangereuses que le gouvernement eut la sagesse d'écarter, tel l'octroi à l'Indochine de l'autonomie douanière et la déstabilisation de la piastre ; d'autres échaffaudèrent un plan à exécution plus échelonnée dont le résultat devait être excellent sinon immédiat. Le vote de réformes urgentes fut en butte à de longues et stériles discussions quant à leur utilité et leur opportunité. Les uns et les autres s'adressèrent des critiques violentes. Le gouvernement général s'en prit surtout à l'imprévoyance des spéculateurs, riziculteurs et à leurs instincts égoïstes. A leur tour les producteurs daubèrent

sur le gouvernement général et critiquèrent âprement à la fois son imprévoyance et l'insuffisance technique des organismes officiels chargés, selon eux, de guider et de diriger la production. Ces critiques peuvent paraître assez injustes, car nul d'entre eux au moment de prospérité ne s'était jamais soucié des avis les plus autorisés et avait prétendu agir à sa guise. Les Banques aussi furent critiquées, ils leur reprochèrent d'avoir, par leur âpreté au gain, manié le crédit avec une soif de lucre des plus condamnable. On leur reprochait surtout leur attitude inflationniste, là où il aurait fallu restreindre le crédit pour en empêcher les abus, et à l'opposé leur politique de restriction brutale, alors qu'il aurait fallu, sans doute, agir avec plus de douceur. Quoiqu'il en soit, ces reproches étaient fondés en partie tout au moins, si on laisse de côté toute passion partisane. Chacun certes, par son imprévoyance, surtout par le sentiment intime qu'une crise de prospérité était, ne pouvait être que la norme des choses, avait contribué pour sa part à créer le marasme et devait faire sur soi-même un retour salutaire.

Il fallait que cette sorte de solidarité, dans la perfection d'une erreur, imposât aussi un esprit de coopération dans l'œuvre de redressement qui s'avérait des plus nécessaires et des plus urgents.

C'est à la suite de ces différentes controverses qu'on se mit d'accord sur un programme de reconstruction dont nous étudierons brièvement les principaux chefs :

1° Projet d'abrogation de la taxe de sortie sur le riz.

Pour favoriser l'exportation du riz et empêcher dans la mesure du possible la constitution de stocks pesant sur les

cours, on proposait la suspension du droit de sortie sur les riz. N'insistons pas sur ce point que nous verrons tout au long dans un autre chapitre, disons tout de suite que cette mesure était une arme à double tranchant, si d'un côté elle favorisait les exportateurs, en leur permettant d'écouler leur production, de l'autre par contre, elle privait le budget général d'une part importante de ses ressources au moment où la caisse était vide et où ces mêmes producteurs se disposaient à faire appel au soutien financier des pouvoirs publics.

2° L'humanisation des voies de procédure.

Une autre mesure qualifiée d'urgente tendait à assurer avec plus d'humanité la liquidation de la crise et proposait de modifier la procédure concernant les ventes et expropriations consécutives aux faillites. Elle proposait notamment de réduire sensiblement les frais de justice toujours trop élevés et qui avaient le plus souvent comme effet d'absorber le plus clair de l'actif réalisé.

Le gouvernement général fit son possible pour accéder aux désirs exprimés. Il prit des mesures pour diminuer de 30 % l'impôt foncier et malgré le déficit que cela causait à la trésorerie, consentit à diminuer de 40 % les droits spécifiques de sortie sur le riz.

3° La réforme du crédit.

Mais, la plupart de ces mesures n'étaient que des palliatifs impuissants à soulager l'Indochine des maux dont elle souffrait. Ces maux tenaient surtout à l'importance de la dette et à une mauvaise organisation du crédit, il serait plus exact de dire à sa complète désorganisation.

La situation des propriétaires riziculteurs, en effet, n'était guère brillante et les charges d'endettement qui pesaient sur les rizières étaient devenues considérables. Pendant la prospérité en effet, du fait des cours élevés du paddy, la rentabilité de la terre s'était accrue dans les mêmes proportions. Cette inflation des revenus s'accompagna tout naturellement d'une inflation de crédit, lequel eut pour résultat une culture extensive poussée à l'extrême. De la sorte, beaucoup de capitaux se trouvèrent investis dans des régions au rendement très médiocre ; et lors de l'effondrement des prix, la plupart des propriétaires se trouvèrent dans une situation désespérée.

Les capitaux investis provenaient de sources différentes. Tantôt c'était les banques et sociétés de crédit spécialisées dans les questions foncières ; tantôt des sociétés présentant un certain caractère de mutualité (Société française de crédit agricole mutuel et Société mutuelle de crédit indigène) ; tantôt enfin, c'étaient les propriétaires eux-mêmes qui se faisaient banquiers, aidés en cela par les chinois et les chettys. Les taux d'intérêt pratiqués étaient très différents selon l'origine des fonds prêtés et variaient suivant les conventions personnelles, la situation sociale du prêteur et la solvabilité de l'emprunteur. On devait rembourser soit en argent, soit en paddy. Il est inutile de dire qu'une usure des plus effroyable suivit l'inflation de crédit et de revenus, et qu'un des premiers soins des pouvoirs publics fut de tenter d'y mettre fin. Là gisait la difficulté. D'un côté en effet il importait de soulager au plus tôt des situations tragiques dont les conséquences auraient pu être graves, et on pensait tout de suite à instituer un moratoire général de dettes. Mais cette solution apportait à son tour des troubles profonds dans les rapports entre

créanciers et débiteurs, et il semblait excessif de ruiner les uns au profit des autres.

Le vrai remède était donc de rechercher des capitaux nouveaux, moins cher en mobilisant le crédit de la colonie. Par l'entremise d'un organisme de crédit foncier à créer, le gouvernement serait en mesure d'offrir à de meilleures conditions des prêts aux agriculteurs. Ceux-ci, à leur tour rembourseraient purement et simplement leurs créanciers avec ces fonds mis à leur disposition.

C'était là le problème si délicat de la « substitution des créances ». En apparence aisé, on s'apercevait immédiatement que l'on se heurtait pour cette réalisation à de grandes difficultés. En effet : si les charges de l'intérêt étaient aussi élevées, « ce n'était pas tant que le taux de l'intérêt était excessif, que parce que le capital de la dette était devenu trop important eu égard à la valeur nouvelle des gages offerts et à leurs possibilités de revenus... dans ces conditions, la substitution des créances ne devenait possible que si d'une part, les créanciers acceptaient de consentir d'importants sacrifices, et si, d'autre part, le Gouvernement ne se refusait pas à prendre certains risques, en attribuant à la rizière, une valeur de gage supérieure à la valeur vénale » (1).

La loi du 7 mars 1932, vint trancher la question et établit un service de prêts fonciers à long terme. Une convention fut passée entre le Gouvernement de l'Indochine, le Crédit Foncier de l'Indochine et la Compagnie Foncière de l'Indochine. Par suite ces établissements se voyaient confiés, par l'administration, le soin d'étudier les dossiers de prêt, d'expertises de gages, puis de réaliser matérielle-

(1) J. BERNARD. *Le Problème économique indochinois*, p. 130 seq.

ment les prêts dont il s'agit, la décision ultime, incombant, après avis d'une commission locale, au gouverneur général. C'était le Crédit Foncier de France qui prêtait les fonds sous la garantie du gouvernement. Le taux des prêts était de 7,75 % taux assez élevé, mais qui était nécessaire pour éviter les fraudes qui n'auraient pas manqué de se produire, si l'écart entre le taux des transactions prévues et le taux officiel, avait été plus grand. En ce qui concerne les plus petits des riziculteurs Indochinois restés en dehors des prévisions de la loi de 1932, un décret en projet, prévoyait pour eux des prêts égaux ou inférieurs à 5.000 piastres. La loi susvisée ne prévoyait pour les moyens et grands propriétaires que des prêts supérieurs à cette somme.

Il faut bien remarquer d'ailleurs que l'on a peut-être à dessein exagéré la question de l'endettement. En réalité il n'affectait pas l'ensemble de la population, on put s'en apercevoir par le nombre de demandes adressées à l'appui de prêt foncier. Il n'y en eut que 4.000 sur 4 millions d'indochinois. Une dizaine de mille semblaient en mauvaise posture et 1.000 d'entre eux concentraient les 4/5 de la dette. Il semble dès lors que leur exécution n'aurait peut-être pas affecté, autant qu'on a bien voulu le dire, l'ordre public et la colonie, d'autant que la plupart d'entre ces débiteurs, étaient de gros propriétaires fonciers dont l'enrichissement n'était pas à l'abri de tous reproches.

« Sans nul doute, de pareilles ventes eussent provoqué un malaise passager, mais en fin de compte les esprits se seraient calmés et la situation s'en trouverait aujourd'hui éclaircie » (1).

C'était là une première solution. On en avait proposé

(1) BERNARD : *op. cit.*, p. 132.

d'autres. L'une d'entre elles aurait consisté dans la prise en charge par l'Etat des stocks de paddy existants, dont les cours étaient exceptionnellement bas et ne tarderaient pas à se relever. Mais les risques étaient très sérieux, car il fallait pour mener à bonne fin cette politique, s'assurer la disposition de crédits très importants, et d'autre part, que le Gouvernement acceptât comme valeur de gage, pour la rizière, une valeur vénale supérieure à sa valeur du moment.

On pouvait encore demander au gouvernement d'intervenir d'autorité entre débiteurs et créanciers, et d'imposer des solutions transactionnelles sur des bases fixées par des commissions arbitrales. Ceci aurait porté un coup terrible au principe de l'immutabilité de contrats et desservi le crédit de la colonie.

En fait la liquidation s'est passée de façon assez satisfaisante. Les tribunaux usèrent de délais de grâce assez largement et assouplirent les procédures d'exécution. Jamais, cependant, l'Etat n'intervint par l'intermédiaire de l'office de prêts, pour renvoyer absous tous les débiteurs. La sollicitude s'est surtout portée vers ceux qui étaient moyennement endettés, de ce fait plus faciles à sauver. Pour les autres il fallut bien laisser les choses suivre leur cours normal. De la sorte malgré les satisfactions procurées à l'économie indochinoise par la création des prêts fonciers à long terme (1), celui-ci, en fin de compte ne semble pas être à même d'aménager plus de 1/10^e de la dette foncière.

De nombreux riziculteurs ne purent de la sorte éviter la débâcle, et beaucoup d'entre eux, étaient très intéressants.

(1) *Op. cit.*, p. 134.

La hausse du paddy, la seule chose qui pouvait les sauver, semble cependant être intervenue trop tard pour sortir du marasme le plus grand nombre.

Il importe cependant de ne pas juger trop sévèrement les mesures que l'on a pu qualifier « d'atermoiement », prises pour la liquidation de dette de la terre. Les circonstances tragiques dans lesquelles il a fallu élaborer et appliquer tout un programme nouveau, obligeaient à des solutions rapides. Il semble néanmoins, que dans beaucoup de cas les créanciers étaient tout autant responsables de la crise et auraient dû payer ces responsabilités dans une plus forte proportion. Il n'en reste pas moins, que si ces liquidations et assainissement sont longs à se produire, la colonie ne retrouvera pas le crédit nécessaire à son activité. A l'heure actuelle, du fait de la hausse du paddy., beaucoup de situations vont s'éclaircir et contribueront à dégager l'Indochine de l'emprise d'un passé trop lourd. C'est à ce moment qu'il conviendra de reprendre en main tout le problème et lui donner alors la solution conforme aux intérêts de la colonie.

Conclusions des travaux de la conférence Impériale.

1° En ce qui concerne l'endettement privé.

« Il importe, avant tout, aussi bien à l'économie générale de chacune des colonies qu'à celle de l'ensemble même de la France, qu'aucune atteinte ne soit portée, sur aucun point du territoire au crédit général par une incertitude pouvant planer sur le crédit à venir. C'est la condition essentielle pour que acheteurs et vendeurs puissent nouer en toute sécurité leurs transactions... et pour que le crédit bancaire, dont le concours est nécessaire pour attein-

dre ce but, soit assuré à bas prix et dans les conditions normales. Il est superflu de rappeler que les taux d'intérêts payés par les particuliers aussi bien d'ailleurs que par les Gouvernements et dont l'abaissement est la condition première de l'allègement de leurs charges, ne dépend pas de décisions administratives, mais de la confiance du public dans la régularité du paiement à échéance.

Il n'importe pas moins à l'Economie générale que l'avisement des terres expropriées ou du matériel sain et vendu, ne vienne pas aggraver, par une action précipitée, la situation de débiteurs agricoles de bonne foi « ...Un effet utile pourrait être obtenu par le rachat par la puissance publique, de certaines terres, en vue d'une affectation ultérieure plus conforme aux intérêts des colons et des indigènes.

La Commission financière propose, que les mesures à prendre, en ce qui concerne l'endettement privé, le soient promptement avec un égal souci de ménager les facultés réelles des débiteurs et les intérêts légitimes des créanciers tout en évitant les dispositions dont le caractère général et absolu risquerait de porter atteinte au crédit, à un moment où son cours normal et le moins onéreux possible, demeure, plus que jamais, un élément essentiel de la vie même des possessions françaises d'outre-mer ».

2° En ce qui concerne le crédit colonial :

a) La conférence reconnaît, tout d'abord que le crédit n'a jamais fait défaut. Bien au contraire, il semble avoir été distribué trop largement et surabondance, en rendant inutile un réescompte, l'a privé par là même d'un contrôle qui eut été utile.

b) Elle suggère « que les crédits à court, moyen et à long terme ne soient pas trop souvent confondus, car cette

confusion risque d'être aussi funeste aux créanciers qu'aux débiteurs banques de dépôt de crédit agricole ou Banques d'émissions, ne pouvant sans danger compromettre les liquidités indispensables dans des opérations de trop longue durée. Mais de la sorte, le débiteur ne trouvant plus où se faire consentir des délais plus longs, devient à nouveau la proie des usuriers qui le ruinent définitivement ». Entre une telle situation, dit le Rapport, il n'y a d'autre remède, qu'une suffisante et judicieuse organisation du crédit à long et à moyen terme, seule manière décisive de combattre l'usure.

c) L'organisation du crédit à long et moyen terme, doit être organisée par une extension du crédit foncier, partout où celui-ci peut trouver des bases suffisamment solides pour s'établir. « Il est par suite souhaitable que le crédit foncier de France puisse apporter aux colonies un concours plus méthodique dès que les conditions de placement de ses obligations lui permettront de consentir des prêts à des taux plus modérés ».

d) Enfin la commission financière prévoit la création d'un « Crédit Colonial » spécialisé dans les opérations à moyen terme et destiné à faciliter le développement, la remise en marche ou le fonctionnement des exploitations et entreprises (1).

(1) Conf. *Travaux de la Commission financière* : T. I, p. 372.

D. — REORGANISATION DES CONDITIONS
DE LA PRODUCTION
ET DU COMMERCE DU RIZ

a) *Les coopératives de vente.*

On avait pensé trouver dans une formule de coopérative de vente une solution satisfaisante. Elle aurait eu l'avantage de rapprocher commerçants et producteurs et de centraliser la récolte. Mais cette organisation existe déjà dans les syndicats agricoles et l'on remarque, là aussi, que le succès n'en est pas considérable, du fait d'esprit de routine et du manque de solidarité entre les membres. Il faudrait une longue éducation pour supprimer la croyance profondément enracinée de la mauvaise foi réciproque. Ce point de vue n'était pourtant pas celui qu'exprimait l'Association des Exportateurs Français du Riz de Saïgon dans la lettre qu'elle adressait en 1931 au Ministre des Colonies :

« Nous serions désireux de voir s'organiser des coopératives de vente de producteurs dont le but serait de mettre en rapport usiniers et riziculteurs. Ce que les syndicats agricoles n'ont pas fait, ces coopératives pourraient peut-être l'entreprendre. Il serait intéressant, en particulier, qu'elles puissent présenter des offres de paddy, soumettre des échantillons, unifier les conditions de paiement, disposer de magasins où leurs membres entreposeraient une marchandise qui serait triée par qualité. On objectera qu'un tel organisme exige une éducation du vendeur. A cela nous répondrons qu'au cours des rapports que nous avons pu entretenir, les uns et les autres avec les gens de l'intérieur, nous avons remarqué que nous nous trouvions en présence d'individus beaucoup plus évolués, beaucoup

plus ouverts aux choses nouvelles qu'on veut bien habituellement le proclamer ».

Cette opinion semble cependant avoir été optimiste puisque un projet aussi intéressant que celui de la création des magasins généraux n'a pu, faute d'accord, être réalisé.

b) Le projet de création de magasins généraux.

Le gouvernement général proposa aux riziculteurs de l'Indochine la création de magasins propres à assurer entre deux récoltes la soudure nécessaire. Ce projet avait aussi l'avantage de réaliser entre producteurs et exportateurs une liaison plus étroite et permettait enfin de développer, sur une base saine, les avances sur récoltes et le financement du stock. Le gouvernement projetait, en conséquence, « de procéder d'urgence à un essai strictement limité à l'ouverture à Cholon de magasins, ainsi que dans des centres bien choisis de l'intérieur ». Sur ces bases un projet avait été établi qui prévoyait la création d'une société spéciale dont le capital devait être souscrit à raison de 20 % par le gouvernement général, 20 % par les sociétés de crédit agricole, 60 % par les banques, sociétés ou firmes ayant des intérêts en Indochine, à charge pour celles-ci de rétrocéder, si elles le désiraient 10 % aux propriétaires annamites. Comme il était à prévoir qu'au début tout au moins l'affaire ne serait pas payante, une garantie de 6 % pour le capital investi était envisagée.

Mais aussitôt présenté ce projet se heurta à des objections considérables. Le paddy, en effet, ne se prête guère à une rupture de charge, donc les magasins généraux doivent être établis à Cholon, d'autre part partout où le transport de jonque à sampan est inévitable. Au lieu donc de

créer un ou deux magasins, il vaut mieux envisager un vaste réseau d'établissements plus petits à l'intérieur du pays. Mais cela se heurtait évidemment à des frais considérables et à des difficultés particulières de gérance. En outre le magasin de Cholon devait se trouver près d'une décortiquerie pour éviter les frais de transport. Une autre difficulté était causée par le quasi-monopole dont jouissent les Chinois pour le transport par jonque du paddy récolté. Il fallait donc les remplacer puisque l'organisation nouvelle devait tout naturellement les éliminer, cela supposait toute la création d'une flotille de jonques d'où, frais nouveaux, et possibilité d'un « boycott » par les Chinois évincés. En outre le riz est produit pauvre, si le prix du warrant est peu élevé, il devient très vite prétexte à stockage et l'entreprise devient déficitaire. Le propriétaire qui s'est fait avancer 70 % du prix de sa récolte aura toujours tendance à attendre des cours plus élevés. Au contraire si les droits de garde sont élevés, il faut craindre alors une disparition de la clientèle, puisque les Chinois ont toujours accepté le warrantage sans frais. Il semble aussi que les producteurs aient été quelque peu méfiants à l'égard du nouveau projet. N'ayant pas été consultés, ils ont craint que leurs intérêts n'aient pas été suffisamment sauvegardés.

Tout ceci fit, que ce projet mal présenté, sans doute, échoua, malgré les sympathies réelles qu'il avait suscité parmi les exportateurs de riz (ainsi qu'en témoigne le vœu émis par l'Association des Exportateurs de Riz de Saïgon le 17 Juillet 1931 (1).

(1) Confér. Une note de l'Association des Exportateurs de Riz de Saïgon du 6 octobre 1934.

c) L'office de colonisation rurale.

Il a pour but d'après les textes qui le régissent :

1 — d'intervenir conformément à l'autorisation donnée dans les procédures de vente sur saisies immobilières dans les conditions fixées par le gouvernement général et d'assurer la gestion et la réalisation des biens ainsi acquis.

2 — d'acquérir, soit par adjudication publique, soit de gré à gré après l'autorisation, dans ce dernier cas, du gouverneur général en commission permanente du conseil du gouvernement, des domaines ruraux, en vue de leur morcellement et de l'accession des indigènes à la petite propriété.

3 — d'obtenir la concession de terres domaniales, en vue, soit de leur lotissement, en petits lots d'exploitation, soit d'établissement de villages de colonisation.

L'office passe tous les contrats pour l'exploitation, l'affermage et la réalisation des propriétés ainsi acquises ; il peut sur les ressources dont il dispose, participer aux travaux d'aménagement et d'appropriation nécessaires. Il dispose des mêmes ressources que les institutions locales de crédit agricoles et jouit d'un même privilège. Selon les propres paroles du gouverneur général, le rôle de cet office est le suivant :

« A titre permanent il s'efforcera de créer une masse toujours plus importante de petits propriétaires pour l'achat et le lotissement soit de domaines existants soit de terres vacantes récemment asséchées. A titre provisoire pendant la crise actuelle il sera autorisé à intervenir au nom du gouvernement général dans les procédures de vente sur saisies immobilières ».

Attributions donc considérables. Trop considérables mê-

me pour un organisme étatique, alors qu'il apparaît que l'intervention de l'Etat n'est pas absolument nécessaire. Il semble établi, en effet, que du fait de l'importance de la dette contractée par rapport à la valeur et la rentabilité présente de la terre, un crédit foncier d'état ne pourrait pas se substituer aux anciens créanciers. D'autre part l'assainissement risque fort de n'être que provisoire car l'usure ne disparaîtra pas avec la crise étant comme on l'a fort bien dit, « une tendance essentielle de l'âme annamite » dont le remède ne peut se trouver « que dans une évolution des mœurs dans le sens de la prévoyance et de l'économie ». Un organisme d'Etat, en ce qui concerne son fonctionnement intérieur, n'a jamais ni l'esprit d'initiative, ni la compétence qui seraient nécessaires. De la sorte il deviendrait assez dangereux de substituer le crédit public au crédit privé ; en même temps que désastreux pour les autres organismes privés de crédit, il obligerait le gouvernement de l'Indochine à donner son aval à des opérations où le risque trop considérable causerait en cas d'échec des ébranlements très néfastes à la confiance qu'il doit inspirer.

Pour toutes ces raisons il semble qu'à côté d'un office comme celui de la colonisation rurale, devraient fonctionner différentes sociétés de colonisation privées disposant de capitaux propres qui seraient aidées et contrôlées par l'Etat. Plus intéressées, plus compétentes, beaucoup plus souples, elles répondraient mieux aux exigences de l'après-crise en coopérant sous la surveillance officielle au relèvement économique du pays.

d) L'office du riz.

Créé en 1930 il avait essentiellement pour but selon

M. Yves Henri : Tout d'abord une partie expérimentale double

a) installation de champs d'expérience dans chacune des principales régions caractéristiques de culture ;

b) le développement d'un réseau contrôlé de champs d'essais en coopération avec les services d'agriculture, les syndicats agricoles, les propriétaires riziculteurs et les marchands d'engrais.

La seconde partie consiste dans l'établissement de la carte agronomique du delta du Mékong et du fleuve Rouge.

Ce programme très vaste a besoin pour réussir d'une condition essentielle : le temps : « Son importance est particulièrement grande aux colonies, dit M. Yves Henri, à cause non seulement des difficultés spéciales qu'y rencontre la création de toute entreprise, mais aussi de l'opinion publique toujours impatiente de résultats immédiats ». D'où l'impérieuse nécessité de ne pas aller trop vite et de ce fait d'échouer lamentablement ».

Cet office du riz n'exclut pas, bien au contraire, la possibilité de créer à côté, des organismes privés d'amélioration agricole, travaillant en liaison et sous contrôle de l'Office du riz et complétant celui-ci lorsque les risques éventuels ne permettraient pas à un office d'Etat d'engager son crédit.

LE TARIF DOUANIER

EST-IL UNE CAUSE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ?

Le régime douanier, instauré en 1892, consacrait l'assimilation entre France et Colonies. Jusqu'à la guerre, on se soucia fort peu, en haut lieu, de savoir si l'Indochine pouvait trouver dans cette politique les éléments de com-

merce et d'échange qui eussent été la légitime compensation de cette union. En réalité, ce tarif comportait pour la colonie bon nombre d'inconvénients. Il accentuait son isolement et paralysait ses échanges avec les pays voisins qui, par la nature même des choses, semblaient destinés à entretenir avec la colonie des rapports commerciaux les plus étroits. De même l'extension systématique à notre possession d'Extrême-Orient des conventions et traités passés par la France, sans se soucier des caractères propres à l'économie indochinoise, était des plus néfastes aux intérêts de l'empire. En 1906, il y eut bien des revirements dans le sens du libéralisme, mais il fut bien vite étouffé dans la période de l'après-guerre. Ce n'est qu'en 1926 que l'on s'aperçut des inconvénients que pouvait présenter cette politique d'union trop étroite. De là naquit l'idée qu'il était nécessaire de consulter les colonies et de leur permettre d'obtenir des accords particuliers, pour favoriser les courants commerciaux naturels en rapport avec les besoins d'écoulement de leur production. La loi de 1928 s'inspira de ces principes et ne reproduisit pas l'assimilation excessive de la loi de 1892. L'Indochine est désormais délivrée de l'obligation impérative d'appliquer et de promulguer, *ipso facto*, les accords commerciaux conclus par la métropole ; il faut pour cela un engagement formel, spécifié dans le traité considéré. Ainsi conçue, la loi de 1928 fut bien accueillie en Indochine car elle consacrait un compromis assez heureux entre les tendances à l'autonomie douanière et l'assimilation pure et simple. Elle reconnaît, en effet, que l'Indochine doit à sa situation géographique particulière de jouir de certaines libertés et que son commerce ne peut être exclusivement le monopole de la métropole. On accorda une procédure plus sou-

ple pour les demandes de dérogations au tarif général : un décret au lieu d'une loi. Enfin des dispositions visèrent plus spécialement la mauvaise volonté de l'administration centrale et mirent fin aux fameux « abus de silence ». A peine établi, ce libéralisme souleva de grandes difficultés d'application. L'assimilation douanière était en effet tout à l'avantage de l'industrie métropolitaine qui s'alarmait très vite de la progression des importations chinoises en Indochine et réclama des mesures plus sévères. D'autre part, les producteurs de blé français voyaient mal l'augmentation en France des importations de riz. Les réclamations formulées de la sorte aboutirent au tarif de 1929 qui renforça la production et supprima sur bien des points les avantages accordés par la loi de 1926. En conséquence de nouvelles mesures furent édictées contre les produits étrangers importés en Indochine, les tarifs furent majorés selon les articles de 100 à 5.000 %. Pour protéger l'industrie indigène, on abaissa cependant particulièrement certains tarifs particulièrement gênants quand ils étaient imposés à certains produits que ne produisaient pas la métropole. Ceci concernait surtout la Chine. Mais ces faveurs furent accordées avec beaucoup de restrictions et compensées sur d'autre chef par des majorations très importantes.

« Le nouveau tarif douanier, en imposant une barrière quasi-infranchissable à l'entrée des produits asiatiques en Indochine, ne constitue pas une mesure heureuse. Il est légitime qu'à l'égard de produits susceptibles d'être fournis soit par la métropole, soit par l'agriculture et l'industrie locales, le droit de douane intervienne dans le sens d'une large protection. Par contre l'application ne se justifie pas à la masse des produits chinois des droits les plus

élevés d'un tarif établi pour les articles d'une facture occidentale. Cela aboutit à une prohibition, de fait » (1).

Il fallut bien prévoir des dérogations tarifaires à un régime douanier qui s'était révélé néfaste. Le tarif général métropolitain dont la taxation est quatre fois plus forte que celle des tarifs minimum et qui n'est appliqué en France qu'à titre exceptionnel, était devenu le droit commun. Mais des réclamations furent provoquées par l'augmentation du coût de la vie qui avait pour résultat d'épuiser un consommateur dont les réserves étaient nulles. D'autre part, la protection accordée sur de nombreux articles était anormale et aboutissait à fausser le jeu de la concurrence, car les marchandises importées restaient à un taux trop élevé qui ne correspondait plus au pouvoir d'achat du consommateur. « Le producteur dans l'espoir de voir se rétablir la situation prospère des dernières années, ne faisait pas l'effort d'adaptation nécessaire, tandis que les vendeurs largement protégés n'effectuaient pas les compressions indispensables. Le consommateur dont les ressources sont réduites effectivement au niveau des marchés extérieurs dont il subit la difficulté, se détournait des marchandises importées, tant françaises qu'étrangères, et ralentissait une production qui lui demandait un effort disproportionné avec la satisfaction qu'il en retirait. Un tarif établi dans une période de « boom » n'était pas indiqué dans une semblable situation économique » (2).

Du point de vue financier, cela provoquait une baisse sérieuse des recettes douanières du fait de l'augmentation de produits français qui ne payaient pas de droit et de la faible quantité de marchandises étrangères importées. Tout

(1) Cf. 1 et 2. TOUZET, *op. cit.*, p. 133 et 143.

ceci aboutit à un projet de réforme qui comportait essentiellement une diminution de l'écart existant entre le tarif minimum et le tarif général pour amener le second au double du premier quand les objets ne pouvaient être fournis que par des pays soumis au tarif général. Mais cette réforme du 10 mai 1932 ne fut acceptée qu'en partie, et de nouvelles demandes de dérogations formulées depuis lors n'ont pas été mieux accueillies. En somme la réforme douanière sur laquelle semble-t-il beaucoup d'espairs de renaissance économique étaient fondés, était une arme très délicate à manier. En ouvrant une porte à l'exportation du riz, le marché français, on risquait, du fait du surcroît de protection demandé par la métropole, de voir disparaître d'autres débouchés.

L'autonomie douanière aurait-elle favorisé davantage l'exportation du riz ? La question a été très souvent débattue. L'autonomie présenterait pour l'Indo-Chine un double avantage : elle favoriserait d'abord l'extension des débouchés du riz en Extrême-Orient, notamment en Chine, ensuite cela permettrait d'obtenir à meilleur compte les marchandises importées pour lesquelles l'Indochine dépend de la métropole ou de ses colonies pour 51 % (519.000.000 de francs sur 922). Mais il ne semble pas que cette mesure radicale, pas plus que la déstabilisation de la piastre, soit de nature à avantager le riz sur les marchés extérieurs. Ce serait là, en une certaine mesure, une solution de violence, assez peu opportune, en un moment où l'union étroite de la colonie et de la métropole est nécessaire. Il ne faut pas oublier qu'actuellement l'Indochine vend plus de 40 % de sa récolte à la France et l'octroi de l'autonomie risquerait de causer la fermeture définitive de ce marché ce qui suffit à condamner une semblable théorie.

L'INFLUENCE DU RÉGIME MONÉTAIRE
SUR LA CRISE INDOCHINOISE

La stabilisation de la piastre et le rattachement de la monnaie indochinoise, au franc français, a suscité dans les milieux indochinois de violentes controverses. On a vu souvent dans la stabilisation soit trop élevée, soit prématurée de l'étalon monétaire, une des causes génératrices de la crise. Nous allons, en conséquence, passer rapidement en revue les principaux arguments invoqués à l'appui de cette théorie, et nous efforcer dans la mesure du possible, d'en tirer des conclusions.

A. La thèse Dévaluationniste

Les ennemis du régime monétaire instauré en 1930, invoquaient plus spécialement, à l'appui de leurs prétentions, les principaux arguments suivants :

1° Un argument de droit.

« Il suffit un seul instant de considérer la situation des débiteurs qui ont contracté des emprunts en piastres argent avec la stabilisation. N'ayant été nullement consultés sur l'opportunité d'une telle mesure peut-on valablement les contraindre à payer capital et intérêt en piastres nouvelles valant plus que l'ancienne ?

Protestations violentes de la part des créanciers. Sans la stabilisation, disent-ils, il est probable qu'aucun capital ne serait venu se placer en Indochine, car la chute de l'argent risquait de rendre dépréciés les capitaux ainsi investis. Ceux-ci, provenant de prêteurs français (du Crédit Foncier notamment), doivent sans conteste être rendus en

francs. Par ailleurs, la prétention des débiteurs semble insoutenable et contraire à l'équité. Ce n'est pas, en effet, par la baisse de l'argent que les débiteurs se sont vus acculés à une situation difficile, mais par suite d'une baisse profonde subie par les marchandises. Il en est de même à Java, par exemple où la monnaie n'a pas changé.

Il semble bien, cependant qu'aussi les prêteurs doivent supporter les conséquences des risques qu'ils ont couru en faisant des placements hasardeux avec l'appât de gros bénéfices. On en arriverait autrement, à léser des intérêts des plus respectables, ceux notamment des prêteurs qui ont consenti des crédits depuis la stabilisation. Il faudrait procéder à une discrimination qui s'avère impossible.

2° Argument de nécessité.

Il est difficile dit-on, de résister au courant des pays dévaluateurs. Et, tous les voisins de l'Indochine (sauf Java) ont dévalué leur étalon monétaire, en fait ou en droit. Tel est le cas de la Chine, du Japon, des Philippines et des Indes anglaises. Dans ces conditions, la lutte serait trop inégale avec des concurrents aussi bien favorisés.

3° Argument d'opportunité.

On pose en axiome que la Chine faisant le cours du riz au monde, ce cours est celui de son marché intérieur établi en argent. La piastre aurait donc le plus grand intérêt à suivre l'évolution du cours de l'argent. Ce serait comme on l'a dit, la remettre « dans son habitat naturel ». Cet argument paraît avoir beaucoup perdu de sa valeur. Presque toutes les monnaies des pays voisins sont en effet dirigées, et sans lien direct avec l'argent. Tel est le cas du Yuan, de Shanghai et du dollar de Canton. Seul le dollar de

Hong-Kong est resté lié à l'argent plus longtemps, mais cela était dû à des causes particulières. La hausse du métal blanc, provoquée par les Etats-Unis, permettait aux banques de la colonie anglaise de Hong-Kong, de vendre à des prix inespérés les excédents dont elles disposaient. Mais du point de vue du riz, le cours du dollar de Hong-Kong n'apporte aucun changement aux prix que peuvent espérer les pays producteurs. En effet, la presque totalité du riz reçu par Hong-Kong est réexportée vers l'intérieur de la Chine, via Canton et les vendeurs de Hong-Kong reçoivent en échange de leur riz des dollars de Canton. La monnaie de transit, le dollar de Hong-Kong n'a donc que peu d'importance.

Est-il vrai de prétendre, d'ailleurs qu'en raison de son énorme production de riz (47 millions de tonnes) la Chine fasse les cours du riz ? On fait remarquer qu'elle n'en importe, par ailleurs, que 2 à 3 millions. Ce serait donc le prix du marché intérieur de la Chine, qui dicterait le prix du riz. Or, en Chine, ce prix est établi en argent. Il y a donc solidarité entre le riz et le cours de l'argent.

Mais il est facile de répondre à cela, que quelle que soit l'importance du marché chinois et la production annuelle de riz, il ne faut pas pour cela négliger d'autres pays, qui comme les Indes, produisent 33 millions de tonnes et qui de ce fait, pourraient avoir une influence considérable sur les cours. De plus, il n'y a guère d'homogénéité en Chine, ni politique, ni économique. Les voies de transport défectueuses, autant que les luttes locales, rendent prohibitif le transport du riz. De ce fait, la zone côtière se trouve dans un état d'isolement relatif et dépend beaucoup plus des marchés extérieurs. En 1931, en effet 52 % des 13.141.000 piculs de riz importés, ont été dirigés vers la Chine du

Sud et 30 % sont restés dans la région proche de Hong-Kong. Par ailleurs, le paysan chinois est très pauvre et l'on a remarqué que, malgré les inondations, les demandes à l'extérieur n'ont pas sensiblement cru (il est vrai, comme nous le verrons que ce n'est pas là, la seule raison). Il semble après ceci insoutenable de prétendre que la Chine fasse les cours du riz. Il n'y a donc pas plus de raison de vouloir rattacher la piastre à l'argent. D'ailleurs, les mêmes réflexions auraient pu être faites en ce qui concerne le marché des Indes. Le mouvement des affaires de la Birmanie qui en est une partie intégrante, ne semble pas davantage être affecté par la consommation intérieure de la péninsule. Il est beaucoup plus juste de prétendre « que l'influence exercée par chaque pays sur les prix, est conditionnée, non par la quantité de riz qu'il consomme mais par la quantité qu'il en importe ou en exporte ». Or si l'on considère les statistiques, on voit qu'en 1931, les exportateurs de riz d'Extrême-Orient ont vendu 5.590.000 tonnes dont 835.000 sur Hong-Kong et 194.000 sur la Chine soit 18 %. Le rôle du marché chinois n'est donc pas prépondérant.

Il serait bien inutile de rattacher la piastre à l'argent. On ne saurait prétendre en effet, qu'il y ait une relation entre les cours du riz et la baisse de l'argent. L'argent comme le riz, se sont dépréciés par rapport à l'or dans des proportions différentes, sans que cela implique une relation quelconque entre l'argent métal et le riz. Le métal blanc est et demeure une mauvaise monnaie et, malgré tous les efforts faits aux Etats-Unis par tous les tenants du bimétallisme, a tendance à baisser plus que toute autre marchandise. La production en effet s'intensifie ; par ailleurs, il est dans tous les pays, déchu de sa fonction monétaire,

ce qui en libère des quantités énormes. Il est normal, dès lors, que son cours obéisse aux lois économiques les plus élémentaires. Il n'est plus, selon l'expression du Journal anglais *The statist* « qu'un produit secondaire dont la baisse ne saurait affecter sérieusement la production... ».

La situation de l'Indochine eut été en s'aggravant si elle avait gardé une piastre argent. Peut-être y aurait-il eu à cette relation, un intérêt au moment de la crise, pour établir une certaine stabilité des prix. Mais ceci encore reste à démontrer. En tous cas, la solution adoptée se serait montrée néfaste au moment de la reprise des affaires alors que les causes d'avilissement de l'argent restaient constantes.

4° *Influence sur le marché intérieur et l'économie des exploitations.*

L'intérêt d'une dévaluation de la piastre serait considérable prétend-on, du point de vue des exploitations, on compte, en effet, que la piastre dévalorisée permettrait d'obtenir à l'étranger une quantité de piastres notablement plus forte, alors que les prix intérieurs en resteraient stables, ou tout au moins, ne seraient jamais proportionnels à la dévalorisation de la monnaie. Mais ce raisonnement malgré son apparente solidité, n'en prête pas moins à discussion. Comme il a été nettement établi, on peut considérer que dans les dépenses courantes d'une famille de travailleurs indigènes, les produits achetés à l'extérieur entrent pour 23 %, le riz pour 40 %, les impôts pour 7 % et le produit du sol pour 30 %. Les denrées achetées à l'extérieur monteront immédiatement en cas de dévalorisation. Il en sera de même avec quelque retard sans doute, pour les impôts.

Pour le riz, la stabilisation s'opérera au cours des marchés extérieurs « on ne saurait sérieusement admettre que dans une région exportatrice le riz soit coté différemment, et pour l'exportation et pour les transactions locales, alors que le montant des opérations de chaque catégorie est de même importance. Dans toutes les régions exportatives de Cochinchine, le prix du riz s'établira donc à la parité des marchés extérieurs ; cette adaptation sera presque immédiate, compte tenu d'une réaction passagère probable sur ces marchés extérieurs dans le sens de la baisse.

Quant aux produits qui viennent du sol, il est probable que la hausse s'y ferait sentir également. Le riz, en effet, est une sorte de monnaie intérieure et la main-d'œuvre payée en argent est même relativement rare. Dans la riziculture, on a coutume de payer en paddy. On comprend donc facilement qu'une hausse sur le paddy entraînerait nécessairement transformée en argent une hausse des salaires proportionnelle à la dévaluation. Par suite, c'est tout le train de vie des agriculteurs qui subira la hausse et leurs produits seront vendus à des prix forcément croissants. Il semble donc que quelque soit la valeur propre du riz et des marchandises dans le monde, le picul de paddy ait dans le pays, un pouvoir d'achat à peu près invariable, d'autant plus que l'usage du troc est resté très répandu. On se trouve donc dans une situation assez curieuse et assez complexe à savoir que « toute l'économie intérieure d'un pays repose sur l'exportation du produit qui est le plus nécessaire à la population, dans ces conditions, l'adaptation dans un délai assez bref des prix intérieurs aux prix extérieurs, ne saurait être évitée » (1).

(1) Cf. ESTÈBE, *op. cit.*, p. 109.

Il ne faut pas s'y tromper. La Structure de l'économie indochinoise se révèle foncièrement différente de l'économie française d'après laquelle on aurait tendance à raisonner par analogie, et d'en tirer des conclusions radicalement fausses. D'aucuns ont pensé, en assistant à certaines expériences monétaires très récentes que le prix intérieur ne monterait pas en proportion de la dévalorisation et que cette opération n'aurait par conséquent que des avantages. Mais, dans la plupart de ces pays, les conditions économiques sont très différentes. Les droits de douane y jouent plus facilement et permettent de maintenir les cours intérieurs (ceux du blé par exemple) au taux désiré. D'autre part le salarié et le patron sont puissamment organisés et font, en ces hypothèses, tous leurs efforts sur les pouvoirs publics pour enrayer ou accentuer la hausse.

« Pour toutes ces raisons la dépréciation de la piastre ne semblerait pas souhaitable et loin de profiter à l'ensemble du pays, elle n'aurait été avantageuse que pour toute une catégorie de spéculateurs, pour lesquels il est inadmissible qu'on ne parle de réduire à néant toute une œuvre de stabilisation qui a été réalisée au prix de grands efforts ».

(Article de l'Agence Extérieure coloniale du 22 août 1932). Mais la décision brusque de septembre 1936, prise par le gouvernement français de dévaluer le franc pour essayer de remédier à la crise financière et budgétaire actuelle, change la face du problème, qui semblait être définitivement tranché dans le sens du maintien de l'étalon or.

B. Des conséquences de la dévalorisation du franc sur l'économie indochinoise

Toute cette querelle est devenue vaine depuis que le franc

a été au cours de septembre 1936 dévalué dans une proportion de 33 %. La piastre liée à la monnaie de la Métropole a subi le même sort. Ainsi tout est remis en question. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions de ce grave évènement. En ce qui concerne le riz, il semble à première vue que cela doive faciliter les exportations de riz, on constate en effet une progression considérable de vente. Mais c'est vers la France. En Extrême-Orient, il ne semble pas que la mesure monétaire apporte grand changement dans la situation réciproque des marchés : la Chine achètera si elle a encore faim sans se soucier trop du cours de la piastre. Le Japon restera toujours fermé semble-t-il (à l'exception du Mandchoukouo qui doit cette année avoir importé quelque 100.000 t. de riz). La mesure ne peut avoir d'importance qu'en ce qui concerne les marchés d'Europe où le riz de l'Indochine sera peut-être en meilleure posture pour lutter contre ses concurrents. Il est à signaler que les cours ont suivi de près la dévaluation. Ils ont monté dans des proportions assez considérables :

25 septembre 1936	3.15	3.17	le picul
2 octobre	3.34	3.36	le picul
3 octobre	3.62	3.47	le picul

Avec une légère tendance à la baisse dans ces derniers jours.

La dévaluation du franc n'est d'ailleurs pas la cause exclusive du mouvement de hausse. En juillet dernier, le riz avait atteint le cours de 4 à 5 piastres, et cela venait surtout de l'énorme demande de la France, demande qui s'est jusqu'ici soutenue et qui se maintiendra jusqu'à la fin de l'année, du fait du déficit de la récolte métropolitaine.

Ces prix élevés ont dû paraître suspects aux pouvoirs

publics, puisque par un décret d'octobre 1936 ceux-ci ont institué un comité spécial de surveillance des prix, dans l'espoir sans doute d'empêcher une hausse injustifiée des cours du riz.

Notons pour terminer que la dévaluation du franc qui entraîne par contre-coup, celle de la piastre, ne saurait en aucune façon donner raison aux déstabilisateurs, qui voulaient essentiellement, soit une monnaie indépendante, soit une monnaie rattachée à l'argent. La situation, par rapport aux marchés d'Extrême-Orient, reste sensiblement la même et les répercussions de la dévaluation seront surtout d'ordre interne.

E. — LES RESULTATS OBTENUS

En 1935 on constatait une certaine amélioration de la situation économique : 811.101 Tonnes furent exportées dans les quatre premiers mois de l'année contre 499.127 en 1934. Les cours passaient de 1.44 francs le 1^{er} Janvier 1935 à 2.44 le 15 mai de la même année. Cette hausse est due à une demande plus soutenue de la Chine, ainsi qu'à une légère hausse de l'argent qui vient diminuer un peu l'écart existant avec l'or.

Il est à noter que la dévaluation du dollar de Hong-Kong qui devait provoquer une baisse sensible du pouvoir d'achat de ses possesseurs, n'a pas eu de répercussions notables sur le marché de la Chine, ce n'est comme nous l'avons vu qu'une monnaie de transit. Aussi 782.000 tonnes de riz ont été exportées en Chine au début de 1935, contre 436.000 pendant toute l'année 1934.

Par ailleurs il y a un déficit dans la récolte des Indes Anglaises qui en 1934 avaient déjà acheté 3.000.000 de

tonnes de riz. La demande du marché français s'est aussi révélée très ferme. Le Mandchoukouo semble devoir acheter quelques 100.000 tonnes. Les Indes Néerlandaises réservent 27 % de leurs importations de riz à l'Indochine. Enfin les Philippines qui n'étaient jusqu'ici qu'un client occasionnel paraissent vouloir s'ouvrir plus largement aux riz de l'Indochine. De la sorte on comptait en 1925 : 29 débouchés au lieu de 24 en 1934.

Au 31 août 1936, les sorties de riz d'Indochine avaient atteint depuis janvier 1.244.450 tonnes contre 1.364.567 en 1935 pour toute l'année. Le total du seul mois d'août 1936 est deux fois plus grand que celui du mois correspondant de 1935.

Quant aux cours, ils ont monté dans une proportion constante :

Janvier 1934	1,90	le picul de 68 kgs
Août 1934	2,35	
Décembre 1934	2,09	
Janvier 1935	2,07	
Mars 1935	2,80	
Novembre 1935	2,78	
Décembre 1935	2,57	

En 1936 le quintal de riz a coté 4 p. 27 fin juin et est ensuite monté jusqu'à 5 p. 17 et même 5 p. 22.

Nous avons vu dans une note précédente ce qu'il fallait penser de ces cours élevés et de leurs causes et nous n'avons pas à y revenir.

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION COMMERCIALE DU MARCHÉ DU RIZ

Pour avoir sur toute la question du commerce d'exportation du riz une vue d'ensemble satisfaisante, il importe de connaître sommairement au moins comment le riz, depuis le producteur gros ou petit, est ramassé et conduit vers les ports qui se chargeront de l'exporter selon les commandes exprimées. Dans un second chapitre nous étudierons plus spécialement la structure commerciale et bancaire du port de Saïgon et les moyens dont dispose cette place pour le financement de l'exportation. Saïgon détient, en effet, le quasi-monopole de l'exportation du riz et des améliorations qu'il est nécessaire d'y apporter, à beaucoup de points de vue, dépend aussi la prospérité du pays. Quelques rapides aperçus sur des places étrangères concurrentes directes de Saïgon, notamment Rangoon nous aideront à comprendre davantage les imperfections actuelles et les réformes qu'il serait nécessaire d'apporter à notre grand port pour lui permettre de lutter plus efficacement pour les débouchés. C'est dire que toutes les questions de l'amélioration de la qualité du riz et l'organisation rationnelle de la propagande se trouvent posées par ce fait même. Nous aurons ici encore l'occasion d'examiner ce qui a été fait, et surtout, ce qui dans l'avenir, devrait être réalisé au mieux des intérêts de la colonie.

CHAPITRE PREMIER

L'Organisation Commerciale Interne

A. — LA CONCENTRATION DU RIZ A CHOLON

Le paddy tel qu'il est amené à Cholon pour y être travaillé et exporté provient essentiellement de deux sources. D'abord le paddy conservé par le tâdien comme rémunération de son travail, puis celui qu'il remet à son propriétaire comme prix de son fermage. Le tâdien se défait de son riz très rapidement ; sauf ce qui lui est indispensable pour les semences et sa nourriture. Tout son paddy va donc, soit aux ramasseurs chinois, soit au propriétaire. Ceux-ci, à la différence des tâdiens, ont l'habitude d'engranger leurs récoltes pour attendre un moment favorable pour la vente.

Le syndicat des marchands de paddy de Cholon se charge de l'organisation des achats et des transports intérieurs. Ils concentrent le grain et le vendent aux usiniers français et asiatiques exportateurs. A tous les points de passage, les agents des syndicats à l'aide de leurs jonques vont recueillir la récolte de paddy. Quelques uns ont installé des magasins de stockage à des endroits plus importants.

Ainsi ramassé, le riz est déposé en magasins, ventilé, et mis en sacs. Puis, lorsque la quantité recueillie et traitée de la sorte est suffisante, on achemine les jonques chargées vers Cholon. Les jonques sont vendues à leur arrivée

à l'usinier qui achète, nantit en banque et paie comptant. Sans doute, eut-il été préférable que l'usinier se mit en rapport direct avec le propriétaire récoltant. Mais après quelques essais infructueux dûs à la solide organisation d'intermédiaires, il a fallu renoncer à toute émancipation de cet ordre.

Les usiniers, sauf quelques rares exceptions, sont généralement chinois. Ils peuvent être d'ailleurs de deux ordres : les uns achètent et transforment le paddy puis se chargent de le vendre et de l'exporter. D'autres, au contraire, sont usiniers à façon et se bornent à transformer le paddy qu'on leur apporte.

Il y avait en 1933 à Cholon 50 usines de décortiquage, en état de marche et pouvant débiter en riz et brisures 4.700 tonnes par 24 heures.

B. — FINANCEMENT DE LA RECOLTE

Il n'est pas douteux que le rachat, la mobilisation, la transformation et l'exportation de pareilles quantités de riz exigent des capitaux considérables et une organisation très complète du crédit. C'est même dès avant la récolte que commencent les premières opérations de crédit. Le propriétaire a le plus souvent besoin d'argent, surtout dans les circonstances actuelles où il reste, malgré tout, profondément endetté. Il a besoin de prêts sur récolte que le Chinois, très au courant de sa situation s'empresse de lui offrir. Il prête de la sorte des sommes d'importance variable, remboursables aussitôt après la moisson, en paddy généralement. Propriétaires et Chinois spéculent tous deux, l'un à la hausse sur ses grains emmagasinés, l'autre à la hausse sur la récolte à venir. Dans l'intérieur il en va

un peu différemment. Ici nous voyons les vendeurs de paddy, c'est-à-dire les agents des marchands chinois opérer avec les fonds que leurs patrons leur envoient de Cholon. Mais comme cela nécessiterait des transports d'argent, souvent onéreux, quelquefois dangereux, les Chinois utilisent, pour réduire le plus possible leurs risques, un système très ingénieux de compensation.

Voilà pour les producteurs. Les usiniers de leur côté obtiennent du crédit de deux sources différentes : ils peuvent nantir leur paddy auprès de banques et obtenir de celles-ci des prêts à 9 ou 10 % d'intérêt, correspondant à 70 % de la valeur du grain. Mais cette source de crédit, particulièrement onéreuse n'est pas usitée aussi fréquemment que la seconde qui fonctionnait avant 1930. Les exportateurs donnaient à des usiniers ou vendeurs de riz des ordres à livrer avec des délais de 30 à 90 jours, tout en leur avançant 50 à 70 %, voire même 100 pour 100 de la valeur du riz. Certaines banques facilitaient ces avances en prêtant à l'exportateur 50 % de la valeur des marchandises sur le vu de ce contrat dûment signé par le Chinois. C'est ce que l'on appelait l' « effet-escompte-exportation ».

Enfin les exportateurs faisaient avec les acheteurs étrangers des contrats de vente et se faisaient ouvrir par ceux-ci un crédit confirmé dans une banque de Saïgon, laquelle payait la valeur du riz fourni contre remise des effets documentaires.

C. — L'EXPORTATION

Elle est monopolisée par quelques exportateurs français ou chinois qui sont à la fois usiniers et exportateurs.

On exporte du riz et dérivés et du paddy. Quelques affaires de vente sont traitées à Cholon, mais la plupart se font à Saïgon. Les conditions de vente se font par accord tacite, généralement respecté entre les usiniers acheteurs de paddy et les exportateurs français. On procède à l'emballage par unités de poids différentes selon le pays importateur. Il y a une douzaine de maisons françaises d'exportation. Ces maisons passent avec l'étranger des contrats de vente du riz. Les exportateurs cherchent aussitôt à se couvrir, soit par l'achat de paddy, soit par un contrat de riz avec l'usinier. En général ils effectuent des ventes de riz à découvert spéculant sur la baisse du paddy ou des achats de paddy à découvert, spéculant sur la vente du riz. En ce qui concerne les exportateurs français, le paiement des ventes sur l'étranger se fait à une banque sur présentation des pièces réglementaires sous la condition que les acheteurs aient accompagné leurs ordres d'une ouverture de crédit confirmée à cette banque. Les ventes à l'exportation sont faites sur échantillons, avec cette réserve, cependant, que les livraisons sont faites « fare average quality ». Par ailleurs, l'Indochine n'exporte que très peu de paddy, et le produit le moins usiné qu'elle vende à l'extérieur est du « riz cargo » riz simplement décoré mais qui contient aussi de la balle et des brisures. Il a l'avantage, par ailleurs, de se mieux conserver que le riz blanc.

Il reste à parler, pour ne pas être trop incomplet sur le commerce du riz, des différentes sortes et qualités du riz qui donnent lieu sur le marché de Saïgon aux transactions commerciales. On en compte environ 17 variétés divisées en : « riz cargos », « riz blancs », et enfin les brisures. Les premiers sont destinés soit aux rizeries soit aux

distilleries. Ils peuvent contenir suivant les qualités de 1 à 25 % de brisures et de 1 à 20 % de grains rouges. Les riz blancs se composent de plusieurs qualités appelées selon leur teneur en grains rouges « riz blanc n° 2 trié » « riz blanc n° 2 courant Europe » (65 % de brisures au maximum), « riz blanc n° 2 spécial Europe » (50 % maximum de brisures) « riz blanc n° 2 Java », « riz blanc n° 2 Japon » (40 % de brisures), « riz blanc n° 2 Manille », « riz blanc n° 2 Réunion », « riz blanc n° 1 courant » (25 % de brisures ou plus) « riz n° 1 courant long » aux grains plus homogènes, « riz blanc n° 1 courant long » (à 25 % de brisures), « riz n° 1 dit « bocong » (25 % de brisures), riz plus blanc à grains ronds, « riz blanc n° 1 Baixau Baclieu » à grains cylindriques et transparents contenant lui aussi 25 % de brisures au maximum.

Parmi les brisures on dénombre :

Les brisures n° 1 et n° 2 mélangées ;

Les brisures cargo, brisures mélangées et encore recouvertes de leur péricarpe. Elles peuvent contenir une faible quantité de paille.

Les pays voisins, Siam et Birmanie possèdent chacun une qualité de riz, plus estimée que le « riz Saïgon n° 1 ». C'est pour le Siam le riz Bangkok dit « Garden n° 1 » et pour Rangoon le « Burma 2 étoiles ».

CHAPITRE II

Le Centre d'Exportation

Le Port de Saïgon

Saïgon est un des plus grands ports de l'Extrême-Orient et si l'on considère la richesse de son arrière pays, il est probable dès lors, qu'il augmentera dans des proportions considérables son activité économique. Nous allons, tout d'abord, donner quelques rapides aperçus sur sa configuration physique, puis nous nous étendrons un peu plus longuement sur son activité industrielle et commerciale, en fonction toujours du commerce du riz. Dans un troisième paragraphe nous verrons quelles sont les améliorations d'ordre économique qu'il serait souhaitable d'apporter à notre grand port, pour lui donner toute l'importance qu'il est appelé à acquérir un jour.

A. — CONFIGURATION GENERALE

Par sa situation géographique, Saïgon est admirablement placé pour servir de débouché à tout le commerce du sud de la péninsule indochinoise. Il est comme on l'a dit : « l'exutoire naturel de la Cochinchine, du Cambodge, du Sud Annam et du bas Laos » territoires de quelques 300.000 km² peuplés de 7 à 8 millions d'habitants.

L'importance du port de Saïgon ne pourra que s'accroître

d'autant qu'il constitue le seul point de la Cochinchine accessible aux navires modernes, toutes les autres voies d'eaux étant obstruées par les apports limoneux du Mékong. Ceci pourrait être pour le port un sérieux inconvénient, mais en fait, à la différence de beaucoup d'autres ports de rivières, il n'exige pas de travaux d'aménagement trop coûteux.

Sa situation sur les bords d'un fleuve lui vaut évidemment quelques inconvénients inhérents plus spécialement aux ports de rivière, tels le long déroutement et une certaine difficulté d'accès. Mais, en compensation, il se trouve, par là même, bien abrité contre les typhons qui désolent parfois la mer de Chine.

Le port fluvial, très important pour le trafic de chargement et de déchargement du riz, s'étend à travers Saïgon et Cholon sur une longueur d'environ 12 kilomètres. Il a fallu sans cesse accroître les artères qui devenaient vite trop encombrées. Les voies nouvelles se sont peuplées sur leurs rives de rizeries, près desquelles viennent accoster les grandes jonques arrivant de l'intérieur. C'est sur les bords de ces canaux, ou dans les environs immédiats de ce port fluvial, que des nombreux entrepreneurs privés ont installé toutes constructions nécessaires au traitement, magasinage et chargement du riz. C'est là qu'il est décorqué puis mis en sacs et dirigé vers le port maritime.

Tel qu'il existe aujourd'hui avec bon nombre d'installations très modernes, il est encore insuffisant pour les besoins du trafic actuel et la perspective de développement que celui-ci est appelé à acquérir. Des travaux considérables projetés n'ont pu, faute de crédits, être réalisés, on a dû se contenter d'y apporter des améliorations partielles : amélioration de la rivière pour y rendre la navigation

moins difficile, extension du port pour permettre aux navires de haute mer de remonter de plus en plus haut à l'intérieur du port fluvial. Enfin création de bassins éclusés et aménagements de bassins à flot.

RELATIONS AVEC L'INTÉRIEUR

Ces relations sont très importantes car nous avons vu plus haut que c'est à bord de flotilles de jonques que le riz ramassé çà et là, à l'intérieur du pays, est amené à Saïgon pour y être traité et exporté. Aussi voyons-nous un réseau de voies navigables très dense. La Cochinchine est, en effet, recouverte d'une multitude de fleuves, rivières ou canaux naturels ou artificiels. La plupart de la circulation est réglée par la marée : jonques et sampans se déplacent avec elle et en utilisant les courants qu'elle provoque. On peut compter environ deux mille kilomètres de voies navigables principales et environ mille kilomètres pour les voies secondaires. Cette multiplicité des canaux a le gros avantage de permettre le transport du riz via Saïgon-Cholon à des prix très bas. Chaque ouverture de nouveaux canaux a pour conséquence la mise en valeur de nouvelles rizières. La seule ouverture du canal de Rach-gio-Hatien en 1930 a permis de la sorte d'ouvrir à la colonisation environ deux cent mille hectares de terres nouvelles.

Quant au Mékong, il semble bien qu'on ait exagéré ses possibilités. On a dû renoncer assez vite à cause de l'irrégularité de son cours à en faire vers la Chine la voie de pénétration d'abord projetée. Il reste cependant accessible jusqu'à Pnom-Penh à des cargos de douze cents tonnes. Mais au-delà, il faudra suppléer entièrement à des communications que le fleuve ne permet pas.

L'importance capitale des voies navigables ne doit cependant pas faire négliger le rail ni la route. Si le réseau ferré indochinois est encore peu développé, c'est qu'il est inutile dans les régions qui, comme la Cochinchine, ont à leur disposition, pour le trafic de marchandises lourdes et encombrantes, de multiples voies d'eau navigables. La ligne la plus importante est celle de Saïgon-Mytho. Mais son trafic est essentiellement un trafic de voyageurs. Le trafic de marchandises a été en 1931 de l'ordre de 15.000 tonnes dont 1.685 tonnes de riz.

Une seconde ligne qui, primitivement n'atteignait que Nha-trang relie maintenant directement Hanoï à Saïgon le long de la côte, c'est le trans-indochinois. Cette ligne présente du point de vue du riz beaucoup moins d'intérêt que la première.

Il faut signaler encore la ligne qui relie Pnom-Penh à Battambang, car si elle n'est pas reliée directement à Saïgon elle permet cependant l'évacuation plus rapide du paddy qui, à certaines époques de l'année était obligé de rester en souffrance, au moment des basses-eaux du Tonlé-Sap. La voie ferrée permet ainsi l'évacuation d'environ 150.000 tonnes de riz vers Pnom-Penh, d'où il est exporté directement, soit par Saïgon.

Quant à la route, on peut dire qu'elle est partout nécessaire. Elle permet à l'heure actuelle même en présence d'autres voies de communication, des relations économiques fréquentes, rapides avec les régions plus éloignées.

Le trafic automobile est très intense dans l'arrière pays de Saïgon, de la sorte le réseau routier complète harmonieusement fleuves et voies ferrées.

B. — ORGANISATION DU PORT DE SAIGON

Nous allons étudier cette organisation au point de vue administratif, puis au point de vue plus spécialement commercial et industriel dans leurs rapports avec le sujet qui nous intéresse.

a) Le point de vue administratif

Il serait hors de notre sujet d'étudier l'ensemble des principes de droit public qui régissent le port de Saïgon. Deux manifestations de cette organisation nous retiendront seulement à cause de l'intérêt qu'elles présentent pour le marché du riz : ce sont les Chambres de Commerce et d'Agriculture. Puis quelques détails sur l'autonomie du port de Saïgon, en réservant, pour un autre chapitre, la question de la franchise.

I — Les Chambres de Commerce et d'Agriculture.

La Chambre de Commerce de Saïgon est un établissement public dont le « ressort » s'étend sur toute la Cochinchine ; elle comprend vingt membres français et quatre membres indigènes élus au scrutin de liste, selon des modalités que nous n'avons pas à exposer ici. Son rôle consiste à donner au gouvernement les avis et les renseignements demandés sur les questions industrielles et commerciales. De plus elle assure l'exécution des travaux et l'administration des services dont elle a la garde, elle peut enfin présenter ses vues sur les moyens d'accroître la prospérité de l'industrie et du commerce.

La Chambre d'Agriculture de Cochinchine est également

un établissement public institué par arrêté du gouverneur général en conseil de gouvernement. Elle comprend vingt membres français titulaires et quatre suppléants, ainsi que quatre membres titulaires indigènes. Les attributions dévolues à cet organisme sont sensiblement analogues à celles des Chambres de Commerce : donner aux pouvoirs publics les renseignements demandés, administrer les services qui leur ont été confiés et enfin émettre des vœux sur toute matière de leur compétence.

II — Saïgon, port autonome.

Saïgon est le premier port français qui ait été doté de l'autonomie administrative et financière et ce, depuis un décret du 2 janvier 1914, qui érige Saïgon en établissement public.

En conséquence Saïgon voit l'administration de son port confiée à un conseil de 18 membres, sous l'autorité du Président de la Chambre de Commerce de Saïgon.

On considère cependant que cette autonomie ne suffisait pas et bien des fois a été agitée la question de la franchise du port de Saïgon. Cette question, très controversée, nous l'examinerons plus longuement au chapitre suivant.

b) Le point de vue commercial et industriel

I — L'industrie du riz.

En laissant de côté toute une activité économique consacrée à de multiples industries, examinons seulement celles d'entre elles qui sont nées du commerce du riz.

Elles sont de date assez récente et sont dûes aux efforts patients des colonisateurs. A l'heure actuelle, le nombre

de rizeries et décortiqueries de Cholon est considérable. La plupart sont aux mains des Chinois. A côté d'une multitude de petites entreprises, il y en a une douzaine de grosses, et même très grosses usines pouvant travailler de 500 à 1.000 tonnes par jour. Toutes ces usines se font entre elles une concurrence très âpre. La facilité des affaires dans la période de l'avant-crise, avait, comme partout ailleurs, suscité toute une génération d'entreprises dont les bases n'étaient pas toujours très saines. Aussi la crise s'est-elle fait durement sentir et beaucoup d'entre elles ont été balayées par la tourmente, un nombre considérable est tombé en faillite. Beaucoup non plus, n'ont pu résister à la baisse des cours du riz, car elles sont obligées de chômer une partie de l'année, faute de matières premières, d'où nécessité de gros frais généraux. D'autre part, il y a beaucoup de petites usines locales, dont l'activité s'exerce sur des quantités restreintes de paddy, 1 à 25 tonnes par jour. Il est vrai que la plupart ne fournissent aucun contingent à l'exportation.

Il devrait être retenu de la crise qu'une meilleure organisation industrielle gagnerait à s'établir dans l'intérêt commun, par des ententes entre entreprises pour enfermer la concurrence dans des limites raisonnables. Le manque de confiance joint à l'âpreté du gain, à la base de multiples déboires indochinois, se manifeste ici encore, à l'encontre du bien-être général.

II — L'activité du Port de Saïgon.

Le mouvement du port de Saïgon est passé de :

2.120.685 Tonnes en 1905 à
2.288.505 » 1928

2.106.881	Tonnes en 1929 à
2.096.759	» 1930
1.918.063	» 1931
2.005.996	» 1932

Les importations accrues continuellement, pendant la guerre, ont repris après avec une nouvelle ampleur, pour aboutir en 1930 à 680.000 tonnes, soit trois fois le trafic de 1913. Après cela on enregistre une chute brutale de l'ordre de 45 % dans la valeur et de la moitié dans le tonnage.

Quant aux exportations, l'accroissement est plus lent. La cause en est dans les grandes variations annuelles dues aux écarts entre les différentes campagnes de riz. Notons cependant qu'après 1928 la régression est régulière. De plus de 2.200.000 tonnes en 1928, le trafic tombe à 2 millions en 1929 et à 1.673.149 tonnes en 1931. Depuis cette date il y a eu légère reprise de 200.000 tonnes en 1932. Si nous examinons la valeur des marchandises sorties de Cochinchine, la chute paraît encore plus brutale, puisque de 285 millions de piastres en 1928, les exportations tombent successivement à 189.149.89 millions pour atteindre 82 millions en 1932.

CHAPITRE III

L'Infériorité Commerciale du Marché du Riz de Saïgon et ses remèdes

Le gros reproche que l'on formule contre le marché de Saïgon est surtout celui de son étroitesse. Les transactions réelles sont, en effet, trois fois moins fortes que celles de Rangoon. Ensuite l'absence de spéculation ne permet pas au marché de multiplier son pouvoir d'absorption par un coefficient très important. Beaucoup d'exportateurs européens ont subi de ce fait, des pertes considérables et se gardent de tenir des positions spéculatrices. Les stocks en magasins correspondent à des contrats non encore livrés. Les ventes éloignées sont exceptionnelles et le séjour en magasin est de l'ordre de 1 à 2 mois.

Il n'y a pas non plus à proprement parler de Bourse du riz à Saïgon, les cours officiels sont établis sur la base des affaires traitées par l'Association des Exportateurs de riz qui délègue deux de ses membres à cet effet ; jusqu'à présent non plus il n'y a pas de charges de courtiers assermentés. Pas d'entente entre producteurs et exportateurs et les opérations sont faites de façon tout à fait indépendantes.

De ce chef, le marché de Saïgon, surtout depuis que la crise a fait disparaître une multitude de petits spécula-

teurs sans aucune surface, est peut-être un marché sain mais il perd en étendue dans la même proportion.

Nous allons examiner brièvement les réformes qui ont été projetées afin de pallier ces inconvénients. Réformes qui intéressent, en même temps que la place de Saïgon, le marché du riz dans son ensemble.

I. — FAUT-IL FAIRE DE SAIGON UN PORT FRANC ?

La question a été discutée et l'est encore vivement en ce qui concerne quelques uns de nos grands ports français.

« Un port franc, dit la Chambre de Commerce de Marseille, est un port établi hors de la ligne des douanes, ouvert à tous les bâtiments de commerce, sans distinction, quel que soit leur pavillon et la nature de leur chargement. C'est un point commun où vient aboutir, par une sorte de fiction, le territoire prolongé de toutes les nations. Il reçoit, en verse de l'un à l'autre toutes les productions respectives sans gêne et sans droits »

Ce qu'il y a donc de caractéristique, c'est que dans la zone dite franche, les marchandises sont exemptes de droit et peuvent circuler librement et être associées à des produits du dehors comme du dedans.

Les avantages de cette solution sont considérables. Du point de vue commercial, d'abord, le commerce de réexportation est le premier à profiter de la franchise du port. Cette institution permet de rassembler toutes marchandises, nationales ou étrangères, pour mettre à la disposition de la clientèle mondiale des marchés abondamment pourvus de tous produits.

De plus, la concentration des marchandises en un seul endroit en contact avec le marché mondial, assure la sta-

bilité des débouchés car les commerçants du monde entier savent pouvoir s'y fournir de marchandises riches et variées. D'ailleurs le grand nombre même des marchandises assure aux prix une certaine stabilité, en annihilant presque des opérations sans importance.

Enfin du point de vue industriel et maritime, il est inutile de s'étendre sur les avantages que toutes les transformations et manipulations peuvent apporter à un port, favorisé par ailleurs par un mouvement perpétuel de navires, ce qui entraîne la baisse des frêts.

En contre-partie l'institution du port franc a l'énorme inconvénient de constituer une brèche dans le protectionisme. Cette objection n'a pas toutefois la portée qu'on prétend lui donner. Le protectionisme a pour but, en effet, de réserver le marché intérieur à l'agriculture et à l'industrie d'un pays. Il ne semble pas en conséquence que l'institution d'un port franc puisse venir porter atteinte à cette prétention puisque l'exemption du droit ne porte que sur des produits destinés à l'exportation. On ne peut prétendre, non plus, qu'il y a une inopportunité des dépenses, car il semble que le port franc, par l'accroissement du trafic qu'il occasionne arrive vite à couvrir les frais de premier établissement.

Cette querelle de principe s'est souvent élevée au sujet du Port de Saïgon. Dès 1901, la question est posée par le Groupe Colonial des Conseillers du Commerce Extérieur. Mais la Chambre de Commerce de Saïgon répondit à ces suggestions que l'intérêt d'un port franc à Saïgon n'était pas aussi considérable qu'on voulait le prétendre et beaucoup moins en cela que beaucoup d'autres ports. Un port destiné à la franchise, doit être, par sa nature même, un rendez-vous des navires et des frêts, or, ce n'est nullement le

cas pour Saïgon du fait de sa situation géographique à l'intérieur des terres et de sa position par rapport à deux ports francs déjà solidement établis. Le seul avantage résulterait dans le retard apporté au paiement des droits de douane. Ce sont là certes deux arguments considérables dont la valeur est indiscutable, même de nos jours. On ne peut nier, en effet, les difficultés d'accès que présente Saïgon. D'autre part « la proximité de Singapour et de Hong-Kong, brisera, dès son début, toute tentative de Saïgon pour jouer un rôle international important. Singapour, porte maritime de l'Orient, est une escale obligatoire dans tout le trafic avec l'Occident. Hong-Kong, port de la Chine, sera toujours le grand port d'écoulement des produits chinois. Ces deux ports, solidement outillés, ont, par ailleurs, l'avantage de pouvoir être joints en une seule étape » (1).

Il y aurait peut-être, grâce au riz, un moyen pour Saïgon de se créer une place dans le trafic international. Jusqu'ici Hong-Kong a été à peu près le seul port à opérer les mélanges entre les différentes qualités de riz, notamment entre « Saïgon » et « Siam ». Saïgon pourrait très bien faire cette opération à son profit, car sa situation vis-à-vis du Siam semble plutôt meilleure que celle de Hong-Kong.

D'autres prétendent qu'il est possible d'obtenir les avantages des ports francs, sans en avoir les inconvénients « Le Régime de l'admission temporaire et celui du drawback, aménagés de façon à éviter la perception des droits, tant à l'entrée qu'à la sortie, permettrait non seulement d'opérer tous mélanges, mais encore de traiter sur place le riz importé sous forme de paddy » (1). Ceci présenterait

(1) RONDEPIERRE, *Le port de Saïgon*, p. 164.

pour Saïgon de grands avantages. Avantages commerciaux du fait des bénéfices que toute cette région pourrait retirer d'un surplus d'activité de l'industrie du riz. En même temps la présence d'un stock, toujours disponible, amènerait une plus grande stabilité des cours et des débouchés, puisque les acheteurs seraient toujours sûrs de trouver ce qu'ils désirent, sans craindre que la seule demande ne fasse rehausser les cours. Avantages industriels pour toute la région, et non pas seulement pour la zone franche, qui entraînerait fatalement à son profit, une concentration de toutes les industries du riz. Enfin on peut supposer que l'intensité du trafic provoquée serait de nature à abaisser les fûts.

Il serait intéressant de remédier à cet état de chose par une série de mesures. Beaucoup d'entre elles, cependant, nécessiteraient un esprit de collaboration et de confiance mutuelle, entre exportateurs et producteurs, qui, nous avons et nous aurons encore l'occasion de le souligner, font absolument défaut. Au contraire, beaucoup de pays étrangers, concurrents de l'Indochine, ont au suprême degré, ce sens de l'entente, qui se révèle être des plus fructueux pour l'économie générale. Sans parler du Maroc et de la Birmanie, dont nous parlerons incidemment au cours de ce chapitre, à Java, par exemple, ils ont réalisé, pour les sucres, une Société dont 90 % des producteurs sont membres. Le sucre est ainsi vendu à la Société qui lors de la réalisation du stock, en ristourne le prix aux adhérents au prorata de la production, prix calculé selon le cours moyen du sucre pendant la période correspondante. L'incohérence et la dispersion constatées sur le marché sont une des causes du manque de fonds de roulement qui, à certains moments, se fait cruellement sentir, faute, pour

le capitaliste de s'intéresser suffisamment à de multiples entreprises âprement jalouses les unes des autres.

II. — LES ENTENTES ENTRE PRODUCTEURS ET EXPORTATEURS SUR LE MARCHÉ DU RIZ

La principale forme de ces ententes aurait pû se manifester avec les coopératives de vente, mais nous avons vu, en étudiant le projet de création de magasins généraux que le projet de création de magasins généraux que le projet peut-être mal présenté, n'avait pu aboutir. Nous avons vu quel était sur cette question le pour et le contre, il semble qu'une incursion chez les voisins de l'Indochine complèterait davantage cette étude quelque peu sommaire.

A) AU MAROC

L'idée de création de magasins généraux n'était pas nouvelle et avait déjà donné au Maroc des résultats satisfaisants, ce sont les « Docks silos » dont quatre furent installés en 1930-1931. Ils ont une capacité moyenne de 100.000 quintaux. Créés sous forme coopérative, le financement du premier établissement est assuré 50 % par l'Etat, 25 % par subvention remboursable et 25 % venant des adhérents. Les colons vendent leur blé au dock silo à son arrivée, comme cela se pratique aux Etats-Unis, mais le prix définitif du blé n'est fixé qu'à la fin de la récolte. Des avances importantes peuvent être consenties aux producteurs par suite d'une étude bien faite du marché. Cette solution donne aux colons l'avantage de pouvoir vendre au cours moyen de la campagne sans avoir à craindre des risques spéculatifs. Mais cela nécessite une confiance réci-

proque qui est loin d'exister en Indochine. On pourrait, de ce chef, envisager plutôt la création de magasins généraux, sous une forme de Société Anonyme jouissant, pour son capital, d'une garantie d'intérêt en vertu d'une convention passée avec l'administration. C'était d'ailleurs là, semble-t-il, une idée première du Gouverneur Général. Il faudrait reprendre le projet primitif et créer des magasins aux nœuds des canaux de l'Intérieur, où les producteurs peuvent amener, sans frais, leur récolte.

B) EN BIRMANIE

La Birmanie a, dans l'ensemble, une situation analogue à celle de la Cochinchine. La population est de 13 millions et demi d'habitants et a augmenté en 10 ans de 9 % environ. Les surfaces cultivées couvrent cinq millions d'hectares, soit 80 % dans la plaine, le « Lower Burma », le delta de la Ménam. La récolte est de l'ordre de sept millions de tonnes, dont trois millions sont exportés, contre 361 mille en 1861. Il est difficile de savoir exactement quel est en ce pays le prix de revient du paddy, car les statistiques portent sur des époques différentes. Il semble, néanmoins, qu'il y a un certain nivellement du prix, en ce qui concerne la main-d'œuvre.

Les conditions de production y sont assez différentes de celles de la Cochinchine et le rendement est ici beaucoup plus élevé : 75 mesures par hectare. Le système de culture se caractérise par un plus petit nombre de grosses propriétés, 5 % dépassent 40 hectares, 45 % sont comprises de 8 à 10 hectares et 45 % de 10 à 40 hectares. Par contre, les charges fiscales y sont plus lourdes et l'endettement assez considérable : 600 millions de rupees pour 12 mil-

lions d'acres, ce qui fait à peu près 70 piastres à l'hectare contre 35 en Cochinchine. Les frais de transport sont aussi plus élevés d'autant que l'Indochine bénéficie de frêts moins lourds, du fait que Saïgon ne fait subir aux navires qu'un déroutement moins long, sur la route des ports de l'Extrême-Orient.

Le Pool du riz en Birmanie

Mais à l'encontre de ce qui se passe en Indochine le marché de Rangoon, très fortement organisé, a moins souffert de la crise que le marché de Saïgon. C'est même contre cette organisation possédant un monopole de fait que, à la suite de la crise, de violentes critiques ont été adressées. Au moment de la chute des cours du paddy on fit une enquête sur les agissements du « Pool Bullinger », association d'achat et de vente du paddy pour l'exportation. Ce Pool traite environ 1/3 du riz exporté, soit un million de tonnes, ce qui lui assure un monopole de fait presque total, pour l'exportation sur l'Extrême-Orient et sur l'Europe. De ce fait, le Pool avait tendance à maintenir les prix du paddy au-dessus de la parité normale qu'il aurait dû atteindre. En même temps qu'il vend du riz en grosse quantité à l'extérieur, il en achète à bas prix dans le pays même. De la sorte il maintient les prix à l'intérieur, quitte à perdre sur les ventes faites dans son hinterland.

Son activité ne dépasse pas, en général, le marché birman et il n'intervient que rarement sur le marché des Indes, sauf, si le prix du riz dans ce pays a tendance à monter, ce qui occasionnerait une hausse du prix du paddy. Le Pool vend alors du riz aux Indes en grosse quantité pour faire effondrer les prix et se rattrape ensuite sur le marché d'Europe. Sur ce marché la concurrence est impossible

pour les entreprises de petite envergure, car le Pool est en même temps une Compagnie de Navigation.

Les avantages considérables obtenus par cette sorte de Trust du riz birman, n'ont pas été sans soulever d'après critiques. Tout comme pour les exportateurs de riz de Saïgon, on a émis que ce Pool, maître des prix du riz, abusait de son omnipotence et réalisait des bénéfices scandaleux.

Le Pool répondit à cela qu'avant 1921, époque à laquelle se place sa création, on ne pouvait se procurer le riz à un prix suffisamment bas pour l'exporter. Il y avait à ce moment trop de décortiqueries, d'où concurrence trop forte pour l'achat du paddy. Les cours étaient donc artificiellement gonflés. Vint le moment où beaucoup de ces usines travaillèrent à perte et il fallut, pour les empêcher de faire faillite, leur accorder de plus en plus de crédits. Cela ne fit que retarder des fermetures inéluctables et fut, en même temps, un désastre pour les prêteurs.

De plus, le marché du riz est essentiellement et nécessairement spéculatif. Aussi n'est-il généralement pas possible d'acheter le même jour du paddy et de vendre sur place le riz correspondant à un prix tel que les dépenses d'usinage soient couvertes. Il est par suite nécessaire de prendre position, c'est-à-dire de faire des contrats de vente du riz, si on suppose une hausse. En fait, cette position ne peut guère être maintenue très longtemps pour deux raisons : les décortiqueries des exportateurs ne peuvent chômer et il faut échelonner les livraisons sur toute l'année pour avoir un frêt intéressant. D'où, conclut le Pool, il est évident qu'une association d'exportateurs importante, est mieux placée pour prendre des positions avec des moindres risques, parce qu'elle peut accuser, sans en souffrir outre mesure, une perte momentanée qui mettrait hors

de cause un commerçant isolé. Les bénéfices réalisés restaient malgré tout normaux, car, s'ils avaient été considérables avant 1926, après cette date le Pool avait fait de grandes pertes. Pas d'influence non plus si forte qu'on le prétend sur les cours mondiaux, puisqu'il ne contrôle qu'un million de tonnes de riz sur six millions annuellement exportés dans le monde. Il semble, au contraire, que la création de ce Pool n'est apporté que des avantages à la Birmanie, puisque c'est grâce à lui que le riz de Rangoon a conquis le marché allemand et a même installé une rizerie à Hambourg.

En somme, le reproche fait au Pool de Rangoon, est la perpétuelle objection faite à tous les marchés spéculatifs : leur caractère de jeu. Mais il y a longtemps que l'on a remarqué que cet inconvénient était balancé par le grand avantage de stabiliser et d'élargir le champ des transactions. L'usinier qui voudrait travailler à plein, ne trouverait pas d'acheteurs pour son riz et serait obligé de s'arrêter. Le spéculateur le sauve de ce danger, car il prendra lui-même le riz s'il n'y a pas encore de demandes extérieures. De même si l'exportateur a contracté une vente et qu'au moment de livrer il n'en ait pas en sa possession, il sera toujours sûr, grâce au spéculateur, d'en trouver sur le marché local.

Malgré ces considérations cependant, la commission chargée d'enquêter sur les agissements du Pool, demanda que les acheteurs fussent contraints de déposer une caution égale au tiers des engagements et que gains et pertes fussent réglés, en espèces, tous les quinze jours.

3. — LA CREATION A SAIGON D'UNE BOURSE DES VALEURS ET D'UN MARCHÉ A TERME

La controverse sur l'utilité et l'opportunité d'une semblable institution à Saïgon est assez récente. Cependant nous voyons dès 1921, M. Long, gouverneur général proclamer que la création de cette Bourse était indispensable. Mais en 1926 la Chambre de Commerce de Saïgon dévoilait qu'il n'était nullement dans les intentions du gouverneur de prendre de sitôt une semblable mesure. M. Pasquier, en 1928, répète les paroles de son prédécesseur. Mais il n'y a toujours eu rien de fait.

Le capital investi en Indochine, semblerait, malgré la crise, être de l'ordre de trois milliards de francs. Seule, une humble parcelle en est cotée officiellement. Dans les affaires non cotées à Paris, on ne connaît leurs valeurs que par la publication hebdomadaire de la Banque de l'I.Chine ou de la Banque Franco-Chinoise. De son côté la Chambre de Commerce de Saïgon publie toutes les quinzaines un bulletin avec le tableau des cours des valeurs locales. En principe chaque agence a sa circulaire. Le résultat le plus clair de cette multiplicité de cotes est la présence, parfois, de cinq ou six cours différents pour une même valeur. Encore faut-il ajouter que ces cours n'indiquent que les offres et les demandes et il arrive qu'il y ait entre celle-ci une différence telle que les indications n'ont plus aucune utilité. Il semble donc incontestable qu'une Bourse des valeurs aurait sa raison d'être. Enfin il est bon de souligner les avantages qui peuvent en résulter d'un point de vue plus général.

Rayonnement financier plus puissant de la place de Saïgon en permettant la mobilisation de capitaux indochinois pour la mise en valeur de la colonie.

De plus certaines entreprises de premier ordre ne sont même pas cotées en France. Donc les Indochinois venant en France doivent-ils liquider leurs titres bien au-dessous de leur valeur réelle. Cette transaction est encore plus désastreuse quand elle est opérée en France.

Enfin une Bourse indochinoise dégagerait les entreprises coloniales du contrôle trop étroit des financiers et éviterait de nombreux scandales.

« En effet, les planteurs cèdent une bonne part de leurs bénéfices à des financiers qui n'ont joué aucun rôle dans la création sur le marché de l'affaire. De plus les investissements sont sujets aux caprices de l'opinion... les capitaux peuvent aller uniquement vers la valeur en vogue et fausser ainsi l'économie du pays en refusant leur concours à d'autres germes d'activité » (2).

Tout ceci donne un certain caractère occulte à la cote des valeurs, absolument néfaste, du fait du manque de renseignements. D'où les souffrages et la chute de certaines valeurs coloniales. Une cote en Indochine permettrait aux capitalistes de n'acheter qu'à bon escient. Cela débarrasserait les valeurs coloniales des suspensions perpétuelles qui planent sur elles quant à la sincérité ou la moralité de l'affaire (surtout à la suite de quelques kracks retentissants) et assurerait avec des afflux réguliers d'argent frais, une activité économique plus intense.

Comme corollaire de la création d'une Bourse des valeurs on s'est aussi demandé s'il était intéressant d'ouvrir

(2) RONDEPIERRE, *Le port de Saïgon*, p. 51.

à Saïgon un marché à terme « Il est certain, dit-on, que beaucoup d'incidents fâcheux provoqués par la crise en Indochine auraient pû être limités si le marché indochinois avait assuré des approvisionnements réguliers, élargi les transactions, régularisé les cours et établi par suite la sincérité des transactions ».

Un marché à terme à Saïgon jouerait sur la quantité exportable par an (un million 200.000 tonnes en moyenne), puis sur la totalité de la récolte en Indochine (15 millions de tonnes environ) et sur une partie de la récolte exportable des pays voisins : Siam et Birmanie (4.000.000 de tonnes). En ce sens on remarque que la création à Marseille d'un marché du riz à terme a singulièrement stabilisé les cours et grandement élargi le mouvement des affaires en marchandises. En 1930, Marseille a reçu un peu moins de 100.000 tonnes ; rien que dans les premiers mois de 1931 il en avait reçu 122.000 tonnes, et dans toute l'année plus de 150.000 tonnes.

De plus Saïgon avantage par sa situation géographique pourrait drainer toutes les énormes possibilités de la Cochinchine, et un marché à terme aurait, dans ces conditions, les plus grandes chances de succès. Du point de vue mondial, le marché refléterait les cours exacts du riz, conformément à la loi de l'offre et de la demande et cette seule considération suffirait à provoquer la création d'un marché réglementé.

Mais en contre-partie de cette création il faudrait prévoir d'abord une caisse de liquidation puissante dotée de capitaux considérables pour pouvoir faire face aux coups durs. De plus il serait nécessaire que les commissionnaires proviennent de maisons à large surface et que les opérateurs puissent tenir leurs engagements même au cas de pertes massives et imprévues.

Mais les opérateurs (riziculteurs, négociants, vendeurs, exportateurs, spéculateurs) viennent rarement au marché, beaucoup sont dans des situations difficiles. De plus il faut se méfier des spéculateurs indigènes dont la plupart sont trop joueurs par tempérament et manquent le plus souvent de sang-froid. De tels opérateurs ne peuvent évidemment que précipiter les cours au lieu de les stabiliser.

Enfin on objecte que du moment qu'il n'y a pas à l'heure actuelle assez d'argent pour le crédit et le commerce, il serait difficile d'en trouver pour un marché à terme. Cette objection valable au moment de la crise, ne mettait en question que l'opportunité et non pas le principe même de la création d'un marché à terme dont l'utilité se fait plus que jamais sentir.

4. — FAUT-IL SUPPRIMER LA TAXE DE SORTIE SUR LE RIZ ?

On a demandé souvent que les exportations de riz ne soient pas aussi lourdement frappées puisqu'aussi bien toute taxe imposée à la sortie d'un produit ne peut que gêner le développement de son exportation.

L'intérêt de cette question se pose de façon très aigüe au moment de la crise économique et bien souvent les droits de sortie furent considérés comme un des grands fauteurs du marasme. L'Association des Exportateurs de Riz de Saïgon s'en plaignit amèrement au Ministre des Colonies « Les cours du riz ont baissé depuis l'an dernier (1930) de 50 %, or, ces droits sont restés les mêmes alors que normalement il eut été juste qu'ils suivissent cette baisse. Une taxe « ad valorem » de sortie paraîtrait dans cet ordre d'idée plus équitable qu'un droit fixe. Ce droit,

bien que comportant la taxe représentative de l'impôt foncier, est extrêmement lourd... ».

A ce sujet on faisait remarquer que la Birmanie avait dans le même ordre d'idée suivi une règle plus sage ; à la suite de la baisse du sterling tous les impôts et taxes ont été augmentés proportionnellement à la dépréciation subie par la livre, sauf la taxe de sortie sur le riz. Il y a des sacrifices qui sont nécessaires pour faciliter l'exportation. Il vaut mieux d'ailleurs diminuer les droits de sortie sur le riz, ce dont la culture profiterait, sans aucun doute, plutôt que d'avancer les fonds avec la garantie de la colonie, à des affaires mauvaises que la crise doit faire disparaître.

Ces réclamations ne furent pas sans effet puisqu'en 1931, la taxe fut abaissée à 6 % « ad valorem » ce qui est un avantage appréciable sur le droit fixe, puisque désormais la taxe suit le cours du riz. Cependant on a fait remarquer, que même à ce tarif, la taxe grevait encore sensiblement le cours du riz, lequel supporte en outre des droits dits d'outillage et de statistique de l'ordre de 5 cents 12 par gia, soit 10 % du prix de vente au moyen de 60 cents le gia. Ces taxes sont beaucoup plus élevées que dans les autres pays et constituent, par là, un handicap sérieux pour l'exportation. C'est pourquoi le Conseil Colonial demanda la suppression totale de ces droits en 1932.

A vrai dire la solution de cette question dépasse singulièrement notre sujet et met en cause toutes les finances de l'Indochine. Ces droits de sortie sont, en effet, un des principaux éléments du budget général, puisqu'ils représentent environ 4 millions 500.000 piastres, annuellement, somme considérable qu'il faudrait en cas de suppression retrouver par un moyen ou par un autre. Il faudrait, pour

donner satisfaction aux exportateurs et si légitimes que soient leurs revendications, refondre tout le système fiscal de l'Indochine. Une meilleure imposition, notamment celle des revenus, jointe à des impôts sur les successions et à la révision des classifications des rizières, pour la répartition de l'impôt foncier, un impôt mieux établi sur les Sociétés ayant leur Siège en Indochine et enfin la réduction des sommes portées au « compte de souveraineté », voilà tout le problème qui se trouve par là même posé. Il nécessite une politique de longue haleine, dont les résultats se feront encore attendre longtemps. Il ne semble pas, par conséquent, possible pour le moment de faire droit aux réclamations des exportateurs.

5. — L'AMELIORATION DE LA QUALITE DU RIZ

Il faut bien l'avouer, il en est malheureusement de même en Indochine qu'en France et beaucoup de nos exportateurs perdent peu à peu leur marché du fait d'une certaine négligence et de manque de soins. On ne peut pas contester le défaut de conditionnement des riz de l'Indochine. La colonie possède évidemment des variétés produisant des paddy d'élite, capables de concurrencer efficacement les standards commerciaux proposés à la clientèle européenne. Il reste néanmoins que de nombreuses espèces de riz cultivées donnent un grain d'un mauvais usinage ou qui ne satisfait pas le goût des consommateurs. De la sorte, les variétés commerciales des riz indochinois sont soit délaissées, soit cotées à un prix inférieur. C'est ainsi que le Saïgon n° 1 reste toujours en arrière du Burma deux étoiles et du Siam n° 1 qui le surpassent de 15 à 30 % selon les années. De plus, la concurrence âpre qui règne

entre les exportateurs provoque le plus souvent des critiques contre les conditionnements, ce qui sur les marchés extérieurs cause un grave préjudice au riz d'Indochine ; qu'on se rapporte au jugement exprimé sur ce point par le Siam et les Américains au Congrès Panpacifique de 1924.

Voilà les faits. Aussi les efforts tentés par les exportateurs de Saïgon, en vue d'élargir, en Europe en particulier, les débouchés s'offrant aux riz de Cochinchine, auraient donné des résultats beaucoup plus probants si la qualité des riz de Saïgon n'avait marqué un fléchissement profond. La qualité des riz et dérivés exportés de Cochinchine n'a marqué, au cours de ces dernières années, aucun perfectionnement, bien au contraire, elle a notablement baissé. Si bien que depuis la fin de l'année 1933 le riz S.Q. de Birmanie dont la qualité était autrefois inférieure au Saïgon n° 1 a vu ses cours sur le marché mondial se maintenir à peu près constamment au-dessus de notre parité.

L'amélioration des riz indochinois soulève deux sortes de préoccupations : d'abord le conditionnement des sortes commerciales courantes, ensuite, l'établissement de quelques standards en vue de la clientèle européenne.

Par conditionnement on entend essentiellement « l'ensemble des opérations de culture d'usinage et de classement qui déterminent la « condition » du riz et du paddy ». Pour le paddy : origine, humidité, proportion d'impuretés ; pour le riz : forme couleur, pourcentage de brisures.

Le standard est au contraire une sorte commerciale rigoureusement établie et parfaitement conditionnée.

Pour atteindre ces deux objectifs, il faudrait commencer à la base par le problème de la sélection des semences et de l'étude des variétés locales, en s'attachant à reconnaître pour chacune d'elles les qualités et vices qui lui

sont inhérents. Puis, ces semences soigneusement sélectionnées sont distribuées aux services agricoles, en vue de la production pour la vente. Ceci évidemment, sous le contrôle du gouvernement. C'est un travail de longue haleine qui, avec le problème du rendement de la rizière, incombe essentiellement à l'office du riz, dont nous avons signalé plus haut la création et le domaine d'activité.

6. — L'ORGANISATION DE LA PROPAGANDE

Aucun organisme économique ne peut à l'heure actuelle, s'il a l'intention d'intensifier ses ventes et d'augmenter les débouchés de sa production se passer de la publicité. Cela est d'autant plus nécessaire, en ce qui concerne le riz de l'Indochine, contre lequel de violentes critiques avaient, nous l'avons vu, été formulées. Justifiées ou non, il était nécessaire de prouver aux clients éventuels de la métropole ou de l'étranger que des améliorations sensibles avaient été faites. De la sorte, on arrivera à détruire lentement les préjugés qui se sont solidement établis. En ce qui concerne la métropole, cela présentait en outre un intérêt plus spécial. Une propagande bien faite, incite les clients à « acheter français » et contribue ainsi à nous dégager, pour le riz, de l'emprise de certains marchés étrangers (Etats-Unis notamment) alors que l'Indochine peut fournir à la Métropole, le riz nécessaire à ses besoins, tout ceci est évidemment subordonné à l'amélioration de la qualité et il serait bien désastreux de propager des produits de qualité douteuse, car l'acheteur, une fois déçu, ne s'y laisserait plus facilement reprendre.

La propagande doit être précédée en Indochine d'un ré-

seau d'informations sérieux, ainsi qu'il existe déjà aux Etats-Unis pour le blé, au Japon et en Birmanie pour le riz. L'utilité de ces renseignements serait considérable pour la colonie elle-même, qui, à chaque instant, serait en mesure de connaître exactement l'état des cultures en campagne et l'estimation de la récolte à venir, toutes choses sur lesquelles les producteurs n'ont que très peu de renseignements.

Ces données une fois connues, il faut centraliser en un même point tous les renseignements concernant le marché acheteurs et vendeurs. Cela permettra d'utiliser au mieux, les sommes consacrées à la propagande, des clients susceptibles d'acheter du riz au lieu de se disperser inutilement chez celui qui en est déjà gavé. Enfin il faut étudier quels sont, selon les pays considérés, les moyens les plus propices pour attirer la clientèle.

A l'extérieur, la propagande doit être essentiellement ordonnée, massive et d'une certaine durée. C'est ce qui avait été élaboré en ce qui concerne la France : un bureau de propagande composé de 3 ou 4 membres, présidé par les représentants à Paris du gouvernement de l'Indochine. Le budget annuel est de 1 million de francs, son objet était de faire autour du riz d'Indochine une forte publicité destinée à vaincre soit l'ignorance, soit les préjugés des ménagères, il s'est occupé aussi de demander pour le riz une certaine protection douanière analogue à celle que possède le blé.

Cette organisation semble avoir jusqu'ici donné de bons résultats que nous verrons plus en détail lorsqu'avec l'étude des débouchés nous étudierons plus spécialement le marché français.

En conclusion : Le programme des améliorations à ap-

porter au commerce du riz est, on le voit, des plus vastes et on ne saurait attendre de son application, même intégrale, des résultats immédiats, non plus que des miracles. Il faut, en tous les cas, une coopération intime des bonnes volontés pour parfaire l'accord sur les réformes réalisées et les moyens de l'entreprendre.

Il reste encore une autre mesure pour développer les exportations du riz : la recherche et la conquête des débouchés. Nous allons examiner cette question très importante au cours des chapitres consacrés aux différents marchés du riz de l'Indochine.

7. — L'AMENAGEMENT DE LA RIZIERE

Si la Cochinchine parvient à relever le niveau moyen de la qualité de son paddy, elle vendra son riz à des prix plus élevés que ceux qu'elle réalise à l'heure actuelle ; si le riziculteur parvient à améliorer le rendement de sa rizière, une nouvelle source de profits pour le pays, viendra s'ajouter à la précédente.

On ne peut pas dire, sans doute, qu'on se soit désintéressé du problème du riz en Indochine : par contre, on ne peut affirmer que notre colonie n'a jamais eu de politique du riz, de politique de l'ordre, par exemple, de celle imaginée et mise en œuvre par les Anglais qui, en spécialisant à force la Birmanie dans la production du riz, en ont fait le premier exportateur du monde.

De 1890 à 1900, la Birmanie exportait annuellement 1.400.000 tonnes de riz et dérivés ; à la veille de la guerre, elle en exportait 2.500.000 tonnes ; maintenant le mouvement de ses sorties évolue entre 3.200.000 tonnes et 3.500.000 tonnes. Des travaux et essais auxquels on s'est

livré en Indochine, en vue de faire quelque chose, nous retiendrons :

1° les dragages pour lesquels les dépenses engagées pendant la période 1891-1929 s'élèvent à 50 millions de piastres ;

2° différents essais de mise en route d'un service d'hydraulique agricole qui, pendant longtemps, n'a fonctionné que spasmodiquement ;

3° la création en 1930 de l'Office Indochinois du Riz, qui a dû tout d'abord se livrer à un travail considérable d'inventaire des résultats acquis avant lui par les services agricoles.

Le rendement moyen de la rizière indochinoise est de 60 mesures à l'hectare : or, les terres de l'Ouest de la Cochinchine sont en général très riches et certaines rizières fournissent 120 et même 150 gias par hectare. Il y a donc une inégalité très grande entre des terres cependant voisines comportant une même nature du sol et subissant le même régime de pluies. Ces différences proviennent, nous en avons la conviction, de ce que, d'une manière générale, les rizières dites de l'Ouest sont incomplètement aménagées et de ce que d'indispensables travaux de raccordements au grand réseau de canaux à large section tracé par l'Administration n'ont pas été effectués.

Sécheresses, inondations consécutives à de grandes pluies, envahissement des rizières par les eaux des fleuves ou par les eaux de la mer, tels sont les principaux aléas dont la culture du riz est tributaire en Indochine, et l'on peut dire que les quantités de paddy que récoltent la Cochinchine et le Cambodge sont susceptibles de varier de façon considérable suivant que les conditions hydrau-

liques dans le courant d'une campagne ont été plus ou moins favorables.

C'est cet ensemble de risques qu'il faut essayer de réduire et on y parviendra en « aménageant » les rizières qui ont déjà fait leurs preuves, c'est-à-dire en les mettant en état de produire une quantité de paddy toujours à peu près constante, ce qui ne manquera pas de ramener la confiance du riziculteur et de lui permettre d'entreprendre toutes expériences (sélection des semences, lutte contre les maladies et les parasites du paddy, utilisation des engrais) constituant des modifications apportées aux méthodes actuelles de culture, mais qui seront susceptibles d'augmenter encore le rendement.

TROISIÈME PARTIE

LES DÉBOUCHÉS

CHAPITRE PREMIER

Position de la Question

A l'égal de beaucoup d'autres denrées, le riz a été, nous l'avons vu, fort malmené par la crise économique. Néanmoins ce marché, si profonde qu'ait été la dépression, manifeste toujours une tendance à revenir à des dispositions meilleures, car il est essentiellement sain. Il est certain, par exemple, que la production des trois pays exportateurs de l'Extrême-Orient a pu toujours s'écouler sans trop de difficulté et cela, malgré l'augmentation croissante de leur production et la vicissitude d'ordre physique ou politique traversées par quelques uns des plus gros clients. D'ailleurs il semble bien que la production du riz ne puisse être poussée aussi inconsidérément que le fut celle du blé, par exemple. L'habitat de cette dernière céréale est beaucoup plus étendu que celui du riz. Il est à peu près impossible de cultiver le riz à des taux susceptibles de laisser une rémunération, hors d'un certain nombre de pays, et dans ces pays eux-mêmes, dans certains

endroits particulièrement propices : le delta des fleuves tropicaux. De la sorte la surproduction n'est plus à craindre et l'augmentation prévisible de la production du riz peut, presque exclusivement, provenir des améliorations apportées dans les rendements, progrès en somme assez limité. D'ailleurs, il semble, d'après les chiffres que le surplus exportable aurait plutôt tendance à diminuer : de 6.850.000 de tonnes en 1913 il passe à 5.961.000 en 1931 et 5.592.000 en 1932. Cela ne veut pas dire que la production du riz ait diminué dans des proportions aussi notables. Il semble, au contraire, qu'elle ait cru sensiblement. Cette baisse de l'exportation provient vraisemblablement d'une meilleure répartition d'une céréale essentielle à la nourriture des peuples qui la cultivent. Le niveau de vie des populations en a profité et il n'y a pas lieu de s'en plaindre, car, dans bien des cas, on a pu constater à quelle misère était réduite la famille indigène. Il ne s'est pas produit, de ce chef, ce qui s'est passé pour le blé et qui pèse encore lourdement dans certains pays, sur les cours : les stocks. Le riz, lui, n'a pas ou presque pas de stocks à reporter, aussi la reprise a-t-elle pu être rapide.

Enfin on peut signaler, à l'avantage du riz que la population des centres consommateurs tend à s'accroître et cela, d'autant plus que ses moyens d'existence s'avèrent plus aisés.

L'Indochine se trouve tout naturellement placée au milieu de ces gros clients toujours affamés. Ceci lui assure évidemment une situation prépondérante, dont elle doit tirer par une politique habile le meilleur parti possible. Cependant il y a encore de gros efforts à faire et ce serait une erreur de trop compter sur cette sorte de « rente » de situation et de négliger tous efforts propres à mainte-

nir d'anciennes positions ou à conquérir de nouveaux débouchés. Si le marché indochinois bénéficie de certains avantages dûs essentiellement à sa position géographique, il ne faut pas oublier non plus, que, à bien des points de vue, le riz de l'Indochine se trouve en état d'infériorité notable sur beaucoup de riz étrangers. La qualité du riz Saïgon est loin d'être la meilleure et le consommateur européen, tout au moins, lui préfère le riz de Birmanie (Allemagne) ou le riz de luxe d'Italie et des Etats-Unis. Il y a, sur ce point, des efforts considérables à faire d'autant que, ces dernières années, du fait surtout de la crise, beaucoup de marchés d'Extrême-Orient se sont fermés pour des causes souvent très différentes, soit par représailles douanières, soit par « autarchie » économique. La situation s'est considérablement améliorée depuis les jours sombres de la crise, cette renaissance doit se traduire par une lutte plus soutenue et mieux organisée sur tous les marchés d'exportation.

Sans prétendre vouloir étudier tous les marchés ouverts plus ou moins largement aux riz de Saïgon, nous allons porter toute notre attention plus spécialement sur les plus importants. Le marché français semble être le premier débouché à l'heure actuelle et avec ses 42 millions d'habitants, ses besoins considérables pour la nourriture des animaux, il semble qu'il puisse absorber 50 à 60 % de la production indochinoise. Ceci en théorie, car nous allons voir que les réactions des producteurs de blé ont été des plus violentes et ne sont calmées que provisoirement, alors qu'en fait, il ne semble pas que le riz soit réellement un concurrent dangereux. Ceci nous amène à étudier d'un peu plus près ce que l'on a appelé le « malentendu franco-colonial », la concurrence faite à la métropole par les pro-

duits coloniaux, dont la lutte riz-blé n'est qu'un simple côté et qui met en question tous les principes à la base des relations économiques et douanières entre la Métropole et ses possessions d'Outre-Mer.

Dans l'orbite naturelle de l'Indochine, le marché chinois est toujours le gros client. Mais, là aussi, les choses ne vont pas toutes seules et un protectionnisme outrancier nous a valu des représailles, heureusement terminées depuis un récent accord.

Quant au Japon, sa structure sociale, très particulière et les nouvelles conditions de son économie, semblent devoir fermer pour longtemps un débouché autrefois très intéressant. En somme, en Asie, les positions se caractérisent par une extrême instabilité. En dehors de la France, peut-être pourrait-on avec des moyens appropriés, placer de fortes quantités de riz à quelques marchés d'Europe ?

Mais là aussi, rien n'est sûr. Tout ceci explique fort bien la nouvelle tendance de l'Indochine à se replier dans le cadre d'une économie impériale. C'est à l'heure actuelle, dans cette voie, que semble devoir être le progrès. Encore faut-il que des intérêts égoïstes, à courte vue, ne rendent pas la tâche impossible.

CHAPITRE II

Le Marché Français

Il est banal aujourd'hui de constater avec quelle sorte d'acharnement les pays entendent se suffire à eux-mêmes. Malgré les discours les plus autorisés sur les inconvénients multiples d'une semblable politique, les barrières douanières se haussent de plus en plus. La France n'a pu rester étrangère à ce mouvement et s'est mise, elle aussi à accentuer le caractère protectionniste de son régime douanier par une politique de hauts tarifs et de contingentements. Beaucoup envisagent même, avec faveur, la constitution d'une sorte de « common wealth » franco-colonial, ce qui permettrait, assure-t-on, au commerce français de s'affranchir en grande partie des marchés étrangers. Par ailleurs, pour de multiples raisons, nous assistons à une baisse sensible de notre commerce d'exportation. Que cela soit dû à des causes d'ordre interne, prix de revient trop élevés, par exemple, ou d'ordre extérieur, multiplication dans le monde des centres économiques « autarchiques », il reste certain que nous sommes placés devant un problème de plus en plus angoissant, qu'il importe essentiellement de résoudre au mieux des intérêts du pays. En partant de ce principe, on a particulièrement recommandé à la France de se replier sur son marché colonial. Celui-ci, malgré sa pauvreté relative, peut tout de même présenter aux industries métropolitaines des débouchés impor-

tants pour leurs produits et fournir à celle-ci en retour les matières premières qui leur sont nécessaires.

Voyons à ce sujet quelques données statistiques :

1° sur le commerce extérieur total de la France, la part des colonies a été de :

7,50 % en 1913

20 % en 1932

24 % en 1934

2° les exportations des colonies vers la France se sont montées :

en 1913 à 12 %

en 1931 à 23 %

en 1932 à 31 %

en 1933 à 31,8 %

en 1934 à 33 %

du total des exportations françaises.

3° Part de la France dans les exportations de riz d'Indochine :

1.879 — 83 = 7 %

84 — 88 = 4 %

89 — 93 = 10 %

94 — 98 = 15 %

99 — 03 = 20 %

1.904 — 08 = 20 %

1.909 — 13 = 23 %

1.914 — 18 = 16 %

18 — 23 = 24 %

24 — 28 = 22 %

28 — 30 = 24 %

1.931 — = 33 %

1.932 — = 37 %

Ces chiffres sont assez éloquents par eux-mêmes. Il n'est point utile d'insister davantage sur les fruits qu'une collaboration féconde ferait recueillir aux deux partis en présence. Malheureusement cette concorde souhaitée ne règne

pas toujours. Après la querelle de la piastre que nous avons traitée plus haut et sur laquelle nous ne reviendrons qu'incidemment se pose la très grave question des rapports douaniers franco-indochinois. En Indochine, nous l'avons vu, on les accuse d'avoir aggravé la crise par une incompréhension de la situation géographique de la colonie et de ses débouchés naturels. En France s'est dressée, au moment des importations de riz en franchise, par application des accords, la question de la concurrence entre le blé et le riz. Nous allons étudier en premier lieu ces deux questions et nous verrons ensuite les efforts faits dans ces dernières années, pour donner au riz d'Indochine, des débouchés nouveaux sur le marché français.

A. LE LIBRE ECHANGE ET PROTECTIONNISME DANS LE PROBLEME INDOCHINOIS DU RIZ

Il en est des peuples comme des individus et à tous deux s'appliquent les vers célèbres du poète latin :

« Video meliora : proboque deteriora sequor ».

Le chœur des nations a depuis longtemps chanté les joies du libre échange et du plus pur libéralisme économique, mais s'est efforcé de faire le contraire avec un ensemble touchant. La discussion des mérites réciproques de l'une et de l'autre thèse n'a plus guère qu'un intérêt d'école. Le protectionnisme est devenu un fait. Ce serait une folie d'instaurer chez soi le régime de la porte libre si l'on reste seul à le faire. En conséquence, il vaut mieux, au lieu de revenir à des conceptions qui semblent révolues, accepter l'inéluctable et s'y adapter. Cette protection douanière trouve encore plus sa fortification dans la tendance que nous avons déjà signalée, de tous les peuples

à « l'autarchie économique ». A la base du protectionnisme franco-colonial, il y a en plus une idée de solidarité nationale, dont à l'heure actuelle on ne saurait faire fi. Voyons comment se présente la question dans le cadre indochinois.

Il est aisé de remarquer, de ce point de vue, que le protectionnisme, n'est pas ici non plus, la solution idéale. La conséquence la plus claire est d'élever les prix intérieurs pour les marchandises importées. Cela vaut surtout, comme nous le verrons plus tard pour les produits chinois, qui sont, certains d'entre eux, de première nécessité à l'indigène. De plus, cela nous attirera des représailles des pays étrangers (en Chine, surtout, avant le traité de 1935) on ajoute généralement que le protectionnisme tue l'esprit de concurrence et incite l'industrie locale à une certaine inertie fâcheuse.

Le libre échange vaudrait-il mieux ? Il est difficile et quelque peu oiseux de le prétendre, puisqu'aussi bien le libre échange est une conception théorique, tandis que le protectionnisme est un empirisme. Cependant on peut imaginer ce qui pourrait résulter de son application :

D'abord du point de vue des intérêts européens, ce serait la mort de l'exportation française en Indochine. Il serait impossible à l'industrie métropolitaine, du fait de son éloignement et des charges écrasantes qui ne cessent de peser sur elle, de lutter à armes égales avec les concurrents étrangers, le Japon notamment dont la capacité industrielle est plus forte, et l'Angleterre dont l'organisation bancaire est plus solide et qui bénéficiait en une certaine mesure jusqu'à ces mois derniers de la dépréciation du sterling. Ce serait également la fin de toute l'industrie locale française, et de tous les établissements qui ne vivent que parce

qu'ils transforment et vendent les produits français. L'industrie exportatrice serait sans doute, soulagée d'une partie de ses prix de revient, l'industrie du charbon notamment et pourrait peut-être bénéficier de ce revirement douanier mais, du point de vue strictement indochinois le rôle qu'elle joue dans l'économie ne saurait être mis en parallèle avec le commerce et l'industrie française. Il semble donc possible d'affirmer que les intérêts de tous les exportateurs métropolitains et de l'immense majorité des producteurs et commerçants locaux sont suspendus aux droits de douane.

Du point de vue indigène le libre échange entraînerait une baisse appréciable du coût de la vie, mais d'un autre côté cela causerait la perte du marché français pour le riz. Il faudrait trouver une compensation du côté de l'Extrême-Orient. Mais le surplus de la récolte indochinoise se heurterait à un marché déjà saturé, d'où un effondrement des cours qui produirait les conséquences déjà remarquées au cours de la crise économique. Il est d'ailleurs à noter que ce marché d'Extrême-Orient tend à se combler de lui-même et que les débouchés y deviendront de plus en plus difficiles à trouver. Le marché français a donc une importance capitale, car il est possible qu'il soit appelé à demeurer la seule porte ouverte au riz de Saïgon.

Ce n'est pas un plaidoyer pour le régime actuel. Mais celui-ci au moins a fait ses preuves et il y a des défauts qui peuvent être corrigés en accordant plus de souplesse au tarif. Il peut comporter des avantages pour les partis, à condition toutefois qu'il soit réciproque et équitable. Or, les statistiques prouvent que c'est la métropole qui en retire le plus gros bénéfice. C'est là un défaut quelque peu inhérent à ces régimes d'économie fermée où le plus fort

arrive le plus souvent à imposer sa loi. Mais la colonie trouverait-elle dans des accords avec les pays voisins une sécurité plus grande pour ses débouchés ? Il est permis d'en douter si l'on considère que les lois de la concurrence sont régulièrement faussées un peu partout par les dumping monétaires ou la caducité rapide des accords conclus. Au contraire les rapports entre la métropole et les colonies peuvent être assurés de plus de stabilité, ils sont une garantie pour les consommateurs et les producteurs. Les uns et les autres ont intérêt à se mettre d'accord et à faire régner la concorde, principe tout à fait désirable dans les circonstances actuelles. Il faudrait travailler l'opinion publique métropolitaine en ce sens et nous allons voir, avec la question de la concurrence du riz au blé, que tout ou à peu près, est encore à faire.

B. LA LUTTE ENTRE LE BLE ET LE RIZ SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS

Ce qui caractérise le régime douanier actuel franco-colonial, c'est la franchise réciproque entre la France et les colonies et la soumission des produits étrangers aux mêmes droits en France et dans ses possessions, c'est le régime de l'assimilation. Tel est le principe, mais on verra, en étudiant le marché chinois qu'il a fallu accorder quelques dérogations à la rigidité de cette conception. Mais de l'autre côté de la mer, les choses n'ont pas été sans créer des difficultés ; du jour où l'on a voulu appliquer la libre entrée du riz d'Indochine en France, tous les producteurs de blé se sont dressés contre cette politique néfaste pour leurs intérêts. A ce moment, en effet, on assistait à une mévente et à un effondrement du cours du blé sur le mar-

ché mondial. La France, à l'abri de ses barrières douanières en subit tout de même le contre-coup et le gouvernement dût intervenir constamment en faveur des agriculteurs par des lois d'exception. Dans de telles conditions l'arrivée de forts contingents de riz ne pouvaient qu'accroître le marasme. Il se trouva au Parlement une majorité pour supprimer en faveur du riz indochinois le tarif préférentiel qui lui était accordé et les riz furent frappés d'une taxe de 6 %.

Cette décision frappe durement les producteurs et exportateurs indochinois. Le Président du Conseil Colonial de l'Indochine envoya une lettre au gouverneur général, où il disait notamment : « Sans doute, nous aurons, par l'unification de la taxe qui frappe désormais tous les riz de l'Indochine, quelle que soit leur destination, échappé à la menace d'un contingentement, qui était dans l'intention du département de l'Agriculture (nous verrons plus loin quelle fût cette menace) soucieux, avant tout, de protéger les intérêts des producteurs de blé de la métropole.

Mais peut-on prétendre que c'est là une compensation suffisante, surtout qu'elle n'apparaît nullement devoir profiter aux riziculteurs de la colonie, les gens ont bien droit pourtant, à la même protection que les agriculteurs de France. Parce qu'ils ne représentent pas une force à ménager du point de vue électoral, doivent-ils être sacrifiés et abandonnés à leur malheureux sort ? Le gouvernement français ne doit pas oublier, cependant, qu'il a donné pour mission, à son représentant en Indochine, d'assurer aux populations laborieuses, en même temps que la paisible jouissance du droit au sol qu'elles cultivent, le bénéfice du produit de leur travail ».

« Or, les populations ne se sentant plus protégées ne

comprennent pas que, quelles que soit les nécessités budgétaires de la colonie et bien que les cours du marché intérieur soient nettement inférieurs aux prix de revient, le riz d'Indochine soit toujours soumis à un droit de taxe de sortie, que l'on propose d'étendre aux exportations sur France, dans le seul but de donner satisfaction aux récriminations des producteurs métropolitains, alors qu'ils devraient, au contraire, être affranchis de tous droits, tant que les riziculteurs seraient en danger. Les riziculteurs français et indigènes de Cochinchine se demandent quelle serait l'attitude des producteurs français de blé et des viticulteurs s'ils se voyaient imposer des droits de sortie sur leurs produits ».

Nous arrivons donc au point névralgique du débat. La France admettant volontiers le principe de la franchise, tant qu'il s'agit d'écouler ses produits en Indochine, mais fermant ses portes dès qu'il est question, au contraire, d'appliquer la réciproque, l'entrée libre en France des riz de l'Indochine. Cela conduirait à envisager une Indochine repliée dans l'orbite de l'Extrême-Orient, comme l'indiquerait tout naturellement sa situation géographique. La colonie ne travaillerait plus guère que pour son marché intérieur et pour quelques échanges avec les pays voisins. Nous avons déjà vu ce qu'il fallait penser d'une telle hypothèse. D'ailleurs la France n'y trouverait pas sa place, et ses intérêts essentiels en seraient compromis.

Métropole et colonie se trouvent donc en concurrence pour certains produits. Beaucoup estiment, en conséquence, que c'est une erreur économique de chercher à développer dans les colonies la production dans les compartiments où elle peut concurrencer la métropole. Il est difficile de réaliser une semblable conception et comme l'on a

dit : « Il serait profondément choquant de prétendre interdire à des sujets français, quelle que soit leur couleur de peau, de se livrer au genre d'occupation qu'ils ont choisi » (1).

D'ailleurs il n'est pas du tout certain que la création d'une industrie nouvelle dans la colonie constitue une perte sèche pour la concurrence métropolitaine. Il faut bien noter, en effet, qu'une industrie nouvelle, par les revenus qu'elle procure, tend à augmenter le pouvoir d'achat et de la sorte, augmenter la consommation ce dont profitera tout autant le marché métropolitain. « Tant que la métropole conserve la même part relative dans les importations de la colonie, toute augmentation de la production locale ne peut que lui profiter au lieu de lui nuire » (2). Il semble peu à craindre que l'Indochine se suffise un jour à elle-même du point de vue industriel car son commerce est trop fortement exportateur et pour exporter il lui faudra forcément acheter. Les importations se développeront parallèlement aux exportations. Tout ceci n'empêche, que dans la mesure du possible, il vaut mieux s'efforcer d'éviter les frictions, causées par cette concurrence. Mais malheureusement on n'a pas toujours le choix, surtout dans un pays où la possibilité économique est limitée.

Comment éviter cette concurrence ? La colonie peut diminuer les importations de la métropole ou de ses colonies par des taxes à l'importation, comme ce fut le fait, à propos des tabacs algériens pour protéger une industrie nouvelle en Indochine. Mais il faut craindre des représailles qui risquent de miner le principe de collaboration qui est à la base du commerce franco-colonial.

(1) P. BERNARD : *Le problème économique indochinois*, p. 258.

(2) *Id.*

Il faut plutôt une œuvre d'ensemble préparée en haut lieu qui permettrait d'élaborer une politique économique susceptible de renforcer la solidarité et la défense des intérêts français. Beaucoup ont préconisé les contingentements devenus très en faveur, ces dernières années et pratiqués pour certaines productions coloniales (Rhum, par exemple).

Ces contingentements présentent un double avantage sur les droits de douane : mesure plus expéditive, et répercussion moindre sur le prix. Cette solution pourtant a soulevé un tollé général et dû, en fin de compte, être abandonnée. Un député des Vosges déclarait à ce sujet que l'application d'une taxe ou d'un contingentement sur les riz indochinois en France ôterait tout travail à 15.000 familles travaillant dans les filatures de sa circonscription.

La menace du contingentement du riz provoqua, en Indochine, une politique du pire. A cette occasion le Président du Conseil Colonial de la Cochinchine adressa au syndicat des producteurs de blé une lettre où il se déclarait prêt à consentir à la limitation des importations à condition « d'aider ses revendications pour obtenir l'affranchissement de l'Indochine ». En effet, disait-il « Pour permettre à l'Indochine de reconquérir sa place sur les marchés d'Asie et d'orienter son activité dans le sens de son milieu géographique, il est indispensable qu'elle retrouve à la fois son autonomie douanière au moins partielle et sa parité monétaire avec la Chine, sans pour cela nous contraindre à renoncer au marché métropolitain que nous ne saurions négliger pour nos transactions futures ».

A ces vœux, le député de la Cochinchine de l'époque, M. Outrep répondit en ces termes :

« Etes-vous bien sûr qu'il y aura synchronisme
» de dates pour les différentes solutions que vous
« proposez ? Etes-vous certain que l'Association
« générale des producteurs de blé et les représen-
« tants des agriculteurs métropolitains au Parlement
« ne retiendront pas, tout d'abord votre accord sur
« le principe de réduire nos importations de riz en
« France ?

« Ne craignez-vous pas qu'il y ait césure ? Et
« que soit adoptée en tout premier lieu la restric-
« tion de nos expéditeurs sur la métropole, repous-
« sant ensuite à lointaine échéance et la déstabi-
« lisation de la piastre et l'autonomie douanière.
« Si tant est que nous puissions jamais les obte-
« nir, grâce aux interventions de l'Association des
« producteurs de blé et de leurs défenseurs au Par-
« lement.

« Et alors, je vous demande, dans ce cas, avez-
« vous envisagé dans quelle situation dramatique se
« trouverait l'Indochine et dans quelle misère se-
« rait sa population ?

« Vous espérez aussi qu'en unissant mes efforts à
« ceux des députés ruraux, les destins contraires
« pourront être vaincus. Vous savez que jamais je
« n'ai failli à mon devoir et que ma seule ambition
« est de servir la cause de notre chère Indochine ».

La *Presse Coloniale* du 21 novembre 1934, commentait cette réponse en ces termes :

« M. Ernest Outrey a mille fois raison. Jamais
« on n'avait encore vu une colonie demandant elle-
« même qu'il soit apporté des restrictions à ses ex-

« portations, donc à son activité économique. Il est,
« à tous égards, insensé de constater qu'une assem-
« blée locale ait pu prendre une telle initiative en
« contradiction avec tous les efforts dépensés par
« tous les représentants coloniaux, sans exception,
« qu'ils soient parlementaires ou non.

« Est-il à penser que les producteurs de blé de la
« métropole s'empresseront de retenir la proposition
« qui leur est ainsi formulée et s'emploieront à
« faire déstabiliser la piastre ? Ces Messieurs du
« Conseil Colonial semblent nourrir à cet égard,
« quelques solides illusions s'ils croient que leur
« initiative va révolutionner le monde puissant des
« producteurs de blé et passionner l'opinion pu-
« blique. Mais ce qui est inquiétant, c'est, dit-on
« dans certains milieux, moins la possibilité du suc-
« cès de leur intervention que le sentiment profond,
« réel, qui l'a provoquée. L'assemblée saïgonnaise
« et les quelques éléments qui la mènent, plus ren-
« seignés que d'autres sur la crise qui sévit en Co-
« chinchine, voudraient-ils par hasard, pratiquer la
« politique du pire ? Et dans ce cas dans quel but,
« pour quelles fins ? Ce sont là des questions que
« nous avons entendu poser autour de nous et aux-
« quelles, pour notre part, il nous est impossible
« de songer qu'on puisse répondre affirmativement
« et d'une façon qui ne soit pas rassurante. Mais
« que là-bas on y prenne garde : il y a des inter-
« ventions qui, par les commentaires dont on les en-
« toure et le sens qu'on leur donne, ne sont pas
« sans danger pour les intérêts que leurs auteurs
« déclarent vouloir servir ».

Le Sénat mit fin à l'incertitude en rejetant le projet de contingentement : « Le paysan français, disait le Ministre P. Laval, n'aurait retiré qu'une satisfaction symbolique de l'établissement d'une taxe sur le riz d'Indochine ».

En 1933, l'Indochine exporte en France 529.000 tonnes de riz, dont 9/10 pour les animaux, pour la nourriture desquels le marché intérieur absorbe tous les ans 127 millions de tonnes de céréales secondaires et fourrages d'où position du riz = 0,41 %. Les importations de riz ne semblent donc pas être la cause de la ruine des producteurs français. Des mesures d'exception de cette sorte auraient bien plutôt porté préjudice à la fois aux paysans français et à l'ensemble de l'économie.

On aurait voulu par là permettre aux céréales secondaires de mieux se vendre, mais c'était illusoire. Le résultat pratique aurait été l'augmentation du prix du riz pour les consommateurs qui le trouvent indispensable à leur nourriture et surtout à celle de leurs animaux. Cela aurait provoqué en plus une hausse du prix du bétail qui déjà se vendait mal.

Du point de vue Indochinois, il y aurait eu baisse du pouvoir d'achat de la colonie, car, en définitive, les produits ne s'échangent que contre les produits. Cela était d'autant plus inopportun, que c'est grâce au marché colonial que durant la crise, on a pu éviter la catastrophe. Enfin, dans la période difficile que traversait l'Indochine, cela ne pouvait qu'aggraver la situation déjà précaire, des producteurs et exportateurs.

« L'Indochine est une pièce essentielle de l'équilibre français, or, elle s'est vue contester le bénéfice de la solidarité, au moment où le resserrement des échanges, les difficultés qu'ont éprouvées les différents pays à trouver

de nouveaux débouchés pour leurs produits, ou même à conserver les anciens, ont eu pour conséquence, de rapprocher les parties du tout, de consolider les blocs économiques soudés par les affinités politiques ou la logique des courants commerciaux. C'est la formule des accords d'Ottawa et le moins qu'on puisse en dire c'est qu'ils ont constitué « une occasion unique, d'affirmer à la face du monde, la puissance intacte et redoutable de l'Empire anglais ». Les défenseurs de la politique d'union rappellent à ce sujet que si l'Indochine vend son riz, elle achètera en conséquence. Il ne faut pas courir le risque de la mésaventure survenue à la Hollande. En 1933 le libre échange fut instantané avec les Indes Néerlandaises. Le résultat fut que la part de l'Europe, dans le commerce de cette colonie tomba de 50 à 35 % au profit du Japon, les cotonnades hollandaises enregistrèrent une perte de 32 %.

(*Dépêche coloniale* du 12 juin 1934)

Limiter les exportations d'Indochine vers la France serait aussi limiter les importations en Indochine des produits français. Or, il ne semble pas que la France ait quelque chose à gagner à semblable politique. On a calculé que les bénéfices retirés par la France et colonies de leur commerce avec l'Indochine étaient jusqu'ici de l'ordre de cinq milliards. Dans l'ensemble un trafic de l'ordre de 500 millions annuellement n'est pas un débouché négligeable pour l'industrie et le commerce français puisque cette somme est immédiatement inférieure au chiffre de notre vente aux Etats-Unis en 1933 (868 millions) et supérieure à la vente en Italie (492 millions). L'intérêt du mouvement commercial avec l'Indochine est encore plus marqué si l'on considère les pays d'Extrême-Orient en 1933 (milliers de frs).

Exportation vers la France		Importations de France	
Chine	228.649		134.156
Hong-Kong	1.325		33.302
I. Anglaises	792.021		111.925
I. Néerland.	394.340		31.734
Japon	166.195		117.693
Malaisie	178.435		8.455
Perse	165.496		10.274
Philippines	34.475		11.163
Siam	407		5.144
1.961.553		463.846	

De ces chiffres il ressort une constatation intéressante. C'est que, de l'Union douanière avec l'Indochine, résulte une balance commerciale équilibrée, alors que les traités de commerce avec les pays étrangers nous laissent un déficit de 1.500.000 francs en face d'exportations inférieures à celles dirigées sur l'Indochine.

Que conclure de tout cela ? Il est sans doute nécessaire que l'agriculture métropolitaine soit défendue. Mais il ne faut à aucun prix que les mesures de défense à préconiser ne fassent plus de mal que de bien à l'économie française en général. Ce serait le cas si l'on adoptait des taxes ou des contingentements.

Encore faudrait-il prouver que ces mesures défendraient efficacement l'agriculture métropolitaine. Vue sous l'angle des riz coloniaux, la question se pose ainsi :

Importations pour 1933 : 321.200 tonnes.

Or, qu'a-t-il été importé par la Métropole dans la même année ? 910.000 tonnes de riz et de maïs en provenance d'autres colonies ou de l'étranger. La production de blé, pendant la même période, s'est élevée à 9.861.000 tonnes.

Il semble peu convaincant qu'une réduction de 50 à 70 % des importations de riz coloniaux soit susceptible de résoudre la crise du blé. La solution du problème se trouve évidemment dans le dilemme suivant : Economie fermée intégrale et généralisée ou bien liberté des prix et des transactions.

LA SOLUTION DU SYNDICAT DES PRODUCTEURS DE BLÉ

Ils proposaient pour éviter la concurrence riz-blé :

1° l'élargissement des débouchés naturels du riz et maïs d'Indochine, c'est-à-dire ceux de l'Extrême-Orient.

2° percevoir à l'entrée en France une taxe de 20 francs par quintal, laquelle pourrait être modifiée par décret.

3° reverser à l'Indochine le produit de cette taxe pour pratiquer le dumping sur les marchés consommateurs d'Extrême-Orient.

4° exportations du riz d'Indochine sur France limitées à 300.000 tonnes.

5° si le montant de la taxe ne permet pas d'exporter tout de suite assez largement sur l'Extrême-Orient, fournir à l'Indochine une aide financière provisoire.

Mais en réalité, taxer le riz à 20 francs, était en interdire l'entrée en France, ce qui était en réalité le but poursuivi. Si cela ne réussissait pas il y avait toujours la limite du contingentement à 300.000 tonnes.

Les sommes récupérées par la taxe devaient servir à un dumping sur l'Extrême-Orient, mais certains événements survenus depuis, laissent apercevoir ce qu'il y aurait pu en advenir d'une semblable tentative. Sous prétexte notamment de faire monter le pouvoir d'achat des 300.000 millions de Chinois, les Etats-Unis ont fait monter le cours de

l'argent métal, craignant d'aggraver de ce fait le déficit de sa balance commerciale, la Chine n'a pas hésité à rompre avec toutes ses traditions, elle a décroché la monnaie de l'étalon argent. Il en serait de même pour le riz, on n'en fera pas absorber aux Chinois plus que leur gouvernement ne veut en importer. C'est cette réaction naturelle qui poussa le gouvernement chinois à taxer le riz de toute provenance en 1933-34, trouvant encore qu'il en importait trop. La taxe se révélant insuffisante il l'augmenta progressivement entre 15 et 35,5 % *ad valorem*, ce qui constitue une des causes du fléchissement des cours du riz. Ce sont les riziculteurs de l'Indochine et leurs voisins qui, finalement, paient la taxe chinoise. Il en aurait été de même si, ayant été adoptée en France, la mesure analogue avait eu l'occasion de jouer. En somme il ne saurait jamais y avoir en France deux plans : l'un à appliquer aux concurrents, l'autre aux colonies. Pour les premiers il fallait compter sur des représailles et l'on a procédé avec une certaine prudence. Pour les colonies au contraire, on n'a pas toujours cherché à leur donner les légitimes compensations nécessaires.

A l'heure actuelle aucune solution franche n'est intervenue. La question a un peu perdu de son importance à cause du déficit de la récolte de blé française. Que celle-ci soit de nouveau surabondante et nous verrons encore des mesures d'exception demandées à grands cris contre les riz d'Indochine.

C. LA CONSOMMATION DU RIZ EN FRANCE ET SES POSSIBILITES

En 1931-1932, les exportations de Saïgon sur l'Europe

ont été en moyenne de 1.131.000 tonnes se décomposant comme suit :

Riz blanc : 735.000
 Riz Cargo : 60.000
 Paddy : 80.000
 Brisures : 211.000
 Farines : 95.000

La part des étrangers a été de 756.000 tonnes.

La part de la France de 425.000 tonnes.

Riz blanc : 291.000 tonnes
 Riz cargo : 2.000
 Paddy : 2.000
 Brisures : 122.000
 Farines : 5.000

Ces importations en France ont été en croissant de façon constante :

1930 : 196.786 tonnes
 1931 : 250.971 tonnes soit 30 % environ
 1932 : 425.000 tonnes soit 34 %
 1935 : environ 40 %

La cause de cette augmentation a été surtout une active propagande et les bas prix au lieu de production. Le prix du quintal de riz passe de 62, puis 56, puis 43 francs.

Mais cette augmentation notable de la demande française tient-elle à une croissance de consommation du riz ou de la substitution de cette céréale à une autre ? Il y a eu certainement baisse des importations étrangères.

	Riz Saïgon	Riz étranger
1931	250.971	36.230 Tonnes
1932	425.000	51.311 Tonnes

L'Indochine a dû bénéficier de l'augmentation de la consommation. Mais il faut soutenir l'effort par une propagande sérieuse et variée. Pour certains riz de qualité supérieure, en effet, que la France achète aux Etats-Unis et en Italie, la baisse des importations étrangères n'a pas été aussi sensible. La France a acheté à l'Italie :

225.000 quintaux en 1929

323.000 quintaux en 1930

311.000 quintaux en 1931

303.000 quintaux en 1932

Aux Etats-Unis, de 86.000 quintaux en 1931, l'achat est tombé à 84.000 en 1932.

Ce qui semble aussi indiquer une augmentation certaine de la consommation française, c'est que la France a dû cesser une grande partie de ses réexportations de riz, vers 1932, à la suite de la mauvaise situation financière des destinataires. Donc une grande partie du riz et dérivés a été consommée en France, tant pour la nourriture des hommes que pour celle des animaux.

1° POUR LA NOURRITURE DES HOMMES

Il y eut des efforts considérables de la part du gouvernement de l'Indochine, de diverses maisons françaises, par suite d'une entente avec l'agence Havas, pour faire connaître et apprécier le riz d'Indochine, 2.350.000 prospectus furent distribués, 1.100.000 brochures et 42.000 tableaux-réclame. La consommation par tête augmenta, par suite du double par rapport à 1931. Des marques de garantie furent exigées pour le contrôle. Il faut, maintenant que la première impulsion a été donnée, soutenir l'effort le temps nécessaire. Peut-être dans la mesure du possible, convien-

drait-il aussi de frapper ou même de prohiber par des taxes, l'entrée de certains riz de table étrangers, ce qui permettrait l'exportation de 30 à 40.000 tonnes de riz de choix supplémentaires.

2° POUR LE BÉTAIL

De juillet 1931 à novembre 1932, 1.100.000 prospectus et 24.000 brochures ont été distribués. Des concours ont été institués entre les gérants des syndicats agricoles. Ces mesures firent doubler l'exportation du riz destiné à la nourriture des animaux.

Il faudrait que la France put recevoir environ 40 % de la récolte de la colonie, qui de la sorte, ne dépendrait plus aussi étroitement du bon vouloir ou de la situation financière de Hong-Kong, en même temps que la concurrence ainsi établie entre les deux marchés assurerait une meilleure stabilité du prix.

Quelques chiffres enfin peuvent permettre d'apprécier les résultats acquis par les procédés commerciaux nouvellement instaurés :

Dans la période 1926-1930, l'Indochine a exporté en moyenne 1.530.000 tonnes de riz. Sur ce total la France a reçu, ainsi que ses colonies : 241.500 tonnes, soit 15,80 % — L'étranger 1.880.000 tonnes soit 84 %.

En 1931, au contraire, la quantité exportée est de l'ordre de 60.000 tonnes. La France en a reçu : 292.000 soit 30,45 %, les colonies 17.000, soit 1,80 % et l'étranger, 637.000 tonnes, soit près de 68 %.

Donc en cette première année de propagande, le pourcentage de la France a cru de 15,80 à 30,45 %. Il a été de 30,60 % en 1932. Proportion très satisfaisante, dûe aux

efforts persévérants du gouvernement de l'Indochine et à une publicité bien comprise. Il est à souhaiter que dans l'avenir ces efforts continuent et que la France tende à absorber environ 40 % des riz d'Indochine. Mais il faudra pour cela qu'une politique égoïste de satisfaction, d'intérêts particuliers non négligeables certes, se substitue une véritable politique impériale.

En 1936, l'Indochine compte trouver en France un supplément de marchés pour ses riz, pour compenser une demande chinoise moins forte. Les exportations en France qui n'ont atteint que 350.000 tonnes en 1935 contre 700.000 en 1934, doivent être accrues. Déjà l'augmentation de la demande se fait sentir sur le marché de Marseille, et est dûe à la renaissance de l'élevage français, le plus gros débouché pour le riz étant l'élevage du poulet, or, depuis que les cours des céréales se sont améliorés, les agriculteurs vendent mieux leurs récoltes et en profitent pour reconstituer leur basse-cour et comme le prix des œufs et des poulets a augmenté, les achats de riz ont suivi la même tendance.

D'autre part le riz constitue le 1/3 de la consommation des plantes fourragères du porc dont la viande vient encore d'augmenter.

Le rythme des seuls achats de la France permettrait, maintenu, d'exporter sur France la presque totalité des sorties disponibles. L'activité de la demande de la France est la cause d'une hausse considérable des cours des riz qui ont passé de 27 à 5,7 p. le picul, le 31 juillet dépassant le cours de Bangkok et de Rangoon qui, influencés moins directement par les circonstances favorables à la hausse n'ont suivi ce mouvement qu'avec une bien moindre nervosité.

CHAPITRE III

Le Marché Chinois

I. — CARACTERE GENERAL

Nous avons déjà eu l'occasion de parler du marché chinois, et d'en noter les caractéristiques essentielles. Nous avons dit que ce marché était, avec celui du Japon, un débouché très irrégulier pour les riz d'Indochine du fait de sa situation politique et économique très particulière. La Chine produit chaque année environ 50 millions de tonnes de riz et n'en importe guère plus de 3 millions. Ce contingent importé ne paraît donc jouer qu'un rôle tout à fait accessoire dans le commerce local du riz et l'on peut se demander si le pays ne serait pas susceptible de se restreindre afin de supprimer tout à fait ses achats à l'étranger. Mais dans les circonstances présentes et sans vouloir préjuger de l'avenir, cette supposition reste à l'état d'hypothèse « La Chine, en effet, ne forme pas un tout. Ce n'est à proprement parler qu'une expression géographique et chaque partie de l'ensemble possède une vie économique indépendante. Cela tend, d'une part, à l'absence de moyens de communication, à l'étendue du pays et à l'absence de véritable gouvernement. Pour une denrée comme le riz qui a peu de valeur sous un grand volume, les questions de fret et de transport jouent un rôle prépondérant. Par suite une région déterminée ne peut écouler sa production de

riz que dans les pays suffisamment bien desservis par les voies navigables ou les voies ferrées, pour que le prix du transport ne soit pas prohibitif. Dans cet ordre d'idée, il est certain que les régions côtières de la Chine se trouvent beaucoup plus sous la dépendance des pays exportateurs : Indochine, Siam, Birmanie, auxquels elle est liée par des régions maritimes régulières que sous la dépendance de greniers à riz, comme le Se-Tchouen, qui même par la voie navigable du Yang-Tsé se trouve à plus de six jours de la côte » (1).

Il en résulte, continue-t-on que les 2 millions de tonnes de riz, importées annuellement en Chine, ne desservent qu'un marché très limité géographiquement, savoir : la région côtière de Hong-Kong et Shanghai qui trouvent un frêt moins onéreux vers Saïgon que vers les provinces grosses productrices de la Chine.

Voyons à cet égard les statistiques du port de Hong-Kong. En 1931 sur 13.145.000 piculs de riz importés :

22,5 % ont été retenus pour la consommation locale de la ville de Hong-Kong.

4 % sont allés vers Macao

52 % ont été exportés vers la Chine du sud

11 % vers d'autres régions de la Chine

11 % ont été exportés vers les Philippines, le Japon ou Java.

Donc 80 % des importations ont ravitaillé uniquement les régions de Canton.

« On pourrait d'ailleurs, ajoute M. P. Bernard, pressentir ce résultat, en constatant qu'il n'existe aucun rapport entre le montant des importations et les productions de la Chine.

(1) P. BERNARD, *op. cit.*, p. 308 seq.

En cas de mauvaises récoltes, de sécheresse, d'inondations, on pourrait s'attendre à ce que la Chine importât de quoi combler le déficit de sa production... Il n'en est rien en Chine parce que les provinces de l'intérieur qui auraient besoin d'être ravitaillées seraient contraintes, les prix de transport étant élevés, de payer le riz à un prix prohibitif. D'autre part le gouvernement chinois ne dispose pas de trésorerie suffisante pour secourir les populations sinistrées. Enfin le pouvoir d'achat des habitants qui ne possèdent en général aucune réserve est limité aux excédents de la production elle-même ».

En 1931, notamment, au moment des inondations du Yang-Tsé, alors que le déficit atteignait 5 milliards de T, les achats n'ont consisté qu'en acquisition de 450.000 tonnes de blé acheté aux Américains qui le livraient quasi-gratuitement.

On peut se demander devant des faits semblables comment la Chine peut financer ses achats de céréales. Elle paie en temps normal des sommes fournies par ses exportations et par l'argent procuré par ce qu'on appelle : « la balance invisible du commerce ». Mais depuis cinq ans il y a eu un fléchissement important dans la qualité et le prix des produits exportés par la Chine. Les exportations ont diminué de 70 % en valeur or entre 1929 et 1932 et les remises faites par les émigrés chinois ont baissé de 50 %. Elle n'a pas payé non plus avec ses réserves d'argent, puisque celui-ci, loin d'avoir été exporté, est entré en Chine, entre 1929 et 1933, date à laquelle le mouvement s'est trouvé renversé : 123 millions d'onces en 1930, 58 en 31 et 40 en 32. D'ailleurs cet argent est thésaurisé et ne peut avoir qu'une valeur d'échange des plus relatives. L'importance des achats de la Chine dépend essentielle-

ment de la prospérité de ses exportations. Si celles-ci se sont effondrées de 650 millions de dollars or (U. S.) en 1929, à 168 millions en 1932. Pendant cette période critique, la Chine a surtout vécu d'expédients, notamment des emprunts en nature que lui consentirent les Etats-Unis, que les possibilités commerciales de l'Empire du Milieu attirent particulièrement.

Provenance des riz importés en Chine (en quintaux) :

	1926	1927	1928
Indochine	4.700.000	2.885.000	421.000
Siam	1.568.000	906.000	636.000
Birmanie	2.506.000	1.235.000	373.000
Japon	150.000	300.000	390.000

	1929	1930
Indochine	762.000	1.971.000
Siam	372.000	270.000
Birmanie	432.000	5.706.000
Japon	55.000	262.000

Part dans les exportations indochinoises vers la Chine :

1927 = 40 %	1930 = 33 %
1928 = 34 %	1931 = 37 %
1929 = 40 %	1932 = 39 %

2. — RIZ ET BLE SUR LE MARCHE CHINOIS

Le riz, étant une céréale, peut dans une certaine mesure se substituer au blé et inversement. Cette constatation a une grande importance en Chine, car le Chinois du

nord consomme indifféremment le blé ou le riz. On peut donc admettre que si les cours du blé vendu sur place sont inférieurs au cours du riz, les consommateurs préféreront la première céréale à la seconde. Mais en fait il y a eu toujours un écart important entre les prix du blé et ceux du riz, de telle sorte que la substitution, jusqu'à une époque toute récente, n'avait pas pris une grande ampleur. Néanmoins c'est à ce fait que l'on a attribué la faible quantité de riz importée par la Chine en 1931 et la chute des exportations indochinoises qui en fut la conséquence. A la suite, en effet, de la baisse des cours mondiaux et des quantités de blé considérables restées stockées au Canada et aux Etats-Unis, les cours du blé se sont effondrés ces dernières années. Le riz a suivi cette baisse avec un certain retard et l'a même, par la suite, accentué :

Cours comparés du riz blanc et de la farine de blé en dollars or à la tonne :

	Farines de blé	Riz Saïgon	Rapport entre les 2 cours
1926	94,8	59,5	1,6
1927	83,6	53,1	1,6
1928	81,0	47,9	1,6
1929	76,3	52,1	1,5
1930	63,5	44,3	1,4
1931	51,5	25,4	2,0
1932	47,2	21,3	2,2
1933 (mai)	50,3	16,8	3,0

Nous allons voir quelles ont été en Chine les conséquences de cette chute parallèle des cours du blé et du riz.

Importations chinoises de blé et de riz :

	Riz	Blé
1930	1.190.000 tonnes	166.000 tonnes
1931	640.000 »	1.366.000 »
1932	1.360.000 »	905.000 »

Les importations de riz n'ont donc pas tellement diminué en Chine, mais au contraire, les importations de blé ont augmenté dans de fortes proportions.

D'un côté la Chine avait faim, de l'autre côté les Etats-Unis ne savaient que faire d'un blé qui pesait lourdement sur les cours. D'où conclusion, en 1931, d'un accord entre ces deux pays pour l'achat de 15 millions de boisseaux de blé payables en trois échéances. En 1934, le gouvernement chinois conclut à nouveau un accord avec les Etats-Unis pour emprunter une somme de 50 millions de dollars payable en matières premières (blé et coton).

C'est pour assurer le placement de ce blé que le gouvernement chinois met l'embargo sur les importations de riz et institua une taxe dite « dumping tax » de un dollar argent par picul de riz. D'où, pratiquement, prohibition de l'importation de riz, mesure très grave pour les populations du sud de la Chine et pour le commerce indochinois. Cette mesure du gouvernement chinois était elle-même une mesure de représailles contre l'élévation des tarifs indochinois, et la lutte se poursuivra, nous le verrons plus tard, jusqu'au traité commercial de 1935, qui par les concessions réciproques qui y sont établies, renoua les échanges entre les deux pays.

Mais ceci ne prouvait nullement que dorénavant la Chine allait acheter moins de céréales. Elle n'achetait du

riz qu'en raison des circonstances exceptionnelles qui ne semblent pas devoir être constantes. De la sorte il n'est pas certain que la concurrence puisse s'établir entre les céréales sur le marché chinois lorsque les circonstances qui motivaient les achats de blé auront disparu et normalement le blé vaut beaucoup plus cher que le riz, car en ces dernières années il a perdu environ le double de sa valeur et s'est de la sorte, pourrait-on dire, « abaissé » à concurrencer le riz.

3. — RELATIONS ECONOMIQUES FRANCO-CHINOISES

Nous avons examiné en étudiant les remèdes à apporter au marasme provoqué par la crise, la question de la répercussion des tarifs douaniers indochinois sur l'exportation du riz. Beaucoup d'exportateurs ont alors rendu responsable de la baisse des ventes de riz en Chine, tant le tarif Kircher de 1929 qui augmentait dans de fortes proportions les taxes sur les importations chinoises que la liaison trop étroite entre franc et piastre. Nous avons vu aussi et nous n'avons pas à y revenir que l'on avait émis l'opinion suivant laquelle une relation entre piastre et dollar chinois argent eût favorisé le commerce du riz en Chine, puisque celle-ci ferait la loi du marché du riz. A l'analyse la plupart de ces conceptions se sont révélées sans fondement. Mais, en ce qui concerne le tarif douanier, il est à noter que les critiques adressées n'étaient pas sans intérêt.

Le nouveau tarif douanier, en effet, émettait la prétention de prohiber l'importation en Indochine de beaucoup de marchandises chinoises, tout en supposant que les débouchés pour le riz de Saïgon n'en seraient nullement affectés. Il faut remarquer déjà que la Chine a vu, du fait de

l'augmentation continuelle des importations en France, des ventes en Indochine diminuer dans de fortes proportions.

	Import. en Indochine	Export. vers la Chine
1913	39 %	39 %
1914-18	34 %	45 %
1919-23	47 %	45 %
1924-28	46 %	42 %
1929-30	36 %	40 %
1931	18 %	37 %
1932	13 %	39 %

Tandis que l'exportation du riz vers la Chine se maintenait constante aux environs de 40 %. Il y avait donc tout intérêt à ménager le plus possible un marché à qui nous vendions beaucoup plus que nous achetions. Déjà nous avons vu que la Chine ne pouvait procéder à aucun achat que si elle pouvait exporter ses produits. Or, le nouveau tarif douanier devenait plus protecteur et ne favorisait en somme que les industries de la métropole « L'Indochine, disait-on, ne peut plus recevoir que ce qu'il plaît à l'Administration française de lui laisser importer de tel ou tel pays ». Cette politique était à la fois néfaste aux intérêts indochinois et aux intérêts français.

Faut-il prétendre (nous avons fait déjà allusion à cette question dans notre première partie) ou le laisser entendre qu'en Indochine l'élévation du tarif douanier a eu pour effet d'influencer défavorablement l'exportation du riz avec la Chine ? L'étranger prétendait-on ne pouvait envoyer des cargos sur lest pour venir chercher le riz en Indochine. Mais il semble bien que cet argument soit sans valeur, car on a remarqué que les tonnages à l'exportation sont

de 6 à 7 fois supérieurs aux tonnages à l'importation au cours de ces dernières années. Les cargos viennent donc sur lest chercher le riz en Indochine. Cela semble être causé par une nécessité du commerce indochinois, dû à son caractère spécial. On répond alors qu'il existe un lien très étroit d'interdépendance, entre l'import et l'export avec la Chine. C'est ce que soulignait en 1932 le gouverneur général : « L'Indochine est et restera indépendante pour une partie de ses importations des pays d'Extrême-Orient. Notre tarif général devenu en Indochine d'une application constante depuis la disparition du tarif spécial dit « Chinois » doit être amendé dans certaines parties sous peine de voir notre commerce d'importation littéralement paralysé au détriment de nos exportations. Ces dernières, en effet, conditionnées au moins partiellement par des échanges en nature, se trouvent en régression sérieuse par rapport aux années précédentes, c'est ainsi par exemple, que la Chine ne peut faire face à ses achats habituels de riz qu'à condition d'offrir en contre-partie les stocks accumulés dans des entrepôts. Or, elle ne les écoule qu'en quantités très restreintes en Indochine, en raison des droits trop élevés qui les atteignent ».

Cet argument a une grosse valeur. La Chambre de Commerce de Saïgon a voulu y répondre en prétendant que l'interdépendance n'existait pas en fait. « Si l'on considère un port de la Chine comme Hong-Kong pour la moyenne des cinq années de 1925-1929, les exportations sur l'Indochine ne représentent en moyenne que 32% des importations d'Indochine. Par conséquent ce que ce port nous vend est insuffisant de moitié à payer ce qu'il nous achète. De plus, pour ce même port d'Hong-Kong, le commerce d'exportation de l'Indochine ne représente en valeur que

6 % de son commerce total d'exportation, soit une proportion très faible. Le marché indochinois ne présente donc pour les exportateurs de Hong-Kong qu'une importance minime et que l'Indochine se refuse à leur acheter ». Si des concessions devaient être faites aux Chinois, ce ne devrait être que pour quelques produits restreints et encore plus pour créer une atmosphère commerciale favorable.

Le conseil colonial jugeait indispensable de faciliter à nouveau les importations de produits chinois car c'est en vendant ainsi aux Annamites, gros consommateurs, que les petits acheteurs chinois pouvaient faire leurs achats de riz et concentrer la récolte à Cholon. Il semble que ce rôle soit exagéré et ce n'est pas parce que le petit boutiquier chinois ne vend pas sa camelotte que le riz rentrera dans le grenier des producteurs. Ils ne recueillent, en effet, de la sorte, que la récolte des petits fermiers et des petits propriétaires et celle des moyens et des gros. De plus, pendant la crise, qui atteignit très fortement le commerce chinois, le riz s'est cependant concentré à Cholon.

Mais cet argument n'est pas très convaincant non plus, il tend à prouver que l'exportation a pu, par suite des circonstances, emprunter un autre chemin, mais « cela ne veut pas dire que les boutiquiers chinois de l'intérieur ne sont pas les intermédiaires nécessaires et lorsqu'ils ne vendent pas leurs articles d'importation chinoise, l'écoulement vers Cholon du paddy, tout au moins celui des Tâ-dien, clientèle habituelle, s'effectue très normalement ».

En définitive, il ne semble pas que ce soit l'élévation du tarif douanier seul qui ait diminué le trafic de la Chine. Il faut aussi tenir compte du fléchissement des échanges à la suite de la crise et de la diminution du pouvoir d'achat qui en a été la conséquence. Les causes sont si in-

timelement entremêlées qu'il est bien difficile de savoir celle qui est prépondérante.

Il faut savoir, en effet que la plupart des objets importés de Chine en Indochine sont de première nécessité pour l'indigène annamite. Ce sont plus spécialement quantités de petits articles destinés au culte et que l'Indochine ne produit pas, ou des produits spéciaux d'alimentation. L'augmentation des tarifs douaniers eut, pour résultat, et le plus clair, l'aggravation de la misère des payans annamites déjà très pauvres. Ces articles étant considérés par lui comme essentiels à sa vie, il fit son possible, ne pouvant plus les acheter, pour se les procurer autrement, d'où fraude et contrebande intenses qu'il était difficile, géographiquement et politiquement de réprimer. Les papiers de culte qui valaient avant le tarif 0 piastre 02 se virent imposer une taxe de 1 p. 02, les parapluies chinois une taxe de 1.000 %, les pétards de 204 frs les 100 kgs à 1.600 francs.

Du point de vue français, au sens large, les représailles ne se firent pas attendre. Coïncidant avec des causes physiques et politiques des troubles, elles réduisirent en forte proportion les importations chinoises de riz, puisque ruinée la Chine ne pouvait, dès lors, payer qu'en marchandises. Diminution ensuite des recettes douanières qui passent de 18 millions 500.000 en 1930 à 14 millions 500.000 en 1931 et 11 millions 349.000 en 1932.

Il n'en est pas moins établi, que l'idée était fausse, à notre avis, étant donné la civilisation et les goûts du pays, de penser que l'européen pouvait être le seul fournisseur de l'indigène de l'Indochine. Par l'accumulation de conséquences néfastes et les germes de troubles sociaux qu'elles contenaient en puissance du fait de leur impopularité, il était facile de constater que l'on faisait fausse route et

que la nature allait prendre sa revanche. Pour que ces mesures aient pu réussir il eût fallu, sans doute, une plus grande adaptation de l'indigène à nos goûts et surtout que les produits qu'on lui proposait en échange fussent d'un prix abordable pour la bourse de ces pauvres gens. Il était devenu nécessaire de réajuster les tarifs douaniers en spécifiant bien les articles chinois qui pouvaient profiter des mesures favorables.

Il s'ensuivit pendant plusieurs années une politique de guerre économique. Nous avons vu qu'une révision en 1932 du tarif de 1929 dit « Kircher » accorde aux chinois quelques dérogations au tarif général, mais cette brèche semble encore trop étroite alors qu'il n'apparaît nullement dans les intentions du département de faire d'autres concessions.

La Chine prit prétexte des prohibitions douanières pour élever les taxes sur le riz.

En réalité, nous l'avons déjà vu, il s'agissait aussi, en limitant les importations de riz, de favoriser l'écoulement du stock de blé acheté aux Américains.

Les deux parties, néanmoins, n'avaient pas renoncé à un accord possible, d'autant que la récolte déficitaire du riz de Chine en 1934, rendait nécessaire à nouveau, l'importation du riz de Saïgon. Les négociations, fort longues, aboutirent au traité du 4 mai 1935. Par ce traité, le gouvernement chinois déclare qu'il ne prendra pas de mesure ayant pour but de prohiber l'importation du riz de l'Indochine à destination des provinces du Yunnan, Kouang-si et Kouang-Toung, et d'en retreindre les quantités à importer. Le droit d'importation est fixé à 1,50 gold dollar par 100 kgs et la convention est valable pour une durée de deux ans. Il est encore trop tôt pour juger les résultats

de cet accord, cependant il aura eu le grand avantage à la fois de rendre en une certaine mesure au riz de Saïgon le débouché du sud de la Chine et de créer entre les deux pays une atmosphère favorable à la conclusion de nouveaux accords.

CHAPITRE IV

Le Marché du Japon

Le riz joue dans le rôle de l'économie japonaise, un rôle aussi capital que dans l'économie chinoise. Le Japon est gros producteur et gros consommateur de riz. Mais son économie agraire est assez délicate. Il est obligé, en effet, ne possédant qu'une superficie restreinte de rizières et une population très dense, de chercher ses équilibres alimentaires dans la culture intensive du sol. D'où productions à grands frais d'excellentes qualités de riz réservées ordinairement à l'exportation. Malgré sa répugnance à manger du riz étranger, le Japon est obligé d'en importer pour les classes pauvres car il est meilleur marché. Par ailleurs, pour y maintenir à ce taux une rente élevée, l'état japonais agit sur les cours par la constitution de stocks importants et des mesures protectionnistes allant jusqu'à la prohibition. Le gouvernement ne fit qu'aggraver les choses en faisant tout pour améliorer la qualité et la quantité produites, et en cultivant de nouvelles rizières. Il y eut de la sorte surproduction en 1932-33. Le Japon produisit 70 millions de kokus auxquels il faut ajouter Formose et la Corée, soit 10 millions de kokus supplémentaires ; comme le marché intérieur n'en consomme que 63 millions, il y avait un excédent de 7 millions. Cette surproduction amena une baisse considérable des prix, bien accueillie par les classes pauvres mais ruinant 27 millions d'agricul-

teurs. Il s'ensuivit une menace d'abandon des champs pour la ville. Cette menace détermina le gouvernement japonais à instaurer le monopole du riz par lequel il lui est possible d'influencer les prix selon la nécessité du moment. Ce fut l'objet particulier d'une loi de 1933, qui autorisait l'Etat à acheter et à vendre du riz en vue de maintenir l'équilibre des prix et des quantités. Tous les ans un prix maximum et un prix minimum sont fixés en tenant compte du coût de production, des conditions générales de l'économie et du coût de la vie. Ces prix peuvent être d'ailleurs changés selon les circonstances. C'est le gouvernement qui procède aux ventes et achats et qui accorde l'autorisation nécessaire pour importer ou pour exporter.

LA POLITIQUE JAPONAISE DU RIZ DANS SES RAPPORTS AVEC L'INDOCHINE FRANÇAISE

Ces considérations générales ne sont pas inutiles et aident à mieux comprendre ce qui fut et ce qui est à l'heure actuelle la politique du riz du Japon dans ses rapports l'Indochine française. Jusqu'en 1931, la récolte étant déficitaire, il était nécessaire d'importer en moyenne 64.000 hl. de riz. De plus, le gouvernement désirait constituer un stock de quelques millions d'hl., il dût s'adresser à l'importation étrangère surtout au Siam et aux Etat-Unis en vertu des traités passés avec ce pays alors que les riz de Rangoon et de Saïgon étaient prohibés.

Le Japon s'est toujours intéressé au marché indochinois où il a vu, non sans raison, un débouché pour ses articles fabriqués. C'est pour cela qu'il s'est appliqué, avec une remarquable ténacité, à obtenir de la France ces concessions douanières importantes. La France, de son côté, ne

pouvait pas laisser entrer les articles japonais, qui auraient ruiné en très peu de temps l'industrie locale et tari les exportations métropolitaines, par suite de la trop grande inégalité de la concurrence. Diverses tentatives furent faites par le Japon, notamment en 1911, 1924, 1929, pour obtenir le tarif minimum pour ses importations en Indochine. Mais à la demande de la colonie elle-même, ces prétentions furent repoussées en raison de la trop faible contre-partie offerte en compensation. Pas de faveur accordée au Japon, si celui-ci ne donnait pas en échange un traitement particulier au riz de l'Indochine.

Or, l'attitude du Japon vis à vis de ces riz n'était pas des plus favorable. Nous avons indiqué brièvement quelle est la politique suivie à l'égard des riz nationaux par le gouvernement japonais : achat en cas de baisse des cours, pour empêcher l'effondrement des cours, et stockage pour le cas où la hausse nécessite la libération de ses réserves. Avant les récoltes excédentaires de 1931-33, le déficit de la production japonaise de riz allait en s'aggravant et les importations de riz étranger s'accroissaient, sauf cependant celui d'Indochine qui n'était admis qu'au compte-goutte. Il semble qu'il n'y avait d'autres raisons que le désir de peser sur les négociations en cours pour obtenir des brèches au tarif douanier de l'Indochine. Mais nous l'avons vu, ces avantages avaient de telles conséquences qu'il était impossible de les octroyer largement. Cependant la France n'aurait pas refusé certaines réductions si le Japon, de son côté, avait accordé un traitement équitable aux riz d'Indochine. Ce sont ces raisons qui firent rompre les pourparlers qui ne reprirent qu'en 1932, époque à laquelle la situation du point de vue rizicole avait, pour le Japon, complètement changé. En effet, d'importateur de

riz, le Japon, qui possédait des stocks de 11 millions de kokus, devint à son tour exportateur, il était difficile dans ces conditions d'obtenir une porte largement ouverte à notre riz. Il fallait écarter du débat cette question et cela réduisait presque à néant les compensations que le Japon pouvait nous offrir en échange, aussi les importations de riz d'Indochine n'ont pas été prévues dans l'accord de 1932. Il est trop tard pour obtenir, à leur égard, des mesures favorables, il n'y a plus aucun espoir, sauf imprévu, de voir le Japon devenir le client de l'Indochine pour des quantités importantes, car depuis ces dernières années, la production est largement excédentaire et comme le prix de revient du riz japonais est très élevé, le gouvernement doit, pour s'en débarrasser, l'exporter à perte. De temps en temps, il arrivera que le Japon nous achètera brusquement de grosses quantités de riz comme il le fit en 1932, mais cela ne peut avoir le caractère régulier de l'époque d'avant-guerre où le Japon achetait en moyenne à l'Indochine pour 12 millions de francs sur le riz. Il y a eu depuis ce temps une dérivation très nette des courants d'exportation du riz d'Indochine qui de plus en plus délaisse et délaissera les marchés d'Asie qui tendent à se suffire à eux-mêmes pour se diriger vers les marchés d'Europe, surtout vers la France.

CHAPITRE V

Les Débouchés Européens

1° LE MARCHÉ ALLEMAND

L'Allemagne consomme beaucoup de riz, mais le Siam semble jouir d'un monopole d'importation des plus solides notamment pour le riz brut. Pour le riz décortiqué, l'Allemagne s'adresse à la Birmanie, au Siam, aux Etats-Unis, aux Indes Néerlandaises et à l'Italie. Une partie de ce riz, importé par Hambourg, est d'ailleurs écoulé en Europe centrale. Hambourg tend, de la sorte, à devenir le grand entrepôt de l'Europe du nord et le Pool birman y a installé ses usines de décortiqueries. La part du riz d'Indochine n'est guère que de 1 à 3 %. Entrées à Hambourg en 1931 :

Siam ...	29.534 Tonnes	Hollande ...	3.807 Tonnes
Etats-Unis	23.428 »	Indes Néerl.	3.606 »
Brésil ...	22.672 »	Japon ...	7.016 »
Italie ..	6.500 »	Indochine ..	2.341 »

La moitié reste en Allemagne et le reste est exporté. En 1934 cependant, il y a eu un accroissement d'achat du riz d'Indochine. Il est probable qu'une publicité mieux faite attirerait des commandes plus fortes, tant de la part de l'Allemagne que des pays d'Europe centrale approvisionnés par Hambourg. Une entente de compensation privée a prévu l'importation en Allemagne de riz d'Indochine et

l'importation en France à concurrence d'une valeur correspondante de certains produits chimiques allemands notamment des engrais. Cette opération aurait l'avantage de détourner vers l'étranger les arrivages de l'Indochine en France qui ne peuvent qu'influencer défavorablement les cours du blé.

2° LE MARCHE BELGE

La Belgique constitue pour le riz un débouché assez important. Elle demande, en effet, aux marchés extérieurs des riz entiers pour l'alimentation des hommes et du bétail et des brisures pour l'industrie de la volaille.

La provenance du riz ainsi importé est assez diverse : des Etats-Unis, 1.000 tonnes de riz de qualité de premier choix pour l'alimentation humaine. Au Japon et à l'Italie 7 à 8.000 tonnes de riz de qualité très appréciée. Au Siam de Birmanie et l'Indochine quelques moins estimées, car ici encore la réputation de mauvaise qualité du riz de Saïgon nuit considérablement à sa vente.

Le marché belge est surtout spéculatif et une baisse de quelques points sur les cours, pourrait donner une vente supérieure de 3 à 4.000 tonnes. Le Congo belge était acheteur il y a quelques années de mélange Saïgon, mais depuis lors il produit lui-même pour ses besoins et n'achète plus.

Les achats se font par Anvers, surtout du paddy pour bétail, ensuite acheminé vers l'Allemagne. Les Belges ont eu jusqu'ici, pour leur riz, tout avantage à traiter avec les Anglais. Ceux-ci admettent, en effet, des arbitrages en cas de livraisons défectueuses, ne grèvent pas le riz de taxes à la sortie et enfin jusqu'à ces derniers temps, faisaient bénéficier les Belges d'avantages de change appréciables,

alors que le franc surévalué, défavorisait les exportations de riz vers les pays à change bas.

3° LE MARCHÉ POLONAIS

La Pologne a importé en 1933, 33 millions de tonnes de paddy et 2.000 tonnes de riz blanc en provenance : 95 % de Birmanie et 5 % du Siam. Pour le riz blanc il est assez difficile d'en savoir la provenance car il est importé en Pologne tant par l'Allemagne que par l'Italie et la Hollande.

La part de l'Indochine est donc nulle. Il faut en trouver la cause dans la création récente à Gdynia et à Cracovie (depuis 1927) d'un cartel de riz. Ce cartel achète le riz en paille (riz cargo) et le travaille dans ses usines. L'Indochine n'exportant surtout que du riz blanc, est donc, de ce fait, tenue à l'écart. Il faut ajouter que les accords douaniers franco-polonais, contribuent à aggraver cet état de choses car ils n'envisagent, dans la politique de réciprocité qu'ils consacrent, que le marché français, à l'exclusion des colonies.

4° LE MARCHÉ RUSSE

L'immense territoire de l'U.R.S.S. et sa population relativement considérable, peuvent laisser à penser que ce pays pourrait facilement absorber une partie de la récolte de l'Indochine. Mais, il convient de ne pas se faire d'illusions sur la capacité d'absorption de l'U.R.S.S. En 1932, en effet, la Russie a importé 20.447 tonnes de riz décortiqué et 46.473 tonnes de paddy, soit 194 millions. En 1933, les importations tombent à 4.517 tonnes de riz décortiqué

et 6.077 tonnes de paddy, soit environ 12 millions. La Russie est en effet productrice de riz. Elle aurait ensemencé environ 124.000 hectares qui produiraient en 1932 2.100.000 quintaux de paddy. En 1934, il semble que les rizières aient atteint 133.000 hectares. Bien plus, pendant ces mêmes années, elle a augmenté ses exportations de riz vers les pays baltes et celles-ci ont passé de 7.321 quintaux en 1932 à 17.550 quintaux l'année suivante.

De plus en plus, du fait de la politique d'isolement de l'U.R.S.S. et de ses énormes possibilités économiques, la Russie, loin de devenir un débouché pour nos riz, sera bientôt plutôt dans un très proche avenir, un concurrent dangereux, tant sur le marché d'Europe que sur ceux d'Extrême-Orient.

CONCLUSION

Il serait assez vain de vouloir tirer une conclusion de ce qui n'est qu'un exposé, parfois très sommaire, des principales questions posées par le riz en Indochine. Nous avons vu le rôle important que joue cette céréale dans l'ensemble de l'économie de la colonie et les perturbations profondes que le moindre dérèglement dans la production ou les échanges, est susceptible d'y apporter.

Le marché du riz est un marché sain, certes, mais d'une extrême sensibilité et d'une fragilité, qui fait craindre pour lui la moindre secousse, la moindre maladie. Cela tient à sa nature et il sera bien difficile de lui donner la résistance nécessaire pour supporter, sans trop de dommage, les secousses qui parfois, ébranlent l'économie mondiale. Il en est ainsi dans quelques tous les pays de monoculture, et ce caractère est encore accentué en Indochine par des faiblesses de l'organisation, tant de la production que du commerce d'exportation, faiblesses auxquelles il est urgent de parer sans tarder, par des remèdes harmonieusement dosés et d'une application échelonnée.

Des réformes judicieuses, ont, à temps conjuré la catastrophe et sont en train de se révéler très salutaires. Toutefois elles concernent beaucoup plus l'organisation interne du marché du riz : telle la réorganisation du crédit. Mais, pour ce qui est des débouchés, nous nous trouvons encore, semble-t-il dans une période de tâtonnements, au cours de laquelle l'Indochine semble chercher l'orientation

qui assurera à son commerce, le maximum de stabilité. Il avait paru évident, au début, de considérer que l'Indochine devait chercher ses marchés le milieu géographique où la nature l'avait admirablement située. Mais le « climat » international actuel, autant que la politique douanière plus ou moins consciente de la Métropole ont eu pour résultat, petit à petit, de détourner l'Indochine de cette orbite, pour faire graviter de plus en plus son économie dans celle de l'Empire... L'incertitude du marché chinois, la fermeture au riz de Saïgon de celui du Japon et des Indes Néerlandaises, jointe à la concurrence très âpre des autres pays producteurs de riz, tout cela fait que l'Indochine tend à trouver en France, l'exutoire nécessaire par une production surabondante. Il semble donc désormais que c'est dans le cadre impérial que se trouvera le salut. Mais, alors, il faut bien constater que tout ou à peu près tout reste encore à faire cet ordre d'idées. Cette politique économique nouvelle, nécessite essentiellement un plan d'action, bien étudié, en même temps qu'une collaboration féconde des divers éléments de cette économie impériale. Or, jusqu'ici, il semble que ce concept vienne à peine de naître dans la pensée française. Il faut donc lui épargner les secousses violentes, de l'ordre de celle que nous avons brièvement eu l'occasion de commenter : la concurrence riz-blé sur le marché français, querelle qui n'est qu'assoupie et dont il faut craindre, quelque jour, le réveil. Tout cela nécessite comme l'indiquait fort justement la conférence Impériale dans un de ses rapports, un plan général, car il est à prévoir que l'œuvre sera de longue haleine et il ne faut pas que son exécution soit laissée aux hasards d'une improvisation.

« L'enjeu vaut la peine de préparer minutieusement la

partie. La place de la France, dans le monde, dépend pour une bonne part de l'aptitude qu'elle montrera au cours des prochains lustres, à faire de ses 100 millions d'habitants, répartis sur des continents différents, un ensemble économique fortement articulé et prêt à s'adapter aux aspects mouvants des échanges internationaux... »

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

Le Doyen,

ALLIX.

Le Président,

MAUNIER.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	V
----------------------	---

PREMIERE PARTIE

LE RIZ DANS L'ECONOMIE INDOCHINOISE

CHAPITRE PREMIER : <i>Quelques Précisions</i>	1
CHAPITRE II : <i>La Crise Economique et le Marché du Riz</i>	5
A) Les causes de la crise	5
B) Les conséquences de la crise	16
C) Les mesures d'assainissement	20
D) Réorganisation des conditions de la production et du commerce du riz	31
E) Les résultats obtenus	49

DEUXIEME PARTIE

L'ORGANISATION COMMERCIALE DU MARCHÉ DU RIZ

CHAPITRE PREMIER : <i>L'Organisation Commerciale Interne</i>	52
A) La concentration du riz à Cholon	52

B) Financement de la récolte	53
C) L'exportation	54
CHAPITRE II : <i>Le Centre d'Exportation — Le port de Saïgon</i>	57
A) Configuration générale	57
B) Organisation du Port de Saïgon	61
CHAPITRE III : <i>L'Infériorité Commerciale du Marché du Riz de Saïgon et ses remèdes</i>	65
I. — Faut-il faire de Saïgon un port franc	66
II. — Les ententes entre producteurs et exportateurs sur le Marché du Riz ..	70
III. — La création à Saïgon d'une Bourse des valeurs et d'un marché à terme ..	75
IV. — Faut-il supprimer la taxe de sortie sur le riz	78
V. — L'amélioration de la qualité du riz	80
VI. — L'organisation de la propagande ..	82
VII. — L'aménagement de la rizièrre	84

TROISIEME PARTIE

LES DÉBOUCHÉS

CHAPITRE PREMIER : <i>Position de la question</i>	87
CHAPITRE II : <i>Le Marché Français</i>	91
A) Le libre échange et protectionnisme dans le problème indochinois du riz	93

TABLE DES MATIÈRES

139

B) La lutte entre le blé et le riz sur le marché français	96
C) La consommation du riz en France et ses possibilités	107
CHAPITRE III : <i>Le Marché Chinois</i>	112
1. — Caractère général	112
2. — Riz et Blé sur le marché chinois ..	115
3. — Relations Economiques Franco-Chinoises	118
CHAPITRE IV : <i>Le Marché du Japon</i>	125
CHAPITRE V : <i>Les Débouchés Européens</i>	129
1. — Le Marché Allemand	129
2. — Le Marché Belge	130
3. — Le Marché Polonais	131
4. — Le Marché Russe	131
CONCLUSION	133

